



Global Center for
Good Governance
in Tobacco Control



A GLOBAL
TOBACCO
INDUSTRY
WATCHDOG

Indice mondial d'ingérence de l'industrie du tabac 2023

CRÉDITS ET REMERCIEMENTS

Auteure: Mary Assunta

Rédacteurs: Ulysses Dorotheo, Yodhim Dela Rosa, Deborah Sy, Erin Sandberg

Contributions à la rédaction: Centre global pour la bonne gouvernance dans la lutte antitabac et Vital Strategies

L'Indice mondial d'ingérence de l'industrie du tabac (Indice mondial) est une enquête mondiale sur la réponse des gouvernements face à l'ingérence de l'industrie du tabac et la façon dont ils protègent leurs politiques de santé publique des intérêts commerciaux et autres de l'industrie, comme l'exige la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la Santé pour la lutte antitabac (la CCLAT de l'OMS). À l'origine, en 2014, le rapport était une initiative régionale menée par l'Alliance pour la lutte antitabac en Asie du Sud-Est (SEATCA). L'Indice mondial 2023 est produit par le Centre global pour la bonne gouvernance dans la lutte antitabac (GGTC) et compte sur le soutien de STOP quant à sa diffusion.

Conception visuelle: sophieeverett.com.au

Financement: Cette publication est financée par Bloomberg Philanthropies et la Fondation Bill et Melinda Gates.

Citation suggérée: Assunta M. Indice mondial d'ingérence de l'industrie du tabac 2023. Centre global pour la bonne gouvernance dans la lutte antitabac (GGTC). Bangkok, Thaïlande. Nov. 2023.

Clause de non-responsabilité: Cet indice a été élaboré uniquement à partir des informations accessibles au public colligées par les collaborateurs et collaboratrices dans leurs pays respectifs. Si vous disposez d'informations susceptibles de renforcer ce rapport, contactez-nous à l'adresse suivante: info@ggtc.world

Pour plus d'informations, veuillez consulter les sites web

www.globaltobaccoindex.org
www.exposetobacco.org

Contenu

02

Introduction

06

Les principaux constats

08

01. L'industrie du tabac a interféré dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques antitabac

14

02. Les activités de RSE liées au tabac ont permis un meilleur accès aux hauts fonctionnaires

19

03. L'industrie du tabac a bénéficié de mesures incitatives qui ont profité à ses activités

23

04. Des interactions indues se sont produites entre des gouvernements et l'industrie

28

05. La transparence et la reddition de compte continuent de faire défaut

32

06. Les fonctionnaires continuent d'être vulnérables aux conflits d'intérêts

36

07. Les gouvernements peuvent se protéger face à l'ingérences de l'industrie

42

Conclusion

44

Recommandations

46

Tableau sommaire

58

Annexes

67

Collaborateurs

69

Notes

Introduction

L'industrie du tabac a intensifié son ingérence dans les politiques de santé publique. En vertu de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour la lutte antitabac (CCLAT), les gouvernements sont tenus de protéger leurs politiques de santé publique contre les intérêts commerciaux et autres de l'industrie du tabac (IT) et de ceux qui défendent ses intérêts. À cet effet, l'article 5.3 et ses directives d'application proposent diverses actions qui permettent aux gouvernements de se prémunir.¹

L'IT et ses alliés ont utilisé une grande diversité de tactiques pour ébranler et saper les mesures de protection déjà mises en place par les gouvernements, tâchant aussi d'empêcher et de décourager l'adoption de nouvelles initiatives. De nombreux gouvernements ont subi l'influence de l'industrie du tabac principalement parce qu'ils n'ont pas agi de manière cohérente face à l'industrie et à ses tactiques.

En l'absence de mesures préventives, l'industrie a pu reproduire les tactiques qui ont eu du succès dans le passé. Par exemple, elle a utilisé la responsabilité sociale des entreprises (RSE) en ciblant certains besoins sociaux pour avoir accès aux hauts fonctionnaires, elle a bloqué les restrictions sur les nouveaux produits du tabac et obtenu des taxes moins élevées sous prétexte qu'ils sont sans fumée et seraient moins nocifs, et a persuadé les ministères autres que celui de la santé afin qu'ils favorisent ses activités.

L'IT s'est rapidement rétablie après la pandémie de COVID-19 grâce aux privilèges que les gouvernements lui ont accordés, et elle a intensifié son ingérence en signant des ententes volontaires avec des organismes gouvernementaux, en faisant pression sur les missions diplomatiques et en développant des programmes environnementaux qui tendent, dans le cadre de la négociation du traité de l'ONU sur la pollution par les plastiques, à détourner l'attention des gouvernements de la lutte contre les plastiques toxiques du tabac.

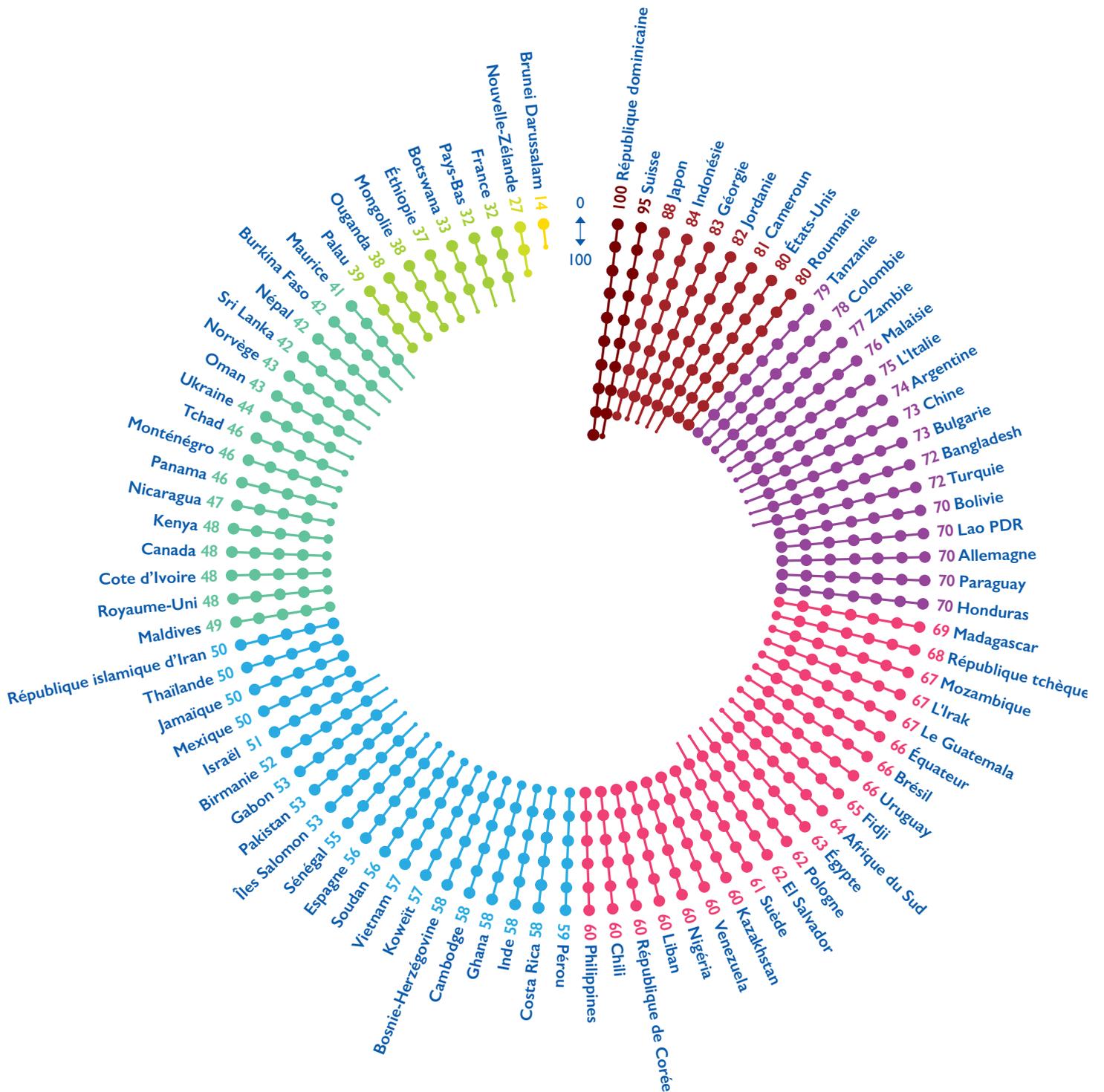
Cet indice, le quatrième de la série, documente les efforts déployés par les gouvernements pour mettre en œuvre l'article 5.3 de la CCLAT de l'OMS. Le premier indice de 2019 s'est penché sur la situation dans 33 pays,² le deuxième dans 57 pays,³ le troisième dans 80 pays, et cette quatrième édition de l'Indice s'est intéressée à 90 pays d'Afrique, de

la région de la Méditerranée orientale, des Amériques, d'Europe, d'Asie du Sud et du Sud-Est, et de la région du Pacifique occidental. Il classe les pays en utilisant le même questionnaire et la même méthode de pointage que l'Indice ASEAN développé par l'Alliance pour le contrôle du tabac en Asie du Sud-Est (SEATCA).⁴

L'Indice est élaboré à partir des informations publiques sur l'ingérence de l'industrie du tabac disponibles dans les pays et sur les réponses respectives des gouvernements pour y faire face. Quarante-deux pays ont mis à jour l'édition précédente de leur rapport en tenant compte des ingérences et des mesures gouvernementales sur la période allant d'avril 2021 à mars 2023. Dix nouveaux pays s'ajoutent à l'indice, où les ingérences et réponses des gouvernements ont été mesurées de janvier 2019 à mars 2023. Les pays sont classés (figure 1) en fonction du total des pointages fournis par les groupes de la société civile qui ont préparé leurs indices nationaux respectifs. Plus le pointage d'un pays est bas, plus le niveau général d'ingérence est faible, ce qui est de bon augure pour le pays. Le tableau sommaire (p. 46) fournit les pointages désagrégés pour chaque pays.

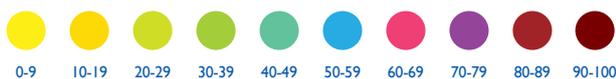
L'Indice 2023 montre une tendance à l'aggravation des ingérences sur la période analysée, et aucun pays n'a été épargné. Quarante-trois pays (43) ont vu leurs pointages se détériorer, contre vingt-neuf (29) pays dont les efforts pour protéger les politiques de santé se sont améliorés, notamment par une plus grande transparence, en refusant de collaborer avec l'industrie et en adoptant des procédures qui permettent de régir les interactions avec l'industrie. Le pointage de huit pays est resté inchangé.

Figure I: Classement général des pays en fonction du niveau d'ingérence de l'industrie du tabac



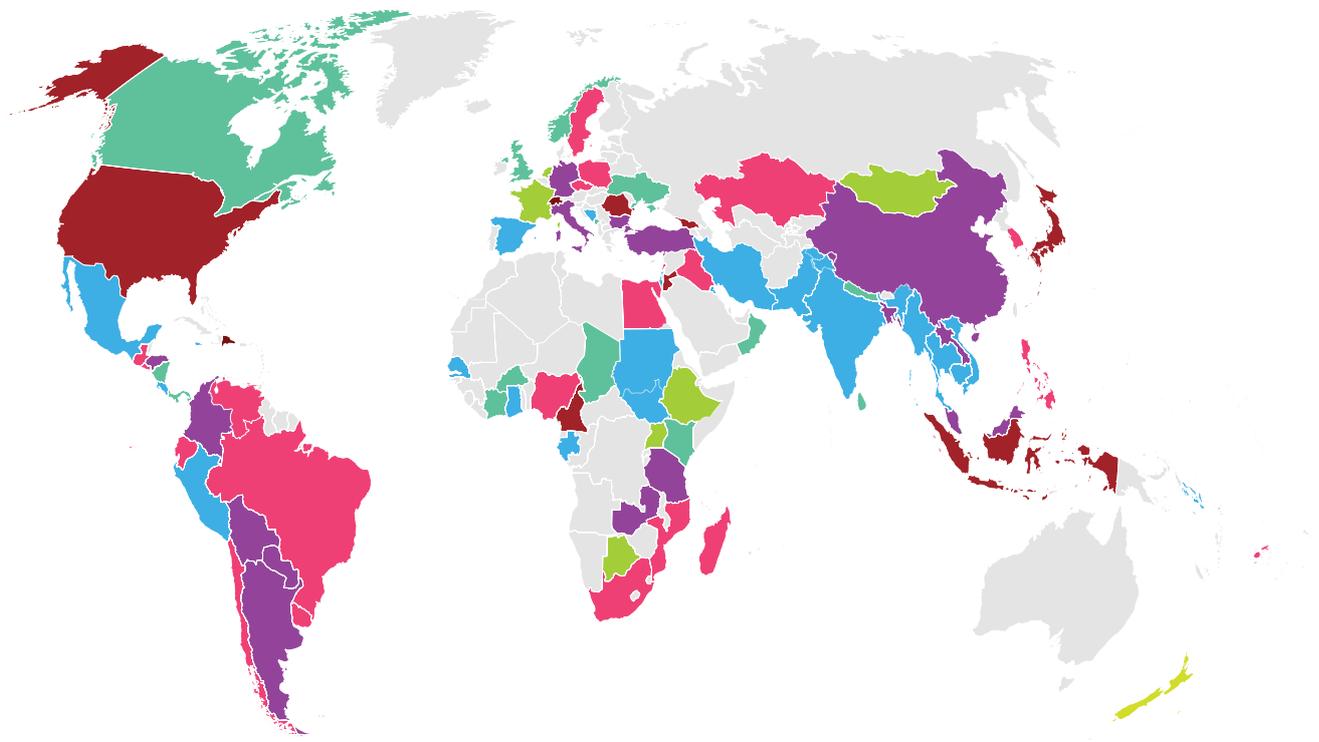
Plus le pointage est bas, meilleur est le classement

Par couleur



Par taille





AVEC LE MOINS D'INGÉRENCE



AVEC LE PLUS D'INGÉRENCE



Les principaux constats

Quatre gouvernements ont fait des progrès pour protéger leurs politiques contre l'ingérence de l'industrie du tabac. En 2021, le **Botswana** a intégré à sa loi sur la lutte antitabac des recommandations venant des directives d'application de l'article 5.3. La **Bosnie-Herzégovine**, le **Burkina Faso** et la **Côte d'Ivoire** ont élaboré des projets de décrets, toujours en attente d'approbation, visant à protéger les politiques de santé de l'ingérence de l'industrie.

L'industrie a continué de cibler les ministères des Finances, du Commerce et de l'Investissement afin de les inciter à défendre ses intérêts. Elle a réussi à convaincre les ministères autres que celui de la santé, en particulier des finances, du commerce et des douanes, en exagérant la contribution de l'industrie à l'économie et en les amenant à croire à sa théorie qu'une augmentation des taxes aggraverait le commerce illicite du tabac.

Un plus grand nombre de pays ont subi l'ingérence de l'industrie et ont vu leur position se détériorer. Vingt-neuf pays ont obtenu un meilleur pointage dans l'Indice tandis que 43 pays ont connu un recul et 8 n'ont connu aucun changement.

De nombreux gouvernements ont à nouveau accepté les offres de l'industrie du tabac en matière de RSE. Confrontés à des problèmes d'envergure mondiale comme la persistance de l'impact de la COVID-19, les catastrophes naturelles et la croissante nécessité de protéger l'environnement, les gouvernements ont eu tendance à accepter les actes de bienfaisance de l'industrie, avec l'effet de soumettre leurs politiques à des compromis.

Les gouvernements ont collaboré à des campagnes environnementales parrainées par l'industrie. Des entités gouvernementales et des institutions publiques ont endossé des opérations de nettoyage de mégots de cigarettes menées par l'industrie dans au moins 15 pays, dont le **Brésil**, la **Colombie**, le **Costa Rica**, la **Corée**, la **Malaisie**, la **Suède**, la **Suisse** et l'**Uruguay**.

Les ambassades de cinq pays ont soutenu l'industrie du tabac ou en ont fait la promotion. L'industrie a persuadé les missions diplomatiques de cinq pays, la **Chine**, l'**Allemagne**, l'**Italie**, le **Japon** et le **Royaume-Uni**, de la promouvoir dans d'autres pays.

La transparence et la reddition de compte restent problématiques. La plupart des pays n'ont pas une réglementation en place qui exige la divulgation des réunions avec l'industrie du tabac, ni un registre des lobbyistes incluant ceux qui appartiennent à l'industrie du tabac, ni de politiques qui obligent l'IT à divulguer des informations sur ses activités de marketing et de lobbying.

Dans cinq pays, il a été constaté que l'industrie du tabac avait saboté les efforts déployés pour adopter une législation globale conforme à la CCLAT de l'OMS. Au cours des dernières années, l'adoption d'une législation omnibus pour la lutte antitabac a été retardée en **Bolivie**, au **Guatemala**, en **Jamaïque**, en **Tanzanie** et en **Zambie**.

Cinq pays qui ne sont pas encore Parties à la CCLAT de l'OMS ont été confrontés à des niveaux élevés d'ingérence. L'adhésion de l'**Argentine**, la **République dominicaine**, l'**Indonésie**, la **Suisse** et les **États-Unis** n'a pas progressé et ces pays ont été l'objet de niveaux élevés de lobbying ou d'ingérence qui ont nui à la lutte antitabac. Non seulement les mesures de lutte antitabac de ces gouvernements ne sont pas conformes à la CCLAT, ce qui permet à l'industrie de s'immiscer dans l'élaboration des politiques, mais ils ont continué à offrir à l'industrie du tabac des mesures incitatives ou à soutenir ses activités.

Il existe peu d'information accessible au public concernant les programmes que des pays auraient mis en place pour sensibiliser systématiquement à l'article 5.3. Dans les pays étudiés par l'Indice, on a trouvé peu de rapports accessibles au public qui fassent état de programmes au sein des agences gouvernementales qui sensibiliseraient les fonctionnaires aux mesures de l'article 5.3 pour faire face aux tactiques de l'industrie du tabac.



01

L'industrie du tabac a interféré dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques antitabac

Les Directives de l'article 5.3 exigent que les gouvernements protègent les politiques publiques des intérêts commerciaux et autres de l'industrie du tabac. Par conséquent, ils doivent refuser la participation de l'industrie à la table de formulation des politiques. Même dans les pays où l'IT n'est pas membre ou est absente des comités nationaux qui élaborent les politiques sauf lorsqu'on l'invite à porter assistance, l'industrie a trouvé des moyens de s'ingérer dans l'élaboration des politiques (voir la figure 2).

L'INGÉRENCE DE L'INDUSTRIE A RETARDÉ L'ADOPTION DE LOIS ANTITABAC

La législation omnibus pour la lutte antitabac a été retardée pendant les dernières années en **Bolivie**, au **Guatemala**, en **Jamaïque**, en **Tanzanie** et en **Zambie**. Au **Guatemala**, non seulement l'industrie du tabac a participé à la rédaction de la loi mais celle-ci est paralysée au Congrès depuis 2019.⁵ En **Jamaïque**, le comité restreint conjoint qui avait la responsabilité d'examiner le projet de loi antitabac a adopté une approche «collaborative» en invitant les principales parties prenantes à présenter leurs observations sur le projet de loi, dont Carreras (qui appartient à British American Tobacco [BAT]). Le mémoire présenté par l'industrie a été obstructionniste et a contribué à bloquer le projet de loi.^{6,7}

En **Zambie**, on a retardé à nouveau le dépôt du projet de loi antitabac de 2018 tandis qu'on adoptait une autre loi favorable à l'industrie, la loi sur le tabac n° 10/2022. Jugée prioritaire comparativement au projet de loi antitabac de 2018, cette loi renforce le mandat du Conseil du tabac de Zambie et encourage la production, la commercialisation et les processus d'emballage du tabac au pays tout en mettant en place des mécanismes de suivi.⁸

Le Parlement de **Bosnie-Herzégovine** a approuvé une loi antitabac moins stricte⁹ en mai 2022 après avoir tenu compte des arguments de l'IT, exemptant les produits de tabac chauffé de l'interdiction de fumer à l'intérieur, autorisant des zones désignées pour les fumeurs dans certains lieux publics, et permettant aux fabricants de tabac de continuer à faire de la publicité dans les points de vente. En **Bolivie**, la loi 1280 sur la prévention et la lutte contre le tabagisme a été approuvée en février 2020 mais après plus de trois ans, celle-ci n'a toujours pas été mise en œuvre.¹⁰ Le vide juridique a favorisé une promotion vigoureuse du tabac et des cigarettes électroniques sur les médias sociaux et a entraîné une augmentation de la consommation de ces produits, mettant en péril la santé des adolescents et des jeunes.¹¹

«L'industrie du tabac tire ses profits d'un produit qui tue, qui appauvrit les gens et les pays, et qui détruit l'environnement. Cette industrie prospère en attirant de nouveaux consommateurs et en les maintenant dans la dépendance, même si cela implique d'en tuer près de la moitié. Malgré cette cruelle réalité, l'industrie ne cesse ses efforts pour ébranler la lutte antitabac.

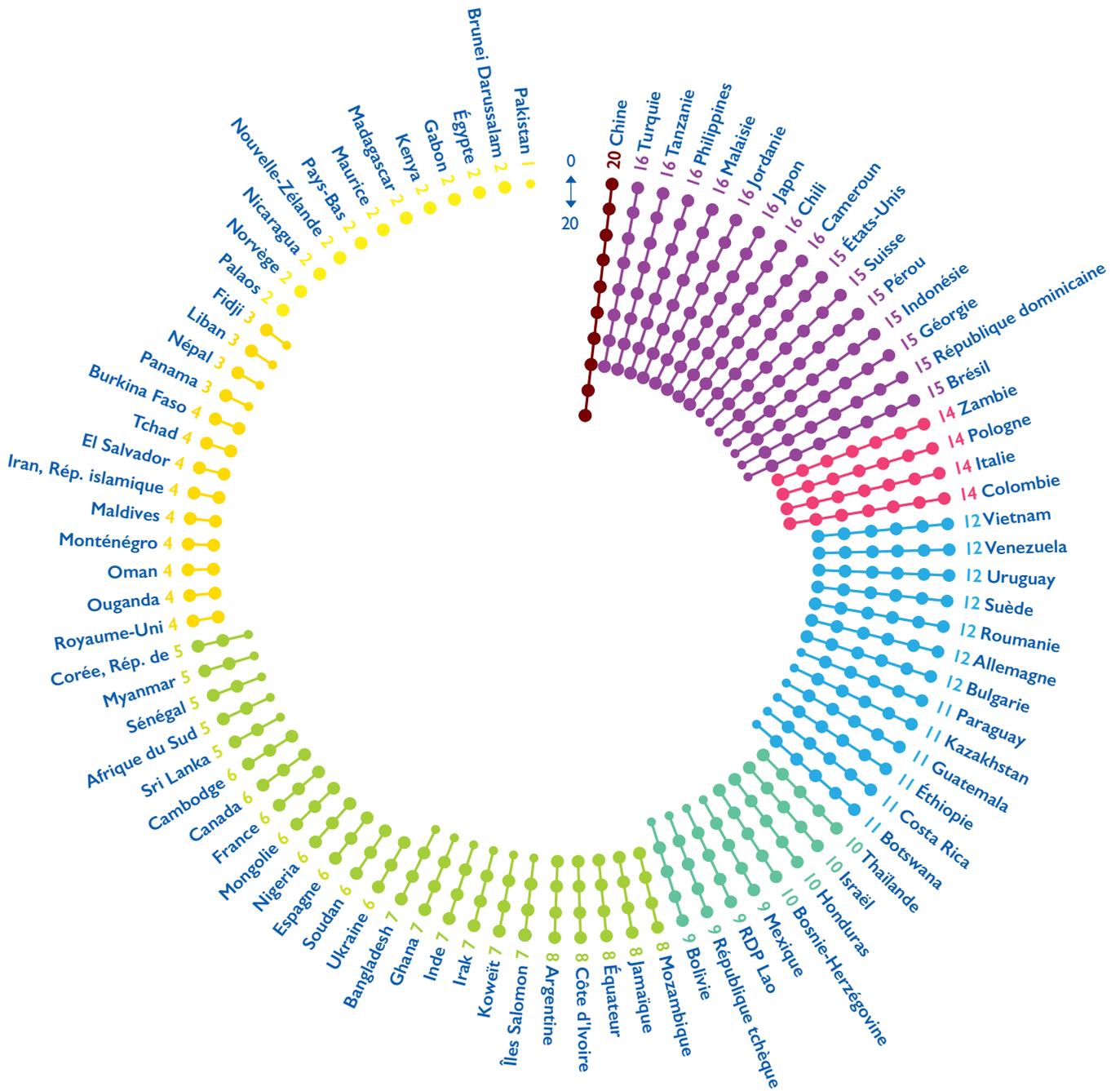
L'Indice mondial d'ingérence fait la chronique des tactiques abominables de l'industrie. Seule une mise en œuvre complète de la CCLAT de l'OMS, en particulier de l'article 5.3 et de ses directives d'application, permettra d'enrayer le problème».

Dre Adriana Blanco Marquizo, cheffe du secrétariat de la CCLAT de l'OMS

L'INDUSTRIE A CONTESTÉ L'EMBALLAGE STANDARDISÉ (NEUTRE) ET LES MISES EN GARDE SANITAIRES ET A REFUSÉ DE S'Y CONFORMER

La mise en œuvre de l'emballage neutre et standardisé des produits du tabac, une mesure rentable qui permet de dissuader les gens de fumer, a été sabotée par l'IT en **Géorgie**, au **Myanmar** et en **Uruguay**.

Figure 2: L'industrie du tabac s'ingère dans l'élaboration des politiques



Plus le pointage est bas, meilleur est le classement

Par couleur



Par taille



En 2022, le gouvernement d'**Uruguay** a modifié la politique existante en matière d'emballage neutre en approuvant le décret 282/022¹² qui permet aux fabricants de tabac d'insérer des éléments distinctifs dans les paquets afin de commercialiser leurs produits, minant ainsi l'objectif même de l'emballage neutre. Le président de la République a reconnu que ce décret avait été adopté à la demande de Montepaz, la principale compagnie de tabac.¹³

Le Bureau de l'Ombudsman des entreprises (BOO) de **Géorgie**, après avoir consulté les représentants de l'IT, a recommandé au Parlement de reporter la mise en œuvre de la réglementation sur les emballages neutres.^{14,15} Le BOO a annoncé que le Parlement avait pris en compte sa recommandation et reporté la mise en œuvre au 31 décembre 2024, soit six mois après la date d'extension initiale du 31 juillet 2024.

Au **Myanmar**, l'emballage standardisé des produits du tabac, approuvé en octobre 2021 et devant être mis en œuvre en avril 2022, a d'abord été reporté à janvier 2023, soit sept mois et demi plus tard, pour être ensuite reporté à décembre 2023, soit pour une période additionnelle de 12 mois. Les entreprises transnationales du tabac et les producteurs locaux de cigarettes et de chérots ont fait pression avec succès pour que la date limite de mise en œuvre soit repoussée de près de 20 mois.¹⁶

Le **Bangladesh** et la **RDP Lao** ont permis à l'IT de reporter l'impression des mises en garde sanitaires illustrées sur les paquets de cigarettes exigées par la loi. Au **Bangladesh**, l'application de mises en garde sanitaires illustrées sur la moitié supérieure des paquets de tabac a été retardée suite à la décision de la Cour supérieure de reporter l'ordonnance gouvernementale du 4 juillet 2017, cédant à la requête de l'Association des fabricants de cigarettes du Bangladesh. Six ans plus tard, les mises en garde sanitaires illustrées ne figurent toujours que sur la moitié inférieure des paquets de tabac.¹⁷ En **RDP Lao**, l'industrie du tabac refuse de se conformer pleinement à l'application de mises en garde sur 75 % de la surface de tous ses paquets de cigarettes.¹⁸

L'application de mises en garde sanitaires illustrées sur les emballages a été retardée au **Tchad** (troisième phase) et au **Nigeria** (cinq mois).¹⁹ Au **Soudan**, la dimension des mises en garde devait passer de 30 à 75 % mais faute d'avoir terminé la rédaction du règlement, l'agence des normes retarde son application depuis mars 2021.

Il est toutefois positif de constater qu'**Oman** a adopté la décision ministérielle 67/2023 portant sur l'emballage standardisé des produits du tabac, laquelle a été publiée dans la Gazette officielle du 5 mars 2023 et entrera en vigueur six mois après la date de publication.²⁰

L'INDUSTRIE²¹ A CONTRIBUÉ À SAPER ET RÉVOQUER LES MESURES INTERDISANT LES DISPOSITIFS ÉLECTRONIQUES DE TABAC ET DE NICOTINE, ET LES SACHETS DE NICOTINE

Partout sur la planète, l'ingérence de l'IT a sapé les efforts des ministères de la Santé pour réglementer et interdire ou limiter les systèmes électroniques d'administration de nicotine (SEAN ou cigarettes électroniques) et les produits de tabac chauffé (PTC). Cette ingérence a pris diverses formes, cherchant à révoquer les interdictions existantes, à affaiblir la réglementation, à s'opposer à la hausse des taxes sur ces produits et à en demander le report, ou à faire pression sur les décideurs politiques pour qu'ils adoptent des lois favorables à l'industrie.

Alors que l'**Argentine**, le **Brésil**, le **Mexique**, le **Nicaragua** et le **Panama** ont rejoint de nombreux autres pays en interdisant les cigarettes électroniques et les PTC,²² en **Uruguay**, en **Égypte** et au **Kenya**, le lobbying de l'industrie du tabac a réussi à faire révoquer les interdictions sur ces produits.

En 2021, le gouvernement de l'**Uruguay** a publié un nouveau décret qui a supprimé la politique d'interdiction des PTC en vigueur depuis 2009, servant ainsi l'intérêt de

l'industrie du tabac.²³ On a su que le ministère de la Santé publique avait persuadé le pouvoir législatif en utilisant des informations de Philip Morris International (PMI) au lieu de transmettre la réponse préparée par les services techniques du Ministère.²⁴ Un rapport de 2022 a révélé comment PMI a utilisé l'approbation de ce décret uruguayen pour promouvoir ses PTC dans d'autres pays de la région, tels que le Brésil, le Panama et le Mexique.²⁵

Le **Kenya** a interdit les sachets de nicotine en 2020²⁶ mais BAT a fait pression sur le gouvernement pour qu'il permette à nouveau leur commercialisation.²⁷ Le secrétaire du cabinet de la santé aurait agi en faveur de l'industrie pour annuler l'interdiction, amenant BAT à annoncer que la compagnie s'était entendue avec le ministère de la Santé pour réincorporer les sachets de nicotine sur le marché.²⁸ Au **Mexique**, un membre du Congrès sympathique à la cause de PMI²⁹ a tenté d'annuler l'interdiction des cigarettes électroniques et des PTC, sans succès. PMI a toutefois lancé une action en justice et le tribunal administratif collégial de la ville de Mexico a déterminé, le 31 mai 2023, que le décret du président était inconstitutionnel.³⁰

Les **Philippines** ont approuvé en 2022 une loi sur les cigarettes électroniques qui a favorisé l'industrie^{31,32} en abaissant de 21 à 18

ans l'âge légal pour en acheter, en autorisant la commercialisation en ligne, en assouplissant les restrictions en vigueur en matière d'arômes, et en transférant l'autorité réglementaire de la Food and Drug Authority au ministère du Commerce et de l'Industrie.³³

En **Thaïlande**, des efforts de lobbying ont ciblé un ministère autre que celui de la santé pour qu'il annule l'interdiction des cigarettes électroniques. En janvier 2022, après avoir subi les pressions d'une ONG liée à la *Fondation pour un monde sans fumée* et financée par PMI, le ministre de l'Économie et de la Société numérique a mis sur pied un groupe de travail chargé d'étudier la légalisation des cigarettes électroniques.³⁴ En février 2023, un sous-comité du comité de la santé publique de la Chambre des représentants a publié un

rapport qui recommandait la légalisation des cigarettes électroniques en Thaïlande en soulignant l'importance de la «réduction des risques» dans la lutte antitabac.³⁵ Le gouvernement thaïlandais a rejeté la recommandation.

En **Italie**, le ministre de la Santé avait proposé de nouvelles restrictions sur les cigarettes électroniques et les PTC mais plusieurs fonctionnaires et le leader du principal parti politique, qui ont reçu des fonds de la part de fabricants de cigarettes électroniques, s'y sont opposés, empêchant l'approbation des restrictions proposées.³⁶ Aux **Pays-Bas**, l'interdiction des arômes autres que ceux du tabac dans les cigarettes électroniques a été reportée de six mois après que l'industrie des SEAN ait fait connaître ses préoccupations.³⁷

LE LOBBYING DE L'INDUSTRIE A CIBLÉ DES MINISTÈRES DES FINANCES CONCERNANT LA TAXATION DES CIGARETTES ÉLECTRONIQUES

En **Ukraine**, un législateur a déclaré publiquement qu'il était à l'origine de la réduction du droit d'accise sur les PTC, répondant à la demande de PMI.³⁸ Il a déposé en février 2021 un amendement au projet de loi n° 4278³⁹ qui prévoyait une réduction de plus de 30 % du taux de taxation sur les bâtonnets de PTC à partir du 1er avril 2021.⁴⁰ L'amendement a été rejeté par la commission fiscale.

En août 2022, BAT du **Bangladesh** (BATB) a écrit au National Board of Revenue (NBR) pour s'opposer à l'amendement de la loi antitabac qui visait à interdire les cigarettes électroniques, affirmant que l'amendement proposé était «inapplicable et peu pratique». La compagnie a fait pression sur le NBR pour qu'il intervienne en son nom auprès du ministère de la Santé et du Bien-être de la famille lors de l'étude de l'amendement. Le 22 décembre 2022, le NBR a écrit à la Division des services de santé pour qu'elle tienne compte des arguments soulevés par BATB.^{41,42}

La **Géorgie**, l'**Éthiopie**, le **Ghana** et le **Koweït** ont été confrontés à l'ingérence de l'industrie sur la taxation des cigarettes électroniques. En **Géorgie**, la Business Association of Georgia (BAG) est l'un des principaux lobbyistes de PMI Georgia, une filiale de PMI.⁴³ Le vice-président de BAG et ancien vice-président du Parlement géorgien a participé personnellement à des activités de lobbying visant à promouvoir l'IQOS en Géorgie, le PTC de PMI, aux côtés de son directeur des affaires juridiques. Ce dernier a déposé au Parlement un projet de loi au nom de BAG visant à réduire les taxes sur les PTC et les cigarettes électroniques et à légaliser la promotion de ces nouveaux produits, faisant aussi des déclarations officielles contre le renforcement de la législation antitabac.^{44,45}

Bien que l'**Éthiopie** ait privatisé sa société d'État de tabac, le gouvernement a conclu une entente avec la National Tobacco Enterprise et s'est engagé à la consulter lors de l'élaboration ou la modification de législations ou réglementations en matière de taxation du tabac.⁴⁶ En mars 2023, le ministère des Finances a adopté une position similaire à celle de l'industrie⁴⁷ en déclarant que l'augmentation des taux de taxation sur les produits du tabac entraînerait une hausse du commerce illicite, et a proposé des taux d'imposition similaires aux niveaux prélevés en 2020.⁴⁸ Le ministère des Finances a inclus les cigarettes électroniques et la shisha (pipes à eau) dans les produits soumis à la taxation et a fixé leur taux d'imposition dans le projet de loi sur les droits d'accises,⁴⁹ faisant fi de la proclamation 1112/2019 qui avait interdit ces produits.⁵⁰

Au **Ghana**, lors de l'annonce du Budget 2023, le ministre des Finances a présenté une proposition de taxation des cigarettes électroniques dont la commercialisation était pourtant interdite. Cette initiative revenait à les légaliser de facto et peut être attribuable à l'interaction du gouvernement avec l'IT sur divers sujets et lors de l'élaboration de politiques.⁵¹ En juillet 2023, le Ghana a annoncé l'interdiction des cigarettes électroniques.⁵² Au **Koweït**, sans raisons claires, l'Administration générale des douanes a retardé à deux reprises, depuis septembre 2022, la mise en œuvre de droits de douane de 100 % sur les cigarettes électroniques.⁵³

En **Italie**, le ministère du Développement économique a été mêlé à des activités de lobbying de l'industrie du tabac qui cherchait des avantages fiscaux et réglementaires pour les cigarettes électroniques.⁵⁴ On a observé la participation du vice-ministre du Développement économique ainsi que d'autres hauts fonctionnaires à l'inauguration de l'Institut Philip Morris de transfert des connaissances de fabrication, situé dans le district de Bologne.⁵⁵ Un rapport a aussi révélé que des ministres et des sous-ministres ont assisté à la cérémonie de lancement de BAT de sa nouvelle usine de produits à base de nicotine située à Trieste.⁵⁶

L'INDUSTRIE A PERSUADÉ DES AGENCES NATIONALES DES NORMES DE RENDRE LÉGITIMES LES DISPOSITIFS ÉLECTRONIQUES DE TABAC ET DE NICOTINE

Dans sept pays, à savoir le **Cameroun**, le **Costa Rica**, **l'Indonésie**, **l'Irak**, le **Nigeria**, le **Soudan** et le **Vietnam**, l'industrie a influencé les agences nationales des normes pour les amener à élaborer des standards qui serviraient de base pour légaliser les nouveaux produits de tabac et de nicotine. Au **Cameroun**, l'Agence des normes et de la qualité (ANOR) a élaboré les normes pour les Velo et Vuse de BAT avec la participation active de l'industrie du tabac qui a d'ailleurs aidé à financer les travaux. Le comité technique de l'ANOR sur le tabac et les produits du tabac (CT47) est présidé par un représentant de l'IT et c'est l'industrie qui formule des propositions de normes.⁵⁷

L'INDUSTRIE A PERSUADÉ DES DÉCIDEURS POLITIQUES D'ADOPTER DES MESURES RÉTROGRADES

En **Ukraine**, dans le but de contrecarrer l'adoption du projet de loi globale antitabac n° 4358, un député de la Commission de la politique humanitaire et de l'information a proposé en novembre 2021 d'«harmoniser» le projet de loi n° 4212 (sur la publicité) et le projet de loi n° 4358,⁶¹ ce qui équivalait à autoriser la publicité des produits du tabac.⁶² Fort de l'adoption de la loi globale, le parlement n'a pas adopté le projet de loi n° 4212.

En mars 2023, les décideurs politiques de **Malaisie** ont retiré la nicotine de la liste des poisons établie par la Loi nationale sur les poisons, déréglementant ainsi l'industrie et la laissant libre de promouvoir et de vendre des cigarettes électroniques, y compris aux enfants mineurs.⁶³ Un temps auparavant, Japan Tobacco International (JTI) avait justement demandé des amendements à la Loi nationale sur les poisons, sous prétexte d'avoir déjà «passé par le processus de demande de licence pour vendre des produits de vapotage, mais sans succès».⁶⁴

Lors du débat en **Suisse** sur le projet de loi interdisant la publicité en faveur du tabac, le Conseil fédéral de Suisse (le gouvernement) et l'Assemblée fédérale suisse (le parlement) ont ignoré les standards internationaux et choisi de privilégier les intérêts de l'IT. À leur avis, l'interdiction de la publicité pour les jeunes allait trop loin et les restrictions partielles étaient suffisantes pour

L'Institut des normes techniques du **Costa Rica** (INTECO), une association privée reconnue en tant qu'Entité nationale de normalisation conformément à la loi no 8279 qui a créé le Système national pour la qualité, a élaboré la norme de qualité «INTE Q191:2021 Produits du tabac à chauffer et liquides pour cigarettes électroniques avec nicotine. Exigences minimales d'étiquetage». Les entreprises qui importent des SEAN et des PTC, dont PMI, ainsi que des associations de consommateurs et la chambre de commerce, ont participé à l'élaboration de la norme.⁵⁸

En **Irak**, malgré les objections du ministère de la Santé, l'Organisation centrale de normalisation et de contrôle de la qualité (COSQC)⁵⁹ a autorisé la participation des représentants de l'Association des importateurs de cigarettes à des réunions dont le mandat était d'établir des normes sur les produits du tabac importés au pays ou manufacturés.⁶⁰

protéger les jeunes de la publicité en faveur du tabac.⁶⁵ En mai 2023, la Suisse a adopté une loi interdisant la publicité en faveur du tabac et des cigarettes électroniques destinée aux jeunes, mais celle-ci n'entrera en vigueur qu'en 2026.⁶⁶

«Les gouvernements doivent se maintenir informés sur les tactiques qu'utilisent l'industrie du tabac et les industries connexes pour faire échouer la lutte antitabac. Les politiques de lutte antitabac fondées sur des données probantes sauvent des vies. Aussi, les pays doivent rester vigilants pour réagir de façon rapide et décisive face aux initiatives déployées par l'industrie du tabac pour nuire aux efforts de lutte antitabac. La société civile est un partenaire clé qui peut soutenir les initiatives des pays pour contrer les tactiques de l'industrie».

Vinayak Mohan Prasad, chef d'unité, Initiative sans tabac (TFI), Organisation mondiale de la Santé



02

**Les activités de RSE
liées au tabac ont
permis un meilleur
accès aux hauts
fonctionnaires**

D'un côté, les Directives d'application de l'article 13 de la CCLAT de l'OMS appelle à l'interdiction des activités de responsabilité sociale des entreprises (RSE) parce qu'elles constituent une forme de promotion,⁶⁷ et de l'autre, les Directives de l'article 5.3 recommandent la dénormalisation de ces activités. L'industrie du tabac utilise la RSE comme stratégie pour éco-blanchir et redorer son image publique. Lorsque les gouvernements acceptent la charité de l'industrie du tabac, ils compromettent leur rôle de régulateur de l'industrie.

Trente-cinq des pays étudiés ont interdit les activités de RSE liées au tabac tandis que cinq désapprouvent ou refusent toute contribution de l'industrie. Sur ces 40 pays, 25 ont ignoré leur propre loi en acceptant ou en cautionnant les contributions de l'industrie.⁶⁸ L'impact continu de la COVID-19, les crises économiques, les enjeux d'ordre mondial comme la dégradation de l'environnement et les

catastrophes naturelles ou causées par l'homme, expliquent pourquoi les gouvernements sont susceptibles d'accepter à tout moment la RSE de l'industrie (voir le tableau 1). Des groupes de la société civile liés à l'industrie ont incité certains gouvernements à endosser involontairement ce type d'activités.

Tableau I: Comment les gouvernements se font piéger par les activités caritatives de l'industrie

SUJET	ENDOSSEMENT	RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT
Fonds de secours lié à la COVID-19	L'industrie du tabac a contribué au fonds de secours officiel	Lorsque le gouvernement accepte la charité de l'industrie, il compromet son rôle de régulateur de l'industrie.
Campagnes de ramassage des mégots de cigarettes parrainées par l'industrie	Les gouvernements ont participé à des programmes de nettoyage financés par l'industrie	Au lieu de réglementer l'industrie et de la faire payer pour les dommages causés à l'environnement, le gouvernement se fait distraire lorsqu'on lui demande d'appuyer les initiatives caritatives de l'industrie.
Programmes de plantation d'arbres parrainés par l'industrie	Les institutions gouvernementales ont collaboré avec l'industrie dans le cadre de programmes de plantation d'arbres	La culture du tabac porte atteinte à l'environnement et le gouvernement ne tient pas l'industrie responsable de la déforestation qu'elle provoque.
Programmes parrainés par l'industrie pour éliminer le travail des enfants	Les gouvernements ont approuvé des programmes parrainés par l'industrie	L'industrie tire profit à la fois du travail des enfants et des programmes qu'elle met en œuvre pour l'éliminer mais dont l'inefficacité a été démontrée. Aucune mesure n'a été prise pour amener l'industrie à rendre des comptes.

DES GOUVERNEMENTS ONT CONTINUÉ À ACCEPTER DES CONTRIBUTIONS DE L'INDUSTRIE LIÉES À LA COVID-19

Profitant de la vulnérabilité des pays qui se remettaient encore des ravages de la pandémie de COVID-19 et conséquemment de leur propension à accepter des dons, l'industrie du tabac a augmenté ses contributions monétaires aux fonds gouvernementaux, a offert son soutien aux hôpitaux et a distribué des équipements de protection individuelle aux forces de l'ordre et aux hôpitaux. Accepter ce type de contributions caritatives peut compromettre l'intégrité du gouvernement dans l'exercice de son rôle de régulateur de l'industrie.

À **Madagascar**, le ministère de la Santé a demandé à la fondation Akbaraly (du groupe et fabricant de cigarettes SIPROMAD) de rouvrir son centre Kintana situé à Antananarivo pour traiter les patients atteints de la COVID-19.⁶⁹ Au **Paraguay**, le ministère de la Santé publique a favorisé le don de lits de Tabacalera del Este SA (TABESA) à l'hôpital du district de Hernandarias.^{70,71}

Le Centre clinique du **Monténégro** (KKCG), un centre gouvernemental, a signé un contrat avec Philip Morris Monténégro et a reçu un don de 50 000 dollars en équipements médicaux pendant la pandémie de COVID-19.⁷²

Au **Vietnam**, l'entreprise d'État Vietnam National Tobacco Corporation a fait un don de 100 milliards de VND (environ 4,1 millions de dollars américains) au fonds de vaccination contre la COVID-19 tandis que Saigon Tobacco Company a fait un don de 500 millions de VND (20 600 dollars américains) aux efforts de prévention et de redressement.

Le ministre de la justice du **Cambodge** a remercié JTI pour avoir fourni des distributeurs d'alcool et des banderoles ainsi que pour son soutien aux efforts du gouvernement afin d'enrayer la propagation de la COVID-19.⁷³

En **Indonésie**, le ministère de la Santé a reçu du matériel médical de KT&G et a exprimé sa gratitude pour ce don.⁷⁴ Des fonctionnaires provinciaux ont également accepté les dons de fabricants de tabac, dont PT HM Sampoerna qui a remis des kits de tests antigéniques rapides à la régence de Pasuruan.⁷⁵ Plusieurs hôpitaux du centre de Java et de la région spéciale de Yogyakarta ont reçu des concentrateurs d'oxygène, donnés par la fondation Djarum par l'entremise du ministère de l'Industrie.⁷⁶

En **Jamaïque**, le fonds de secours COVID-19, dont sont partenaires les Forces policières et les Forces armées de Jamaïque,⁷⁷ a encaissé un don de 9,5 millions de dollars jamaïcains (environ 61 500 dollars américains) de la part de Carreras (BAT).^{78,79}

DES GOUVERNEMENTS ONT SUPPORTÉ LES CAMPAGNES DE NETTOYAGE CONTRE LES MÉGOTS DE CIGARETTES ET LES DÉCHETS SAUVAGES PARRAINÉES PAR L'INDUSTRIE

Dans un contexte où les méfaits sur l'environnement attirent de plus en plus l'attention du public, en particulier la pollution plastique due aux mégots de cigarettes, des gouvernements ont supporté les activités de soi-disant RSE de l'industrie du tabac qui ciblent l'environnement, comme les activités de nettoyage des mégots de cigarettes, la plantation d'arbres et leurs campagnes pour bannir la fumée dans les lieux publics. On a observé que des gouvernements et des institutions publiques ont soutenu les opérations de nettoyage des mégots menées par l'industrie dans au moins 15 pays, dont le **Brésil**, la **Colombie**, le **Costa Rica**, la **Corée**, la **Malaisie**, la **Suède**, la **Suisse** et l'**Uruguay** (voir l'annexe I).

Au **Brésil**, la ville de Santa Cruz do Sul s'est associée en 2022 à JTI et à l'entreprise de recyclage Poiato Recicla pour ramasser et recycler les mégots de cigarettes⁸⁰ tandis que JTI

et la ville de Florianópolis (Santa Catarina) ont installé des collecteurs de mégots dans 10 quartiers de la ville, y compris des plages.⁸¹

En **Colombie**, l'Unité administrative spéciale des services publics de Bogota a lancé en 2022, en partenariat avec PMI, une campagne de ramassage des mégots de cigarettes.⁸²

Au **Costa Rica**, PMI a financé un projet visant à installer des collecteurs de mégots dans des lieux publics et à utiliser les mégots collectés supposément pour une recherche menée à l'Université d'État du Costa Rica sur la gestion des mégots. Cette activité parrainée par l'industrie a eu lieu justement au moment où l'Assemblée législative débattait du projet de loi n° 9028⁸³ sur les mégots de cigarettes en tant que déchets spéciaux qui obligerait les fabricants ou les importateurs à assumer la responsabilité de leur gestion.

En **Corée**, le gouvernement local de la ville de Suwon a autorisé KT&G à installer 33 collecteurs de mégots dans 23 établissements publics⁸⁴ et à promouvoir sa campagne intitulée «Pseudam Pseudam» (les mégots à les poubelles).

En **Malaisie**, des conseils municipaux ont autorisé la filiale locale de PMI à installer 200 collecteurs de mégots partout au pays en ciblant des lieux touristiques situés près des plages publiques ainsi que dans certaines zones urbaines.⁸⁵

En **Suède**, des membres du Parlement ont assisté à la campagne d'éco-blanchiment «Håll Sverige Rent» (Maintenir la Suède propre) orchestrée par une ONG financée par PMI et d'autres fabricants de tabac, une initiative qui incluait le ramassage de mégots de cigarettes et le nettoyage de déchets de tabac par des enfants.⁸⁶

En **Suisse**, l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) a formé un partenariat avec les principaux fabricants de tabac et a lancé une campagne de sensibilisation à l'échelle nationale sur les déchets sauvages de cigarettes. Leur message public était le suivant: «La nature n'est pas un cendrier - Éliminer correctement les mégots de cigarettes». S'inspirant de la campagne de RSE «Lara Green» concoctée par Swiss Cigarette en 2021, ce slogan tend à considérer le tabagisme comme un comportement normal et à transférer la responsabilité aux consommateurs.⁶⁸

En **Uruguay**, un sénateur a proposé au Parlement un projet de loi favorable à l'industrie visant à soutenir les

activités de recyclage des mégots de cigarettes à l'aide de fonds publics. Cette proposition a été déposée en 2022^{87,88} presque au même moment où des groupes de lutte antitabac et de défense de l'environnement faisaient pression sur les négociations du traité des Nations Unies sur la pollution par les plastiques qui se tenaient en Uruguay. Ils exigeaient d'interdire les filtres de cigarettes qui, selon eux, représentent un parfait exemple de plastique à usage unique inutile et toxique. Les lois uruguayennes sur les emballages neutres exigent que les filtres soient biodégradables, mais il est interdit d'en faire la promotion sur les paquets ou les bâtonnets.⁸⁹

La Directive de l'Union européenne sur les plastiques à usage unique comporte une disposition spéciale sur les produits du tabac, dont un volet sur l'adoption de la politique de responsabilité élargie des producteurs (REP) qui vise à faire payer les fabricants de tabac pour la gestion des déchets des produits du tabac et à sensibiliser le public aux déchets sauvages et à leur impact sur l'environnement. Toutefois, cette approche peut conduire les gouvernements à établir par inadvertance des partenariats avec l'industrie du tabac, tandis que celle-ci peut s'en servir comme outil afin de se présenter comme une industrie socialement responsable.^{90,91}

DES GOUVERNEMENTS ONT ÉTÉ PERSUADÉS DE S'ASSOCIER À L'INDUSTRIE DANS LE CADRE DE PROGRAMMES DE PLANTATION D'ARBRES

Au nom de la promotion de la biodiversité, au moins 10 gouvernements ont conclu des partenariats avec l'industrie ou approuvé des programmes de plantation d'arbres en collaboration avec l'IT.

À **Madagascar**, en 2021, le ministère de l'Environnement a conclu un partenariat de trois ans avec le groupe Imperial Tobacco pour un programme de reboisement intitulé Madagasikarantsika, à Mandoto dans la région du Vakinankaratra.^{92,93}

En **Jordanie**, le ministre de l'Agriculture a participé à une activité parrainée par JTI pour planter des arbres lors de la Journée mondiale de l'arbre,⁹⁴ tandis qu'en **Zambie**, le ministre de la province occidentale, également membre du Parlement, a approuvé le programme de plantation d'arbres de JTI.⁹⁵

Les ministères des Forêts de la **Jamaïque**,⁹⁶ du **Pakistan** (Khyber Pakhtunkhwa, KPK)^{97,98} du **Sri Lanka**⁹⁹ et de l'État indien de Maharashtra¹⁰⁰ ont approuvé les programmes de plantation d'arbres parrainés respectivement par Carreras (BAT), Pakistan Tobacco Company (BAT), Ceylon Tobacco Company (BAT) et ITC Limited.

Le maire de la ville de Khulna au **Bangladesh** a inauguré le projet de plantation d'arbres «Bonayon» parrainé par BAT.¹⁰¹ En **Bosnie-Herzégovine**, les municipalités locales de Sarajevo (Sarajevo Centar, Novo Sarajevo et KJPK Park) ont participé à la plantation d'arbres parrainée par PMI dans le cadre de la campagne «Unsmoke» de PMI.¹⁰² À Kudus, en **Indonésie**, le Bureau du logement, de l'habitat et de l'environnement a appuyé une activité parrainée par Nojorono pour planter des semences au barrage de Logung à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement.¹⁰³

LA PROMOTION DU TABAC DANS LES

CONTEXTES DE GUERRE ET DE CATASTROPHE NATURELLE

Après le tremblement de terre de février 2023 en **Turquie**, JTI Turquie et PMI ont publicisé leurs dons aux efforts de secours. Les agences de secours, approuvées par le gouvernement, ont reçu la contribution de PMI par le biais de partenariats d'aide humanitaire et de soutien à la reconstruction.¹⁰⁴ Il faut interpréter la contribution de PMI à la Turquie dans le contexte où la Turquie représente un marché important pour PMI et la vente de ses produits y est à la hausse.¹⁰⁵

LE TRAVAIL DES ENFANTS PERDURE, DERRIÈRE L'ÉCRAN DE FUMÉE DE LA RSE

On estime que 1,3 million d'enfants travaillent dans la culture du tabac. Les programmes parrainés par l'industrie pour éliminer le travail des enfants se sont toutefois révélés inefficaces.¹⁰⁹ Le ministère du Travail des États-Unis dresse une liste des biens produits grâce aux travaux des enfants ou au travail forcé, et celle de 2022 identifie 17 pays producteurs de tabac qui ont recours au travail des enfants.¹¹⁰ Au moins cinq gouvernements continuent de soutenir des programmes de lutte contre le travail des enfants parrainés par l'industrie. Il est ironique que l'industrie du tabac mène des activités de RSE pour éliminer le travail des enfants dans le secteur du tabac alors qu'elle continue d'en tirer parti.

En **Argentine**, l'industrie du tabac maintient des liens sur la problématique du travail des enfants avec différents paliers de gouvernement (municipal, provincial et national) par l'entremise de la Fundación Vamos Andar-Programa Brazos Abiertos. Au niveau national, cette organisation a coordonné les activités sur le travail des enfants parrainées par BAT Argentina et développées avec le Registre national des travailleurs ruraux¹¹¹ et le Secrétariat national pour l'enfance, l'adolescence et la famille.^{112,113}

Au **Brésil**, le ministère du Travail offre son soutien à l'institut «Crescer legal», un projet de Sinditabaco et de ses entreprises associées (notamment BAT Brasil, Philip Morris Brazil, JTI, Alliance One) qui prétend promouvoir l'accès des enfants à l'éducation et lutter contre le travail des enfants dans les zones rurales.¹¹⁴ L'institut travaille en partenariat avec des écoles, la ville de Novo Cabrais et divers États pour mener à bien ses activités.¹¹⁵

En **Zambie**, le secrétaire permanent de la province orientale a offert ses éloges et son soutien à la campagne de

En **Ukraine**, dans le cadre des efforts de secours en temps de guerre, Philip Morris Ukraine (PMU) a déclaré avoir fait un don de 10 millions de dollars américains en équipements médicaux et en transport (dans les oblasts d'Invano-Frankivsk et de Dnipropetrovsk).¹⁰⁶ En janvier 2023, la fondation caritative «Balbek Buro» a reçu des fonds de PMU pour la construction de logements modulaires temporaires pour les personnes déplacées.¹⁰⁷ PMI projette d'accroître ses activités dans le secteur du tabac en Ukraine et a annoncé, en juin 2023, l'inauguration d'une usine de fabrication de 30 millions de dollars américains à Lviv, dans l'Ouest de l'Ukraine.¹⁰⁸

sensibilisation au travail des enfants «WeProsper» menée par JTI dans le district de Chipangali.¹¹⁶ Le Premier ministre de Tanzanie a posé la première pierre d'une école secondaire financée par JTI dans la région de Tabora lors d'une cérémonie à laquelle ont assisté le bureau du président TAMISEMI, l'ambassadeur du Japon en **Tanzanie**, un membre du Parlement et le commissaire régional de Tabora.¹¹⁷

Bien que la loi antitabac de l'**Ouganda** interdise les activités de RSE liées au tabac, la Fondation pour l'élimination du travail des enfants dans la culture du tabac (ECLT), une ONG internationale financée par l'IT, a continué à financer des activités en Ouganda. L'enquête réalisée par la fondation ECLT a été utilisée pour aider «le gouvernement à intensifier ses efforts de sensibilisation sur le problème du travail des enfants et à améliorer le revenu des familles par le biais de programmes publics, dont les Services consultatifs pour l'agriculture nationale (NAADS)».¹¹⁸

Afin de redorer son image, l'IT a ciblé les ministères de la Justice dans trois pays et les a persuadés d'accepter ou de participer à ses activités de RSE. En **Corée**, le ministère de la Justice a accepté un don de 140 000 dollars de KT&G pour soutenir la réinsertion de personnes sous protection juridique.¹¹⁹ Bien que la première tranche de ce don au ministère de la Justice ait été versée en 1998 lorsque KT&G était encore un monopole d'État, les versements se sont poursuivis malgré la ratification de la CCLAT de l'OMS et l'adoption des lignes directrices de l'article 5.3. Du côté du **El Salvador**, le personnel du ministère de la Justice a remercié le soutien de Phillip Morris à ses activités pour la jeunesse et s'est félicité d'une coopération encore plus étroite à l'avenir.¹²⁰



03

**L'industrie du tabac
a bénéficié de
mesures incitatives
qui ont profité à ses
activités**

Les Directives de l'article 5.3 stipulent que l'industrie du tabac ne doit pas profiter d'incitations, de privilèges ou d'avantages pour la mise en place ou la poursuite de ses activités, ni d'exemption fiscale préférentielle. Les gouvernements ont continué à accorder des avantages à l'industrie du tabac en retardant l'adoption de mesures de lutte antitabac efficaces, en appliquant des hausses de taxes loin d'être optimales tout en reportant leur mise en œuvre, en encourageant la production de tabac et en octroyant des subventions.

L'augmentation substantielle des taxes, à laquelle bien sûr l'industrie s'oppose de façon acharnée, rend les produits du tabac moins abordables et représente la mesure antitabac la plus efficace pour réduire la consommation.

DES ALLÈGEMENTS FISCAUX ONT ÉTÉ ACCORDÉS À L'INDUSTRIE

Des gouvernements aux quatre coins du monde ont manqué à leur obligation d'augmenter les taxes tandis que certains ont retardé l'application des hausses annoncées. D'autres ont accordé des exemptions, des dérogations ou des réductions, ou encore des augmentations de taxes différenciées selon les produits du tabac.

Il n'y a eu aucune hausse de taxes pendant huit années consécutives en **Colombie**, en **Mongolie** et en **Malaisie**, non plus en **Turquie** après l'intervention du président. La **Suisse** a gelé ses taxes et l'**Équateur** a fait marche arrière sur les augmentations annoncées. Le gouvernement de l'**Irak** a apporté divers niveaux de soutien à l'industrie nationale du tabac, notamment des exonérations fiscales et des accommodements financiers. Les importateurs privés de produits du tabac ont également bénéficié de taxes relativement faibles sur les importations de tabac.¹²¹

La loi de taxation des produits du tabac du **El Salvador** continue d'accorder une exonération fiscale à la fabrication de produits du tabac destinés à l'exportation.¹²²

Le **Sri Lanka** a vu la mise en œuvre d'une hausse de taxes de 20 % être retardée pendant quatre ans, ce qui a profité à l'industrie. Au lieu de se conformer à la procédure habituelle d'indexation, l'augmentation de 20 % des taxes n'est entrée en vigueur qu'en janvier 2023.¹²³ Le **Guatemala** a prolongé la période de déclarations d'impôts de l'industrie à cause d'un contrôle insuffisant des transactions commerciales¹²⁴ tandis qu'en **Indonésie**, l'industrie a obtenu un délai supplémentaire de 90 jours pour procéder au paiement de ses impôts.¹²⁵

Plusieurs pays ont connu une faible augmentation de taxes. En **Uruguay**, la hausse de 2021 n'a été que de 6,8 % pour les cigarettes et le tabac, un pourcentage inférieur à l'inflation

qui a rendu les produits du tabac plus abordables en comparaison de 2020.^{126,127}

En **Argentine**, un tribunal a déterminé en 2022 que Tabacalera Sarandí et Tabacalera Espert étaient exemptées de la loi qui fixe les taux généraux d'imposition.¹²⁸ De plus, la Chambre fédérale de Salta a statué en faveur de la fabrique de tabac locale, Tabes, en approuvant son injonction et lui permettant de se soustraire à la réforme fiscale.¹²⁹

Madagascar a accordé une réduction fiscale de 2 % pour les cigarettes fabriquées avec 70 % ou plus de tabac produit localement.¹³⁰ En **Inde**, on continue d'exempter les bidis et les petits fabricants de tabac de la taxe compensatoire, appelée en anglais «cess». De même, alors que le taux de la TVA pour tous les types de produits du tabac est de 28 %, les feuilles de tabac¹³¹ ne sont taxées qu'à hauteur de 5 % selon un système d'autoliquidation.

En **Italie**, les PTC sont taxés au quart de la taxe sur les cigarettes et ces produits ne sont pas touchés par l'interdiction de la publicité. Aux **Philippines**, la taxe d'accise sur un paquet de 20 bâtonnets de cigarettes est de 60 P (1,06 \$US)¹³² alors que les PTC, qui se présentent en paquets de 20 bâtonnets de tabac ou moins, ne sont taxés qu'à hauteur de 32,65 P (0,58 \$US).^{133,134}

Entre 2021 et 2022, la FDA des **États-Unis** a accordé certains privilèges et exemptions à l'industrie du tabac. Notamment, elle a autorisé que les cigarettes électroniques non approuvées puissent rester sur le marché américain,¹³⁵ elle a approuvé la commercialisation de produits du tabac sans fumée discontinués,¹³⁶ elle a réexaminé les demandes de préautorisation de mise en marché de produits du tabac suite à des plaintes d'entreprises contre les refus de la FDA, et elle a assoupli les normes pour un sous-ensemble de demandes de commercialisation de cigarettes soumises en 2019.^{137,138}

DES HAUTS FONCTIONNAIRES ONT SOUTENU ET ENCOURAGÉ LE COMMERCE DU TABAC

Le Premier ministre de **Tanzanie** a plaidé en faveur de l'augmentation de la culture du tabac et d'un plus grand accès aux marchés, amenant le ministre de l'Agriculture à promettre de doubler la production de tabac.¹³⁹ À **Madagascar**, les 10 projets prioritaires du président incluaient le projet Madagasikarantsika d'Imperial Brand¹⁴⁰ qui a permis à la société de tabac de devenir un «partenaire clé» de l'État. Au **Sénégal**, l'industrie du tabac a tiré parti d'un code d'investissement visant à attirer les investisseurs étrangers et qui inclut une exonération des taxes spécifiques sur les importations de tabac.

Les cigares ont été déclarés «patrimoine culturel» au **Honduras**, permettant à l'industrie de bénéficier de mesures incitatives et du soutien de hauts fonctionnaires du ministère du Développement économique, des vice-ministres du Tourisme et des Affaires étrangères, ainsi que de représentants du Congrès national, qui ont tous visité des fabriques de tabac afin de promouvoir l'agrotourisme.¹⁴¹

En novembre 2022, le vice-président du Commerce et de l'Économie d'**Iran** a fait la promotion de la société d'État Iran Tobacco Company (ITC) dans le cadre d'un accord avec le **Zimbabwe**. La première dame du Zimbabwe a discuté de l'augmentation des investissements dans le secteur du tabac lors d'une visite à Téhéran.¹⁴² En janvier 2023, le PDG d'ITC et le ministre de l'Agriculture du Zimbabwe ont signé une entente visant à ce que le Zimbabwe puisse fournir du tabac à l'Iran destiné à la fabrication de cigarettes ou en vue de sa réexportation vers l'Asie centrale.¹⁴³

En février 2022, le président du **Kenya** de l'époque a fait la promotion du tabac lors d'une exposition commerciale à Dubaï et l'a présenté comme l'un des produits que les Émirats arabes unis (EAU) pourraient importer du Kenya à des prix compétitifs.¹⁴⁴ Lors de sa visite en Corée en novembre 2022, le nouveau président a aussi défendu la proposition d'importer les produits du tabac en provenance du Kenya, cette fois à la Corée.¹⁴⁵ En **Géorgie**, le rapport d'activités du gouvernement a révélé que la Régie Libanaise des Tabacs et Tombacs avait décidé de poursuivre ses activités en Adjarie et que 72 produits différents du tabac y seraient fabriqués afin d'être exportés vers les pays européens.¹⁴⁶

DES GOUVERNEMENTS ONT SUBVENTIONNÉ LA CULTURE DU TABAC

Le tabac est une culture à forte intensité de capital et de main-d'œuvre qui nécessite des investissements pour être économiquement viable. Faisant fi de la CCLAT de l'OMS, des gouvernements subventionnent sa culture de plusieurs manières (voir le tableau 2).

En **Suisse**, la culture du tabac n'est rentable que grâce à un système de subventions que le gouvernement suisse a mis en place en 1969.¹⁴⁷ Cent trente-quatre agriculteurs suisses qui cultivent du tabac sur environ 400 hectares reçoivent du Fonds de financement du tabac suisse (Finanzierungsfonds Inlandtabak) environ 40 000 francs suisses (44 990 dollars américains) par hectare de tabac planté.¹⁴⁸ Au **Monténégro**, 24 producteurs de tabac ont reçu des subventions s'élevant à 16 000 euros (1 000 euros par hectare).¹⁴⁹

LA VENTE DE PRODUITS DU TABAC HORS TAXES EST TOUJOURS AUTORISÉE DANS LA PLUPART DES PAYS

Les voyageurs internationaux continuent de pouvoir acheter du tabac hors taxes dans la plupart des pays (voir le tableau 3).¹⁶⁰ Parmi les 90 pays étudiés, seuls les **Palaos** ont appliqué la plus basse limite, soit 20 cigarettes exemptées de taxes ou un cigare, ce qui équivaut à interdire les produits du tabac hors taxes. De même, la **Nouvelle-Zélande** autorise une exemption de taxes pour 50 cigarettes ou 50 grammes de cigares ou de produits du tabac.

L'**Inde** autorise 100 bâtonnets ou 25 cigares tandis que la plupart des pays étudiés autorisent 200 bâtonnets de cigarettes ou 50 cigares.

Les voyageurs internationaux qui se déplacent à l'intérieur des pays de l'UE ont droit, pour leur usage personnel, à une quantité généreuse de 800 cigarettes ou 200 cigares. Les voyageurs à destination de la **Turquie** peuvent introduire au pays, hors taxes, 600 cigarettes ou 10 cigarettes électroniques à usage unique, ou un dispositif de vapotage et 30 ml de liquide, ou encore 200 bâtonnets à usage unique.¹⁶¹

Tableau 2: Les subventions au tabac dans certains pays

Argentine	Le Fonds spécial du tabac (FET) est une taxe sur les produits du tabac qui fonctionne comme une subvention, créée par la loi nationale sur le tabac n° 19.800, et qui accorde des avantages fiscaux à la chaîne d'approvisionnement de la production de tabac. ¹⁵⁰
Indonésie	Les producteurs de tabac reçoivent un soutien des gouvernements locaux financé par une taxe d'accise sur le tabac de 2 %, dont 50% des recettes servent à financer un programme social d'assurance maladie tandis que l'autre 50% soutient les activités de culture du tabac. ¹⁵¹
Liban	Les subventions sont accordées par le biais d'un système de contrôle des prix qui fixe le prix et le taux de cotisation. ¹⁵²
Monténégro	24 producteurs de tabac ont reçu des subventions d'un montant total de 16 000 euros. ¹⁵³
Philippines	15 % des recettes de la taxe d'accise sur le tabac sont allouées aux provinces productrices de tabac de Virginie ¹⁵⁴ et 15 % des recettes de la taxe d'accise différentielle aux provinces productrices de burley et de tabac indigène. ¹⁵⁵
Suisse	Une subvention de 40 000 francs suisses (44 989,95 USD) a été accordée par hectare de tabac planté. ¹⁵⁶
Tanzanie	Le président a offert 11,2 milliards de TZS (environ 5 000 000 USD) sous forme de subvention pour soutenir le secteur du tabac. ¹⁵⁷
Uruguay	Les cultivateurs de tabac bénéficient d'exonérations fiscales sur les cotisations patronales perçues pour les cultivateurs et les producteurs familiaux. ^{158,159}

Tableau 3: Les produits du tabac hors-taxes

	BÂTONNETS DE CIGARETTES	CIGARES	POIDS
Palaos	20 unités	1 unité	
Nouvelle-Zélande	50 unités	50 grammes	50 grammes
Inde	100 unités	25 unités	125 grammes
Pays de l'UE	800 unités	200 unités	
Turquie	600 unités	50 unités	
Autres pays	200 unités	50 unités	250 grammes



04

Des interactions indues se sont produites entre des gouvernements et l'industrie

Conformément aux Directives de l'article 5.3, les gouvernements ne devraient avoir d'interaction avec l'industrie du tabac que lorsque cela est strictement nécessaire et uniquement dans la mesure où cela leur permet de réglementer efficacement l'industrie et les produits du tabac. Des interactions indues se sont produites lorsque des représentants gouvernementaux de haut niveau ont rencontré l'industrie pour entretenir les relations, ont conclu des accords de collaboration, ont impliqué leurs missions diplomatiques, ont pris la parole lors de conférences parrainées par l'industrie et ont décerné des prix futiles à l'industrie (voir figure 3).

LES SECTEURS AUTRES QUE CELUI DE LA SANTÉ ONT ÉTÉ DES CIBLES FACILES POUR QUE L'INDUSTRIE DEVIENNE PARTENAIRE DE LA LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE

Bien qu'elle contribue au problème de la contrebande, l'industrie du tabac réussit à convaincre les gouvernements pour lui permettre de participer à la lutte contre le commerce illicite du tabac. Cette simple stratégie continue d'être observée et permet à l'industrie de faire incursion auprès de divers ministères économiques de l'État, dont ceux des Douanes, du Revenu, des Finances et du Commerce.

L'industrie a parrainé des formations dans plusieurs pays. Au **El Salvador**, l'association de distributeurs du Salvador ADES, dont fait partie Philips Morris El Salvador, a offert une formation au ministère des Douanes sur les techniques d'enquête anti-contrebande.¹⁶² Au **Burkina Faso**, la Coordination nationale de lutte contre la fraude (CNLF), en collaboration avec la filiale d'Imperial MABUCIG, a organisé une formation au profit des acteurs de lutte contre le trafic et le commerce illicite des produits du tabac.¹⁶³ JTI a organisé une formation pour les douanes de l'**État géorgien** et offert une série de séminaires sur la lutte contre le commerce illicite.¹⁶⁴

Le **Paraguay** participe au programme d'étude et de formation parrainé par PMI portant sur le commerce illicite à la «Triple frontière Argentine-Brésil-Paraguay».¹⁶⁵ Subventionné par PMI, l'Institut des relations internationales de l'Université de São Paulo a créé un cours et offert une formation aux officiers de police des pays de la triple frontière.¹⁶⁶

En **Bosnie-Herzégovine**, l'Administration de la fiscalité indirecte met en œuvre depuis 2020 la campagne «Stop à la contrebande» en collaboration avec l'Association d'économistes SWOT, qui reçoit le soutien de PMI, BAT et JTI.¹⁶⁷ Au **Pérou**, tant un comité national convoqué par le ministère de la Production que le Groupe de travail contre le commerce illicite des cigarettes incluent à la fois des représentants du gouvernement et de l'IT.¹⁶⁸ En **Bulgarie**, les

données de l'IT sont régulièrement présentées et discutées avec des fonctionnaires du ministère des Finances, du ministère de l'Économie et du ministère des Douanes.^{169,170}

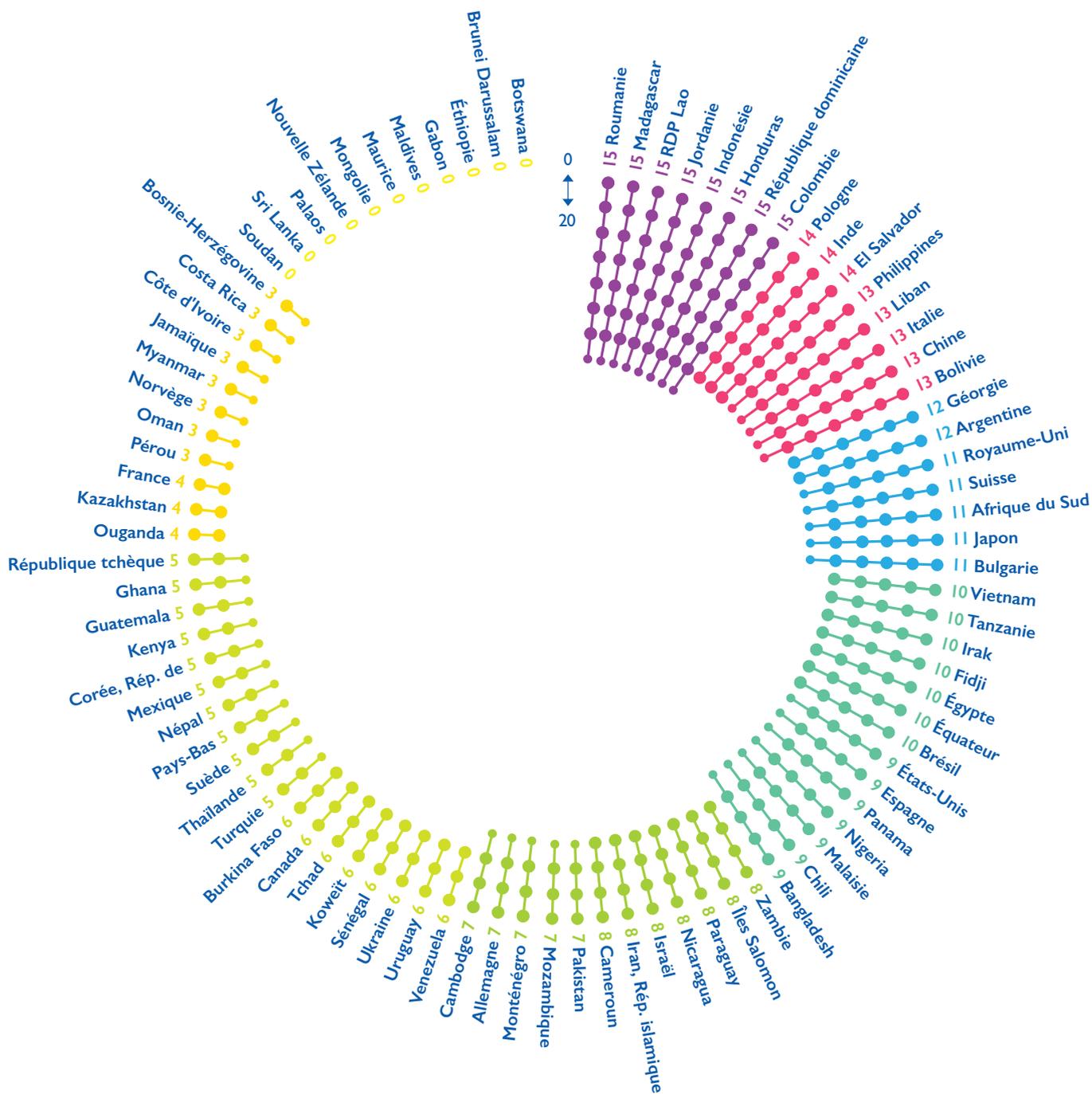
Les gouvernements et les institutions publiques de 15 pays ont conclu des partenariats, des accords ou des protocoles d'entente avec l'IT pour s'attaquer aux enjeux du commerce illicite, de la protection de l'environnement et à d'autres problématiques (voir l'annexe II).

En mars 2022, la Direction générale de la police de **Pologne** a signé une entente avec BAT et JTI pour lutter contre la production illégale et le commerce illicite de produits du tabac.¹⁷¹ En décembre 2022, le bureau régional des douanes et des impôts du Nord de la **Pologne** (Pomorski Urząd Celno-Skarbowy) a organisé une formation sur la lutte contre la contrebande de produits du tabac avec BAT Pologne et l'Institut eSmoking de Poznań qui lui est associé (visant à identifier les substances illégales pour les nouveaux types de produits du tabac et de la nicotine, tels que le liquide des cigarettes électroniques ou le tabac chauffé).¹⁷²

En **Colombie**, la Fédération nationale des départements (FND) a conclu une entente avec PMI qui prévoit de former les forces de l'ordre et leur porter assistance en vue des opérations de lutte contre la contrebande.¹⁷³ L'entente inclut des contributions financières à la FND afin de promouvoir des politiques de lutte contre la contrebande auprès des autorités fiscales et douanières et de la police nationale.¹⁷⁴ On rapporte que « PMI bénéficie également du lobbying de la FND à l'endroit du Congrès contre l'augmentation de la taxe sur le tabac ».¹⁷⁵

Au **Chili**, le gouvernement collabore avec l'industrie par l'intermédiaire de l'Observatoire du commerce illicite de la Chambre nationale de commerce auquel participent 12 institutions publiques et privées, dont BAT Chili.¹⁷⁶ En **Roumanie**, la Direction générale des douanes, en partenariat avec la police roumaine, la police frontalière et l'Agence nationale d'administration fiscale, a accepté les numériseurs offerts par BAT.¹⁷⁷ La police frontalière a publicisé le soutien de BAT sur son site web.

Figure 3: Les gouvernements ont des interactions non nécessaires avec l'industrie du tabac



Plus le pointage est bas, meilleur est le classement

Par couleur



Par taille



DES MISSIONS DIPLOMATIQUES SE SONT IMPLIQUÉES DANS LA PROMOTION DU TABAC

En 2014, les Parties à la CCLAT de l'OMS ont décidé d'appliquer les Directives de l'article 5.3 à tous les niveaux de gouvernement, y compris aux missions diplomatiques.¹⁷⁸ Bien que des pays comme le **Royaume-Uni** et les **États-Unis** aient mis en place des politiques qui empêchent leurs délégations de promouvoir les produits du tabac ou les compagnies de tabac à l'étranger, la plupart des missions diplomatiques restent vulnérables à l'influence de l'industrie. On a constaté qu'au moins six missions gouvernementales ont fait la promotion du tabac ou ont appuyé l'IT au cours des dernières années (voir l'annexe III).

JTI a influencé activement les ambassades du **Japon** dans au moins quatre pays. En **Éthiopie**, l'ambassade du Japon a conclu un protocole d'entente avec JTI afin d'offrir des bourses d'étude au Japon à des étudiants éthiopiens.¹⁷⁹ L'ambassadeur du Japon au **Bangladesh** a été invité d'honneur lors de l'inauguration d'une exposition de photos parrainée par JTI Bangladesh,¹⁸⁰ l'ambassadeur en

Tanzanie a assisté à une cérémonie célébrant le début de la construction d'une école financée par JTI,¹⁸¹ et l'ambassadeur au **Cambodge** a assisté à l'inauguration du nouveau siège social de JTI à Phnom Penh.¹⁸²

En décembre 2022, le haut-commissaire adjoint britannique au **Nigeria** a assisté et pris la parole au cocktail présidentiel de l'Association Nigeria-Grande-Bretagne réalisé à Lagos en partenariat avec plusieurs entreprises, dont BAT.¹⁸³ Au **Liban**, un représentant du Haut-commissariat du Royaume-Uni a participé à l'inauguration d'une nouvelle chaîne de production de la Régie libanaise des tabacs, un monopole d'État, à laquelle ont également participé des représentants d'entreprises internationales de tabac.¹⁸⁴ L'ambassadeur d'Allemagne à Beyrouth a aussi visité la Régie.¹⁸⁵

L'ambassadeur d'Italie en **Tanzanie** a inauguré un salon de cigares à Dar es Salaam¹⁸⁶ tandis que l'ambassade du **Honduras** à Berlin a parrainé une réunion de l'Association fédérale allemande pour l'industrie du cigare.¹⁸⁷ Au **Brésil**, les demandes de SindiTabaco ont été transmises à l'ambassade de Chine par l'intermédiaire d'un secrétaire d'État.¹⁸⁸

DES MEMBRES VEDETTES DES GOUVERNEMENTS ONT REMIS DES PRIX FRIVOLES

Les prix de reconnaissance offerts aux fabricants de tabac constituent une interaction indue qui contribue à redorer l'image de l'industrie. Dans au moins 12 pays, des hauts-fonctionnaires ont témoigné une reconnaissance spéciale aux fabricants de tabac pour avoir payé des taxes, pour leurs œuvres charitables, ou simplement pour avoir mené à bien leurs activités d'affaires (voir l'annexe IV).

Le premier ministre de **Corée** a décerné un prix à KT&G pour sa gestion durable,¹⁸⁹ son homologue de **RDP Lao** a fait de même en reconnaissant Lao-China Hongta en tant

qu'entreprise leader d'exception,¹⁹⁰ tandis que JTI a reçu des mains du président le prix de l'Assemblée des exportateurs turcs dans la catégorie de «Champion de l'industrie».¹⁹¹ Le ministre des Finances du **Bangladesh** ainsi que son homologue du **Népal** ont décerné le prix du meilleur contribuable à BAT¹⁹² et à Surya Nepal¹⁹³ respectivement.

Quelques nouveaux prix ont fait leur apparition, comme au **Liban** alors qu'un commandant de l'armée a remis un blason d'honneur à la Régie libanaise des tabacs et tombacs.¹⁹⁴ Au **Japon**, le ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie a reconnu JTI comme une «organisation exceptionnelle pour sa gestion soucieuse de la santé».¹⁹⁵

DES GOUVERNEMENTS ONT APPUYÉ L'INDUSTRIE

Lors de son voyage au Japon en 2022, le premier ministre de **Tanzanie** a rencontré JTI, qui s'est engagé à acheter 30 millions de kg de feuilles de tabac à la Tanzanie.¹⁹⁶

Le vice-président du **El Salvador** a signé une lettre d'intention avec PMI en vue de son soutien aux initiatives de formation pour renforcer les pouvoirs des fonctionnaires en matière d'administration publique centrale et municipale.¹⁹⁷ PMI a fourni des tablettes et des ordinateurs pour la formation.

Le ministre des Finances des **Îles Salomon** a visité une usine de BAT¹⁹⁸ pour exprimer son soutien à l'industrie du tabac. En **Uruguay**, le ministre de l'Agriculture et une équipe de directeurs du ministère ont rendu visite à des cultivateurs de tabac.¹⁹⁹

En novembre 2022, le président des **Philippines** et la première dame ont accueilli au palais présidentiel une rencontre de travail avec les dirigeants de PMI.²⁰⁰ En mars 2023, la ville de Candon dans l'Ilocos Sur, une région productrice de tabac, a réalisé son festival du tabac où se tient aussi le concours de Miss Tabac. L'événement soutenu par le maire de la ville a été organisé en collaboration avec l'Administration nationale du tabac, une agence gouvernementale, et l'Institut philippin du tabac, qui représente les fabricants de tabac.²⁰¹

En **Espagne**, l'industrie du tabac déploie de façon active sa stratégie intitulée «Un avenir sans tabac» en ciblant les gouvernements régionaux et municipaux, en particulier la région autonome d'Estrémadure, où le tabac est cultivé, et les îles Canaries, qui accordent d'importants allègements fiscaux pour attirer les entreprises. Les prix des produits du tabac sont plus bas dans les îles Canaries que dans le reste de l'Espagne. Le président de l'Estrémadure a assisté à l'inauguration d'un centre d'appel de PMI pour son produit IQOS, en compagnie du maire d'Olivenza et du directeur de Philip Morris Espagne.²⁰² La participation de l'industrie du tabac aux activités du Comité consultatif gouvernemental de la Commission du marché du tabac est consignée dans la loi.²⁰³ Le manque de transparence dans les relations entre le gouvernement et les industries du tabac et de la nicotine profite à l'industrie.

En **France**, PMI a participé au salon sur le développement durable Pro durable qui s'est tenu en septembre 2022 avec le soutien du ministère de la Transition écologique et solidaire et du ministère de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et y a même organisé une session.²⁰⁴ Suite aux pressions de la société civile,²⁰⁵ l'IT ne sera pas présente lors de l'édition 2023.

Le partenariat de 130 millions de dollars du gouvernement du **Canada** avec Medicago, un développeur de vaccins appartenant à Philip Morris International (1/3 du capital) et à Mitsubishi Tanabe Pharma (MTP détenant 2/3 du capital),²⁰⁶ a appuyé le développement d'un vaccin contre la COVID-19 et l'ouverture d'une nouvelle usine de fabrication de vaccins au Québec. Suite aux protestations en mars 2022 de groupes de lutte antitabac au niveau mondial,^{207,208,209} l'OMS a rejeté la demande de Medicago pour la distribution mondiale de son vaccin en expliquant que son partenariat avec PMI était contraire à l'article 5.3.²¹⁰ Cela a conduit à l'arrêt de la production du vaccin et à l'acquisition des actions de la compagnie de tabac par MTP en décembre 2022, ainsi qu'à la dissolution des activités de Medicago en février 2023.²¹¹

«Globalement, le nombre de personnes qui consomment du tabac diminue. Mais il est fort possible que ces progrès durement acquis régressent. Que ce soit par la corruption, le lobbying, la science de pacotille ou la menace de poursuites, l'ingérence de l'industrie du tabac dans l'élaboration des politiques reste le plus grand obstacle pour que les progrès s'accélèrent. Cet Indice d'ingérence de l'industrie du tabac est devenu un outil essentiel pour le PNUD afin d'aider les pays à protéger l'intégrité de leurs politiques de santé.»

Dudley Tarlton, spécialiste du programme Santé et développement, Programme des Nations Unies pour le développement



05

La transparence et la reddition de compte continuent de faire défaut

Quelques pays ont signalé que des mesures avaient été mises en place pour exiger que l'IT soit transparente (voir figure 4). L'Équateur, par exemple, exige de l'IT qu'elle rende compte de ses contributions philanthropiques, de ses activités de lobbying et de ses contributions politiques.²¹² La France exige que les fabricants, importateurs et distributeurs de produits du tabac, et leurs représentants, publient et déclarent au ministère des Solidarités et de la Santé leurs dépenses liées aux activités d'influence ou de représentation de leurs intérêts.²¹³ Les députés élus sont tenus de suivre des lignes directrices qui impliquent une transparence totale des interactions entre l'industrie du tabac et les décideurs, en particulier sur les questions financières.²¹⁴

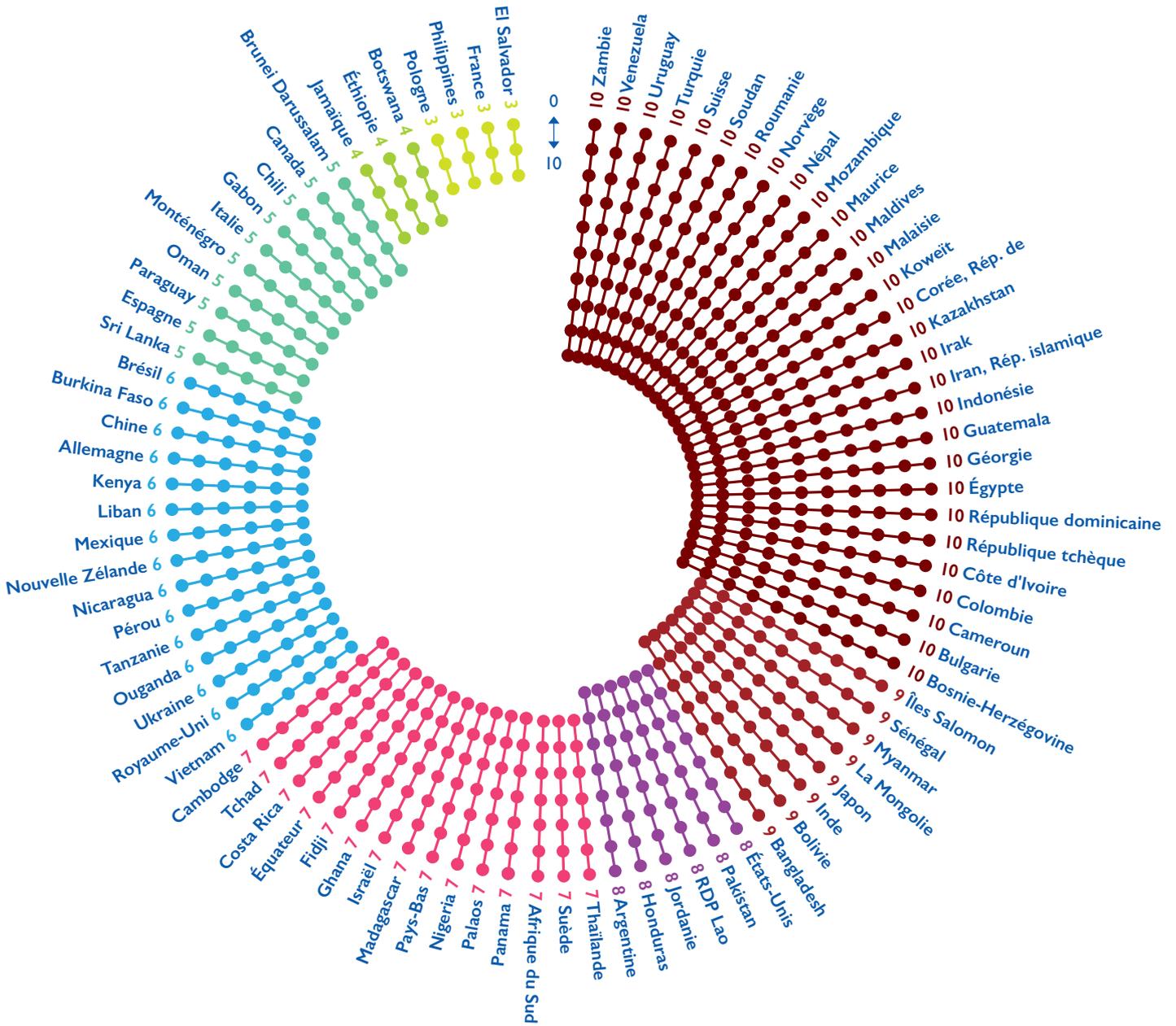
La nouvelle loi du **Botswana** pour la lutte antitabac²¹⁵ exige la divulgation ou l'enregistrement des entités de l'IT, des organisations affiliées et des personnes agissant en leur nom, y compris les lobbyistes. Ces dispositions visent à accroître la reddition de compte et la transparence des interactions entre l'industrie du tabac et les représentants du gouvernement. De même, le gouvernement du **Liban** a promulgué la Loi sur les marchés publics no 2021/244 afin de garantir une bonne gouvernance financière, la transparence et la reddition de compte.²¹⁶ La Régie, qui est l'entreprise publique libanaise des tabacs, s'est toutefois opposée à la loi sous prétexte qu'elle constituait un obstacle et a demandé, pour plus de flexibilité, que certains aspects de la loi soient modifiés afin de «ne pas perdre ses avantages et sa rentabilité».²¹⁷

Au **Canada**, au **Chili**, au **Mexique**, aux **Pays-Bas**, en **Pologne** et aux **États-Unis**, il existe un registre des lobbyistes. Le registre des lobbyistes du **Canada** révèle qu'au niveau fédéral, l'IT est entré en relation avec au moins 18 ministères, agences et institutions, dont Santé Canada, l'Agence du revenu du Canada, la Chambre des communes, le Sénat du Canada et le Cabinet du premier ministre.

La loi des **États-Unis** sur la divulgation des activités de lobbying prévoit que tous les lobbyistes, y compris ceux qui représentent l'IT, doivent s'enregistrer lorsqu'ils exercent leurs activités au niveau national.²¹⁸ De même, les 50 États ont mis en place une forme ou une autre d'enregistrement des lobbyistes afin de promouvoir la transparence des activités politiques.²¹⁹ En 2023, les fabricants de tabac, les associations professionnelles et les magasins de vente au détail ont inscrit au registre la quantité impressionnante de 927 dossiers de lobbying au niveau des états,²²⁰ impliquant l'embauche de 856 lobbyistes ou firmes de lobbying.²²¹

Les sites web du **Canada**, de l'**UE** et du **Royaume-Uni** divulguent de l'information sur les réunions qui ont eu lieu avec l'industrie du tabac. Toutefois, l'application et le respect des exigences en matière de transparence restent un problème pour plusieurs pays où celles-ci existent. C'est le cas du **Tchad**²²² et du **Kenya**²²³ où des lois spécifiques conformes à l'article 5.3 concernant la transparence ne sont pas mises en œuvre. En 2020, le **Kenya** a interdit les sachets de nicotine (Lyft de BAT) mais en octobre 2022,²²⁴ BAT a annoncé qu'il avait convenu avec le ministère de la Santé de réintroduire les sachets de nicotine sur le marché.²²⁵ BAT a affirmé avoir fait pression sur le gouvernement,²²⁶ mais il n'existe aucun détail sur ces activités de lobbying. On rapporte que le secrétaire du cabinet de la santé «aurait eu de nombreux entretiens avec les fabricants de tabac» mais aucun n'a été rendu public.

Figure 4: Manque de transparence



Plus le pointage est bas, meilleur est le classement



Par le biais d'un décret en 2022, le président du Kenya a nommé le directeur général de BAT **Kenya** au sein du Comité national de coordination face aux sécheresses, dirigé par le secteur privé, contrevenant à la Loi pour la lutte antitabac.²²⁷ Le comité a recueilli 542 millions KES (3 708 518 USD) mais la contribution de BAT au fonds de réponse à la sécheresse n'a jamais été rendue publique.²²⁸

En **Géorgie**, la Loi pour la lutte antitabac obligeait le gouvernement à adopter, avant le 1^{er} mai 2018, un décret «visant à protéger les politiques antitabac de l'État au sein des institutions publiques». Cependant, cinq ans plus tard, ce décret sur la transparence tarde à être adopté.²²⁹ De façon similaire au **Guatemala**, la loi 5461 a été déposée au Congrès en 2018 afin de réglementer les interactions indues entre l'industrie et le gouvernement, mais après six réunions, la Commission de la Santé continue à paralyser son adoption.²³⁰

La plupart des pays n'ont, ni mis en place de règles de divulgation concernant les réunions qui se tiennent avec l'industrie du tabac, ni par rapport aux informations qui devraient être rendues publiques, ni établi de registre des lobbyistes de l'IT.

Au **Cameroun**, après une réunion tenue à huis clos en 2021 avec des représentants de l'IT, le ministère de la Santé a accordé à l'industrie un délai de six mois pour se conformer à la deuxième phase d'application des mises en garde sanitaires sur les paquets de tabac, suivi d'une prolongation additionnelle de trois mois.²³¹ Malgré le précédent de l'annulation d'une

campagne d'éducation publique sur le commerce illicite parrainée par BAT, qui prévoyait l'installation de panneaux d'affichage, des représentants de l'industrie du tabac ont offert à nouveau leur appui suite à une réunion tenue à huis clos en 2022 au ministère de la Santé afin de mener des raids contre le commerce illicite.²³²

En **Colombie**, bien que la Loi anticorruption²³³ permette de demander des informations sur les lobbyistes, elle ne fait pas référence spécifiquement à l'industrie du tabac ni à la création d'un registre des entités lui appartenant, ce qui explique pourquoi les tentatives de réglementation du lobbying de l'industrie du tabac n'ont pas été efficaces.

L'industrie a exercé une influence sournoise sur les gouvernements lors du processus préparatoire de la neuvième session de la Conférence des Parties à la CCLAT de l'OMS (COP9) qui s'est tenue en novembre 2021. Au **Brésil** par exemple, l'industrie est passée par la Chambre sectorielle du tabac en août 2021 pour déployer sa stratégie de lobbying auprès du ministère des Affaires étrangères²³⁴ et obtenir des documents de la COP9 qui guideraient l'intervention du Brésil pendant les négociations.²³⁵ Grâce à deux réunions qui ont été maintenues hors du registre, l'industrie a fait pression sur le gouvernement et amené le ministre de l'Agriculture à offrir la garantie qu'il soutiendrait les producteurs de tabac lors de la COP9.²³⁶



06

Les fonctionnaires continuent d'être vulnérables aux conflits d'intérêts

Afin d'éviter que les fonctionnaires se retrouvent dans des situations de conflit d'intérêts, les Directives de l'article 5.3 recommandent d'interdire toute contribution de l'industrie du tabac et d'adopter des règlements qui permettent de protéger les politiques de santé publique de l'ingérence de l'IT. Toutefois, les législateurs de nombreux pays se sont rendus vulnérables à l'ingérence de l'industrie en acceptant des dons de l'IT à leurs campagnes politiques ou en s'impliquant dans le commerce du tabac, notamment en acceptant des postes au sein l'industrie du tabac par le biais du phénomène des portes tournantes entre l'IT et le gouvernement (voir figure 5).

Au **Chili**, aux **Pays-Bas**, en **Nouvelle-Zélande**, au **Panama**, aux **Îles Salomon**, en **Afrique du Sud**, au **Royaume-Uni** et aux **États-Unis**, les contributions politiques sont autorisées mais doivent être rendues publiques. Toutefois, aux **Pays-Bas**,²³⁷ en **Nouvelle-Zélande**²³⁸ et en **Espagne**,²³⁹ seules les sommes supérieures à un certain montant doivent obligatoirement être déclarées. En Espagne, ce montant est fixé à au-delà de 50 000 dollars américains et la loi ne réglemente pas les contributions versées aux fondations des partis politiques.

Le **Botswana**, la **Côte d'Ivoire**, la **France**, la **RDP Lao**, le **Népal**, le **Nigeria**, la **Turquie** et l'**Ukraine** interdisent les contributions politiques de l'IT. La loi **ukrainienne** interdit toute forme de soutien financier de l'IT, ou d'une autre nature, à des événements, des activités, des individus ou des groupes, y compris les partis politiques ou les politiciens, les athlètes, les artistes et tous les établissements d'enseignement, que la contribution soit rendue publique ou non.²⁴⁰

En **Uruguay**, bien que le décret 284/008 interdise toute forme de parrainage par les compagnies de tabac, y compris les dons politiques,²⁴¹ Montepaz, qui contrôle 85 % du marché uruguayen du tabac, a contribué au financement de la campagne électorale du président.²⁴²

Le phénomène des portes tournantes, qui amène des hauts fonctionnaires retraités à se joindre aux compagnies de tabac ou des cadres de l'industrie à occuper des postes de haut niveau dans l'administration publique, reste un problème dans le monde entier (voir l'annexe V) et permet à l'industrie d'exercer une influence indue sur les politiques de lutte antitabac.

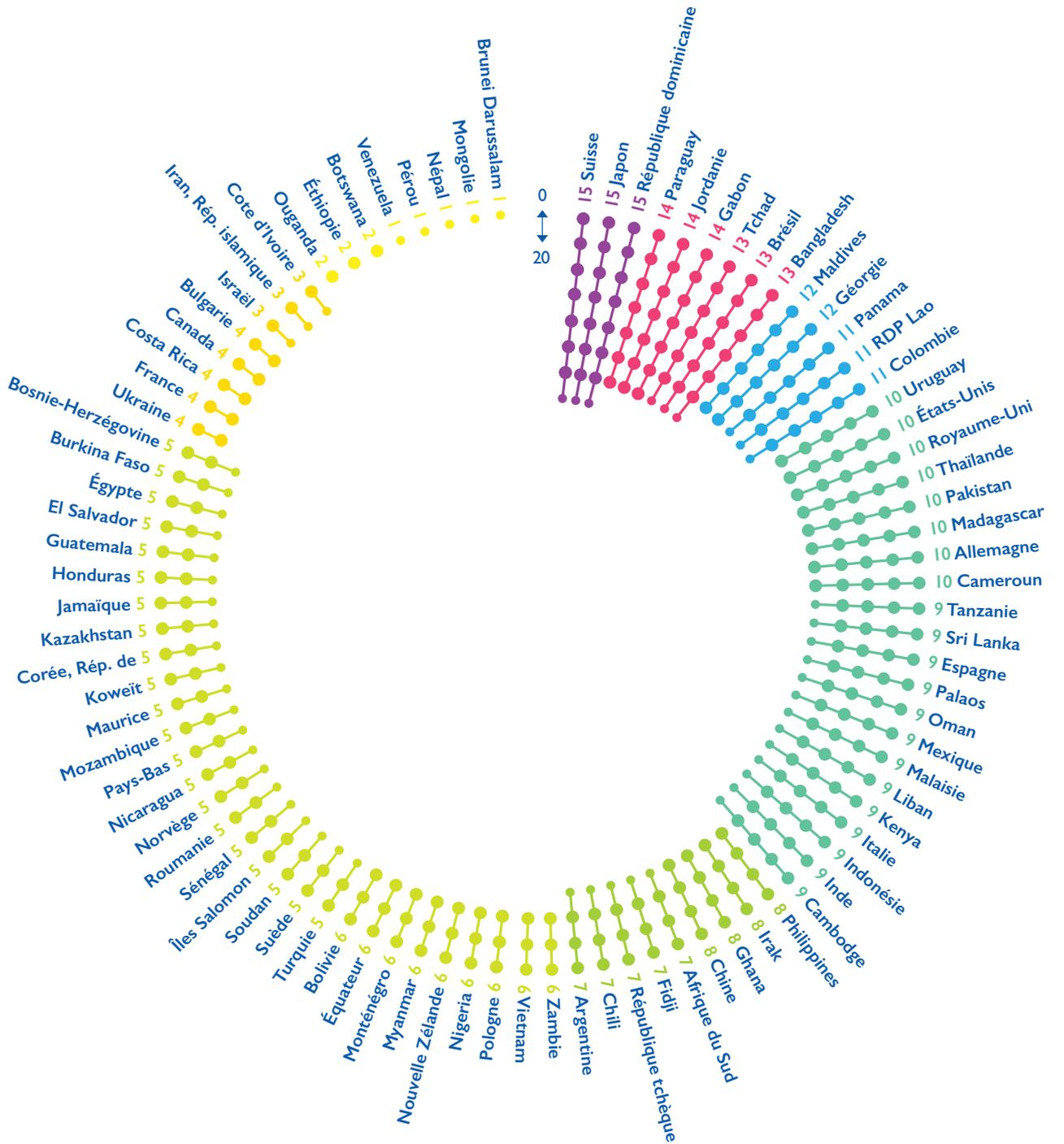
En **Colombie**, l'ancien directeur de la réglementation du ministère du Commerce a rejoint PMI en tant que responsable des affaires internationales pour la Colombie et le Pérou.²⁴³ En **Inde**, un fonctionnaire retraité de l'IAS (Service administratif de l'Inde) qui a occupé de nombreux postes-clés au sein des ministères de l'Intérieur, des Communications et des Technologies de l'information, a

rejoint le conseil d'administration de Godfrey Philips en tant que directeur indépendant.²⁴⁴ En **Pologne**, un ancien chef d'unité du département de la TVA du ministère des Finances, responsable de la TVA et des droits d'accise, et premier conseiller fiscal de la représentation permanente de la Pologne auprès de l'UE, a rejoint Philip Morris Distribution Polska en tant que directeur des affaires fiscales et de la prévention du commerce illicite.²⁴⁵ Au **Brésil**, un ancien directeur de l'agence de réglementation de la santé, Anvisa, est désormais consultant pour BAT Brasil,²⁴⁶ tandis qu'un ancien ministre de la Cour fédérale d'audit ainsi qu'un ancien sénateur et gouverneur de Paraíba ont été engagés par PMI comme lobbyistes.²⁴⁷

Passant de l'industrie au gouvernement, un ancien directeur d'Imperial Brands en Géorgie et en Moldavie²⁴⁸ est aujourd'hui vice-ministre de l'Économie et du Développement durable de **Géorgie**. Au **Kenya**, un président indépendant non exécutif de BAT préside depuis septembre 2020 le Conseil des routes du Kenya et siège également au conseil d'administration de Kenya Vision 2030, un projet du président.^{249,250} Au **Panama**, un ancien consultant de PMI et BAT est actuellement directeur général adjoint technique de l'Autorité nationale des douanes et continue à participer aux événements de l'IT en tant qu'expert.²⁵¹

De façon similaire, la fonction publique est compromise lorsque des cadres actuels de l'industrie travaillent pour le gouvernement ou que des fonctionnaires en poste agissent comme consultants au profit de l'industrie. Au **Bangladesh**, un directeur de BAT (depuis le 21 juin 2020)²⁵² est le secrétaire principal du bureau du premier ministre. Au **Gabon**, le président du conseil d'administration de CECA-GADIS (en représentation des intérêts de l'IT) est actuellement conseiller politique du chef de l'État et haut-commissaire de la République.²⁵³ En **Suisse**, un membre du Conseil national, qui est la principale chambre du parlement suisse, est également président salarié de Swiss Tobacco, la Communauté du commerce suisse en tabacs.²⁵⁴

Figure 5: Le problème des conflits d'intérêts perdue



Plus le pointage est bas, meilleur est le classement

Par couleur



Par taille



En **Norvège**, certains anciens députés ont rejoint l'IT en tant que collaborateurs ou lobbyistes et, parce qu'ils ont en mains une «clé passe-partout dorée» qui leur donne un accès illimité à l'Assemblée nationale,²⁵⁵ ils sont encore en mesure d'influencer les processus politiques.

Il est possible de faire face aux situations de conflit d'intérêts en mettant en place une politique de fin de mandat pour les fonctionnaires de lutte antitabac qui quittent leurs fonctions. Au **Kenya**, les fonctionnaires doivent attendre trois ans après avoir quitté la fonction publique pour pouvoir travailler pour l'IT²⁵⁶ tandis qu'en **Ouganda**, ils doivent attendre deux ans²⁵⁷ tout en étant liés par une clause de confidentialité sur toute question relative à l'élaboration ou à la mise en œuvre de politiques ou de programmes de lutte antitabac. En **France**, toute personne ayant exercé des fonctions de ministre, de président d'un exécutif local ou en tant que membre d'une autorité administrative indépendante ou publique, est assujettie pendant trois ans à l'obligation de demander une autorisation à la Haute Autorité si elle envisage de rejoindre le secteur privé, laquelle examinera si l'activité envisagée est compatible avec les fonctions publiques occupées précédemment.²⁵⁸

Comme cela a été le cas dans les éditions antérieures de l'Indice mondial,^{259,260} des gouvernements continuent d'investir directement et indirectement dans le commerce du tabac. Au moins 10 pays possèdent encore des sociétés d'État de tabac (voir l'annexe VI). Souvent, ces entreprises publiques relèvent des ministères des Finances dont le devoir fiduciaire est d'assurer la rentabilité de leur modèle d'affaires dans le secteur du tabac, ce qui peut entrer en conflit avec les objectifs des politiques de santé qui cherchent à réduire le tabagisme.

Les gouvernements du **Bangladesh**, de la **Jamaïque**, de la **Corée** et de la **Zambie** continuent d'investir leur fonds de pension ou leur fonds national d'assurance dans l'industrie du tabac. Le gouvernement du **Bangladesh**, par le biais de diverses alliances commerciales, détient au total 9,4 % des parts de BAT Bangladesh,²⁶¹ le gouvernement de **Corée** détient 7,7 % des parts de KT&G,²⁶² tandis qu'en **Zambie**, l'Autorité nationale des régimes de retraite et le Fonds de pension des employés publics détiennent respectivement 3,01 % et 3,77 % des parts de BAT Zambia.²⁶³ À l'échelle mondiale, des dizaines d'organisations financières de premier plan de plus de 20 pays mettent en place une politique d'investissement sans tabac.²⁶⁴

«L'industrie du tabac continue de saper les progrès de la lutte antitabac et de stimuler l'addiction des jeunes à ses produits. La santé des populations est toutefois la priorité de plusieurs gouvernements, et près de 30 pays ont renforcé leur capacité à se protéger de l'ingérence de l'industrie du tabac. J'espère que d'autres gouvernements emboîteront le pas en adoptant les mesures clé présentées par l'Indice mondial d'ingérence de l'industrie du tabac».

Dre. Kelly Henning, Bloomberg Philanthropies



07

Les gouvernements peuvent se protéger face à l'ingérence de l'industrie

Les Directives de l'article 5.3 recommandent aux gouvernements une série de mesures pour éviter que les intérêts commerciaux et autres de l'industrie du tabac ne fassent échouer leurs politiques de lutte antitabac. Au cours de la reprise économique, qui a suivi le pic de l'urgence sanitaire provoquée par la pandémie, plusieurs gouvernements ont fait des progrès en adoptant des lois, des codes ou en mettant en œuvre les lois existantes pour protéger leurs politiques (voir figure 6).

Pour l'ensemble du secteur, **Brunei**,²⁶⁵ les **Philippines**,²⁶⁶ les **Pays-Bas**²⁶⁷ et le **Royaume-Uni** sont en train de mettre en place leur code de conduite, manuel d'orientations ou circulaire sur les lignes directrices de l'article 5.3. En juin 2023, le gouvernement du **Royaume-Uni** a mis à jour son manuel d'orientations sur l'article 5.3, couvrant désormais tous les fonctionnaires aux niveaux national et municipal ainsi que les parlementaires.²⁶⁸

Le gouvernement des **Pays-Bas** s'est doté d'un protocole pour les fonctionnaires qui interagissent avec l'IT et ses représentants. De plus, tous les fonctionnaires sont tenus de respecter le Code de conduite sur l'intégrité (Gedragscode Integriteit Rijk) dont les orientations concernant l'interaction avec les lobbyistes de l'industrie du tabac font spécifiquement référence à l'article 5.3.²⁶⁹

L'**Ouganda**²⁷⁰ et le **Botswana** ont intégré les lignes directrices de l'article 5.3 dans leurs lois pour la lutte antitabac. Fort de sa loi antitabac publiée en 2021, le **Botswana** est en train de finaliser la réglementation qui permettra sa mise en œuvre.²⁷¹ Le processus s'est heurté à la résistance de l'IT.²⁷² La loi exige la totale transparence des interactions avec l'IT, qui sont admises exclusivement lorsqu'elles sont jugées nécessaires en vue d'une réglementation efficace. Elle interdit aussi tout partenariat de l'industrie du tabac avec des entités publiques, ainsi que toute entente ou contribution, et elle interdit de lui accorder des mesures incitatives.

La nouvelle loi antitabac de la **Bosnie-Herzégovine** a intégré les éléments de l'article 5.3 et limite l'interaction avec l'industrie au strict nécessaire. Elle exige la transparence et interdit aux fonctionnaires de recevoir des contributions ou des cadeaux des mains de l'industrie du tabac.

La proclamation no 1112/2019²⁷³ de l'**Éthiopie** stipule qu'un fonctionnaire qui participe à la définition de la politique de santé publique ne doit d'aucune façon être mêlé aux affaires de l'industrie du tabac, pas même à titre de consultant. La proclamation exige la mise en place d'une procédure pour que toute interaction soit rendue publique. L'Autorité éthiopienne des aliments et des médicaments (EFDA) a élaboré et mis en œuvre un code et possède un registre de toutes les interactions avec l'industrie du tabac.

Visant à se prémunir contre l'ingérence de l'industrie du tabac, l'article 6 du décret 1523²⁷⁴ du **Tchad** fixe les règles à respecter lors de toutes les réunions de l'État avec l'IT. Celles-ci doivent être rendues publiques grâce à la divulgation de l'ordre du jour et des coordonnées des personnes qui y ont participé. Le décret interdit également à tout fonctionnaire, gouvernement ou entité de l'État impliqués dans la lutte antitabac d'accepter ou de solliciter une contribution financière, un don, une faveur ou une gratification de la part de l'industrie du tabac.

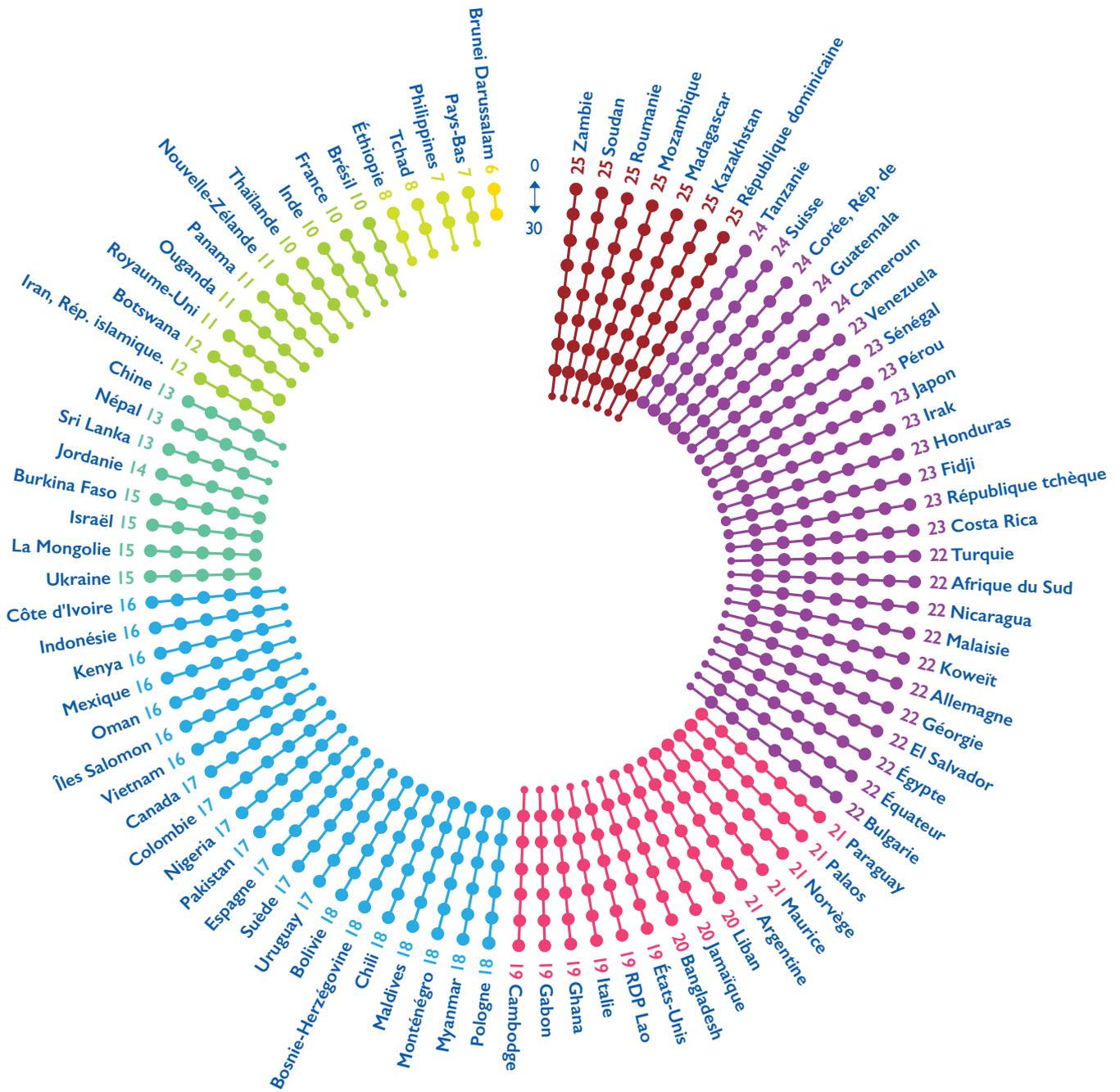
Au **Burkina Faso** et en **Côte d'Ivoire**,²⁷⁵ un projet de décret visant à protéger la bureaucratie de l'ingérence de l'industrie est en cours d'élaboration.

La loi de 2017 de la **Thaïlande** sur le contrôle des produits du tabac impose aux fabricants ou importateurs de produits du tabac de déclarer le volume de production ou d'importation dans le Royaume, la part de marché, les dépenses de marketing et les revenus et dépenses, conformément aux règles stipulées dans les règlements ministériels.²⁷⁶ La réglementation de mise en œuvre est en cours d'élaboration. Des sanctions sont prévues si l'IT transmet des informations fausses ou incomplètes.

En **Chine** et en **Côte d'Ivoire**, la législation anticorruption a été appliquée à des activités de corruption impliquant l'industrie du tabac. En **Chine**, une enquête sur un ancien membre du groupe du Parti au pouvoir siégeant à la Commission d'État sur le monopole du tabac a révélé que lui et ses proches s'étaient livrés à des pratiques de corruption dans le secteur du tabac, notamment en acceptant des pots-de-vin.²⁷⁷ En **Côte d'Ivoire**, l'ordonnance anticorruption a permis aux responsables de la lutte antitabac d'empêcher des membres du Parlement de participer à un voyage en Suisse proposé par l'industrie du tabac.²⁷⁸

Très peu de pays ont fait état de l'existence d'un programme cohérent de sensibilisation sur l'importance des exigences de l'article 5.3 et sur leur portée légale en vertu de la CCLAT de l'OMS. L'absence de ce type de processus, qui devraient s'appliquer à tous les niveaux du gouvernement, a permis à l'industrie de cibler et influencer, de maintes façons, les ministères autres que celui de la santé.

Figure 6: Les gouvernements qui ont agi et pris des mesures préventives pour se protéger



Plus le pointage est bas, meilleur est le classement

Par couleur



Par taille



LES PAYS QUI NE SONT PAS PARTIES À LA CCLAT DE L'OMS SONT À LA TRAÎNE PAR RAPPORT À CEUX QUI Y SONT PARTIES

Les cinq pays qui ne sont pas parties à la CCLAT de l'OMS, à savoir la **République dominicaine**, la **Suisse**, l'**Indonésie**, les **États-Unis** et l'**Argentine**, font face à un fort niveau d'ingérence de l'industrie qui sape et fait dérailler leurs politiques de lutte antitabac. La République dominicaine, la Suisse et l'Indonésie sont non seulement classées parmi les pays qui se confrontent aux niveaux d'ingérence les plus élevés mais elles ont également vu leur pointage se détériorer.

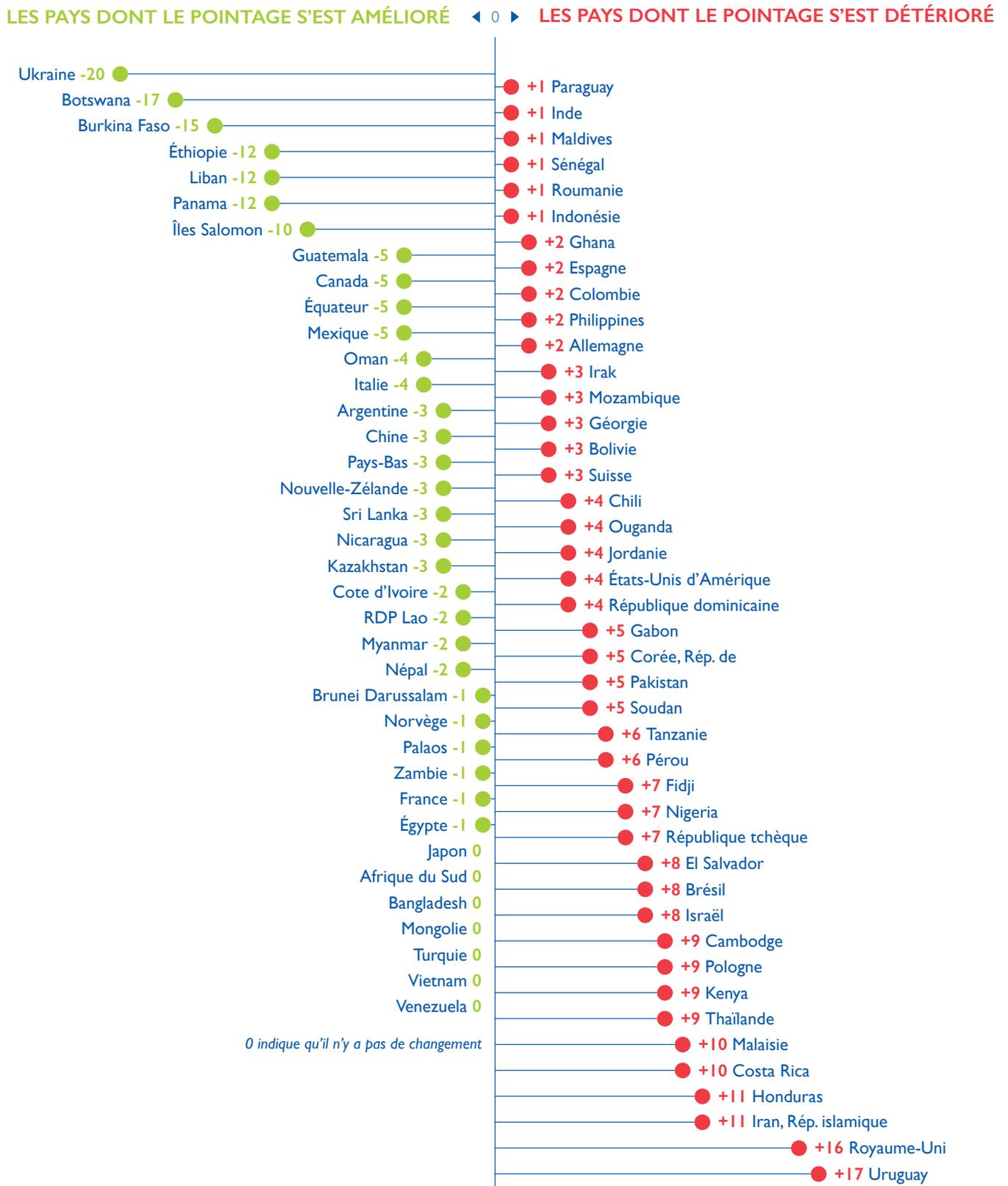
En **République dominicaine**, l'exécutif a élaboré un plan de promotion national et international pour soutenir et protéger l'industrie du tabac (2020-2024) sur lequel l'Institut du tabac (INTABACO) a été activement consulté en représentation de l'industrie du tabac.²⁷⁹ En juillet 2022, les législateurs ont promulgué la loi n° 341-22 qui déclare le tabac et les cigares dominicains comme des produits appartenant au patrimoine culturel de la République.²⁸⁰ Entre temps, aucun progrès n'a été réalisé pour mettre à jour les lois antitabac, vieilles de plus de 20 ans.

Les progrès de la **Suisse** en matière de lutte antitabac ont été lents. Même la récente loi qui interdit la publicité en faveur du tabac n'est pas globale. La lutte antitabac a été largement entravée par le lobby de l'industrie du tabac qui imprègne la politique suisse.²⁸¹ Les personnes qui travaillent pour l'industrie du tabac peuvent être élues à l'Assemblée fédérale²⁸² sans avoir à démissionner de leur poste, faute de règles interdisant la participation de l'industrie du tabac à l'élaboration des politiques.^{283,284}

En **Indonésie**, les réunions entre les représentants du gouvernement et l'IT sont considérées normales, y compris lors du processus d'élaboration de politiques.²⁸⁵ En 2023, le ministre responsable des Affaires économiques a exprimé son soutien à PT HM Sampoerna (filiale de PMI) et l'a félicité pour son investissement lors de l'inauguration de sa nouvelle usine de PTC.²⁸⁶ Les PTC en Indonésie ne sont pas tenues d'inclure des mises en garde sanitaires et profitent d'une taxe d'accise moins élevée. Le ministère responsable de l'Économie a préparé une feuille de route pour les produits du tabac qui s'appuie sur les recommandations d'un groupe financé par PMI, et l'on s'attend à ce qu'elle soit adoptée en tant que règlement présidentiel.²⁸⁷

L'amélioration de l'**Argentine** reste négligeable. Aucune preuve n'indique que des représentants du gouvernement auraient interagi de façon indue avec les fabricants de tabac, mais l'industrie a utilisé des groupes de façade pour participer aux discussions sur la réglementation des cigarettes électroniques et des PTC, ainsi que sur l'interdiction de la publicité et du parrainage.

Figure 7: Comparaison de 80 pays de 2021 à 2023



LES PAYS DONT LE POINTAGE S'EST LE PLUS AMÉLIORÉ OU DÉTÉRIORÉ

Sur les 80 pays couverts par le rapport 2021, 29 ont connu une amélioration, 43 une détérioration, tandis que le pointage de huit pays de l'Indice est resté inchangé (voir figure 7). Le degré d'amélioration ou de détérioration d'un pays ne dépend pas de la région où il est situé ni de son niveau de revenu. L'**Ukraine**, le **Botswana** et le **Burkina Faso** sont les pays qui se sont le plus améliorés, tandis que l'**Uruguay**, le **Royaume-Uni**, le **Honduras** et l'**Iran** sont ceux qui se sont le plus détériorés.

Malgré la guerre, le gouvernement de l'**Ukraine** a déployé des efforts pour protéger ses mesures de lutte antitabac contre l'ingérence de l'industrie. L'Ukraine a adopté la Loi n° 1978-IX,²⁸⁸ une législation globale de lutte antitabac qui impose, entre autres, des mises en garde bien visibles sur les paquets et leur rotation à chaque année, l'interdiction des arômes dans les cigarettes et les e-liquides, la conformité aux normes européennes sur la teneur en nicotine des cigarettes et des e-liquides, et l'interdiction de toute forme de publicité et de promotion pour les cigarettes électroniques et les produits de tabac chauffé. Le gouvernement a réussi à contrer les tentatives de l'industrie de retarder le processus et a élaboré les règlements d'application et fixé les dates de mise en œuvre de la loi.

Le **Botswana** élabore actuellement les règlements d'application de sa nouvelle loi de lutte antitabac.²⁸⁹ Les fonctionnaires n'ont accepté aucune aide de l'industrie dans l'élaboration de la politique ni approuvé de parrainage ou de contribution de l'industrie. On n'a observé aucune interaction indue avec l'industrie ni l'entrée d'anciens fonctionnaires au sein de l'industrie par le biais du phénomène des portes tournantes. La loi exige l'enregistrement des entités de l'industrie du tabac, des organisations affiliées et des personnes agissant en leur nom, y compris les lobbyistes. Ces dispositions visent à accroître la transparence et la reddition de compte.

Le **Burkina Faso** a élaboré un projet de décret visant à protéger la bureaucratie des ingérences de l'industrie qui sera soumis en 2023 au Conseil des ministres en vue de son adoption. Aucun privilège fiscal n'a été accordé à l'industrie du tabac et le gouvernement évite toute collaboration avec l'industrie.

Parmi tous les pays étudiés, l'**Uruguay** a par contre connu la pire détérioration de son pointage au sein de l'Indice, prenant la décision d'annuler l'interdiction de 2009 des PTC, à la demande de la principale compagnie de tabac comme l'a lui-même admis le président de la République.²⁹⁰ En 2022, le gouvernement a approuvé le décret 282/022²⁹¹ qui modifie les exigences relatives à l'emballage neutre des produits du tabac, permettant aux fabricants de tabac d'imprimer des informations sur les bâtonnets de cigarettes et d'insérer des éléments distinctifs dans les paquets afin de commercialiser leurs produits, minant ainsi l'objectif même de l'emballage

neutre. Bien que les activités de RSE liées au tabac soient interdites, le gouvernement a appuyé une campagne de ramassage de mégots de cigarettes menée par l'industrie²⁹² tandis qu'un sénateur a déposé au Parlement un projet de loi en faveur de l'industrie afin de soutenir les activités de recyclage des mégots de cigarettes à l'aide de fonds publics.²⁹³

Le pointage du **Royaume-Uni** s'est détérioré sur plusieurs points, entre autres en ce qui a trait à l'interaction de membres du Parlement avec l'industrie du tabac, comme dans le cas d'un parlementaire qui a été la cible de lobbying alors qu'il était ministre.²⁹⁴ On a aussi observé des interactions indues avec l'industrie du tabac ou avec des organisations qui lui sont liées impliquant des ministres de haut rang, tant au sein du gouvernement britannique²⁹⁵ que du gouvernement écossais,²⁹⁶ tandis que le nouveau système de suivi et de traçabilité du Royaume-Uni a été confié à une entreprise ayant des liens avec l'industrie du tabac.^{297,298,299}

Au **Honduras**, le président du Congrès national et des membres du Congrès ont rencontré des représentants de l'industrie du tabac lors de la troisième édition du Festival du cigare et du café.³⁰⁰ Le ministre du Tourisme a décerné un prix à l'entreprise Flor de Copán Honduras pour avoir «mondialement positionné le Honduras comme un pays producteur de tabac de premier plan». ³⁰¹ De hauts fonctionnaires du ministère du Développement économique, les vice-ministres du Tourisme et des Affaires étrangères ainsi que des représentants du Congrès national ont participé à des visites conjointes dans des manufactures de tabac, en compagnie de délégations diplomatiques, afin de favoriser l'appui de donateurs internationaux à la promotion de l'agrotourisme.³⁰²

Le **Costa Rica** a vu son pointage se détériorer compte tenu de ses façons de faire face à l'ingérence de l'industrie, ayant retardé notamment l'élaboration du règlement de mise en œuvre sur les SEAN et les PTC qui aurait dû être prêt trois mois après la promulgation de la loi, le 20 janvier 2022, ayant aussi permis à l'industrie de contribuer à l'élaboration des normes.³⁰³ Ce retard a profité à l'industrie puisqu'il a été impossible de réglementer les lieux où les dispositifs pouvaient être utilisés ou de contrôler le respect des normes. Bien que les activités de RSE soient interdites, des autorités locales ont appuyé une campagne de ramassage de mégots de cigarettes parrainée par PMI.³⁰⁴

LES LIMITES DU RAPPORT

Ce rapport s'appuie exclusivement sur les informations accessibles au public, ce qui ne permet donc pas de colliger adéquatement tous les éléments de preuve sur les situations d'ingérence qui ont pu se produire. Les informations accessibles au public peuvent ne pas être à jour. Le manque de transparence des gouvernements et de l'industrie rend difficile la collecte d'informations sur l'ingérence de l'industrie. Le classement des pays doit être considéré à la lumière de ces contraintes.

Conclusion

Toutes les entreprises transnationales du tabac ont engrangé des profits en 2021 et 2022. Pour éviter l'interruption de ses activités d'affaires, l'IT a continué d'utiliser ses activités de RSE et l'argument que ses investissements sont importants au plan économique pour convaincre les gouvernements et les amener à croire aux bienfaits exagérés qu'elle prétend apporter, détournant l'attention des préjudices infligés à la société et des 8,7 millions de décès évitables que cause le tabagisme chaque année à l'échelle mondiale.

L'industrie a persuadé des gouvernements de retarder leurs politiques de lutte antitabac, d'y mettre fin ou d'accepter des compromis. Dans certains pays, elle a obtenu l'autorisation de vendre ses produits SEAN et PTC, y compris en réussissant à renverser des interdictions dans certains pays. L'ingérence de l'industrie a permis de retarder la hausse des taxes ou de réduire le niveau des augmentations.

Les ministères autres que celui de la santé restent particulièrement vulnérables à l'ingérence de l'industrie du tabac, les amenant souvent à promouvoir ou représenter ses intérêts lors de l'élaboration des politiques. Les missions diplomatiques de certains pays ont été incitées à promouvoir le commerce du tabac malgré l'engagement des gouvernements à appliquer l'article 5.3 à tous les niveaux de gouvernement.

À mesure que la CCLAT de l'OMS est mise en œuvre et que le tabagisme diminue, l'industrie trouve de nouveaux moyens pour redorer son image et ajuster ses activités pour commercialiser de nouveaux produits. L'environnement, les campagnes de nettoyage et le recyclage des produits du tabac sont devenus des domaines politiques cruciaux sur lesquels l'industrie tente d'exercer son influence.

Certains pays ont pris des mesures concrètes pour protéger leurs politiques malgré des circonstances difficiles et une majorité de pays devraient suivre leur exemple. Les gouvernements disposent des outils nécessaires pour agir et faire reculer l'industrie. Ils doivent accélérer leurs efforts pour mettre fin à l'ingérence et s'attaquer à l'impact dévastateur de la pandémie de tabagisme sur la santé publique et prévenir des millions de décès évitables.

«Bien qu'elle tente de jeter de la poudre aux yeux, l'industrie du tabac est incapable de «se transformer» et de se soustraire du conflit fondamental et irrécyclable entre ses intérêts et ceux de la santé publique. Son objectif final dépendra toujours de sa capacité à modeler les préférences et à façonner les politiques en fonction de sa quête addictive, malade et mortelle de profits. Il faut nous appuyer sur l'article 5.3 et sur des preuves telles que l'Indice pour contrecarrer cette prétendue transformation, et renforcer les politiques de santé publique».

Dr Douglas William Bettcher
Conseiller principal du Directeur général,
Organisation mondiale de la Santé

Recommendations

Les gouvernements peuvent et doivent mettre fin à l'ingérence de l'IT. Plus ils agiront rapidement pour remplir leurs obligations au titre de la CCLAT de l'OMS, mieux ils pourront protéger et faire progresser leurs politiques de lutte antitabac. Les directives d'application de l'article 5.3 exigent que les gouvernements limitent les interactions avec l'industrie au strict nécessaire et fassent preuve de transparence. Ils doivent entreprendre notamment les actions spécifiques suivantes:

1. Impliquer tous les niveaux de gouvernement pour restreindre l'ingérence de l'industrie du tabac. L'ensemble du gouvernement doit agir de manière cohérente pour mettre fin à l'ingérence de l'industrie du tabac et appliquer l'article 5.3, comme le montrent les mesures exemplaires prises par le Botswana, le Tchad, les Philippines, le Royaume-Uni et l'Ouganda.

2. Cesser de participer aux activités caritatives parrainées par l'industrie du tabac. Les gouvernements ne doivent pas approuver les activités parrainées par l'IT ou y participer mais plutôt limiter les interactions à ce qui est strictement nécessaire pour leur permettre de réglementer l'industrie et ses produits.

3. Interdire les contributions de l'industrie du tabac, y compris aux campagnes politiques. Les gouvernements se rendent vulnérables lorsqu'ils acceptent des contributions de l'industrie du tabac, comme cela a été le cas des pays qui ont été amenés à faire des compromis sur la lutte antitabac ou à abolir des mesures législatives.

4. Interdire et dénormaliser les activités de supposée RSE de l'industrie du tabac. Il faut faire payer l'industrie du tabac pour les dommages que ses produits causent à la santé humaine et à l'environnement. Les mécanismes de responsabilité élargie des producteurs et les réglementations sur les entreprises en matière de développement durable ne devraient pas s'appliquer à l'industrie du tabac, ou à tout le moins, celle-ci ne doit pas être traitée comme n'importe quelle autre industrie.

5. Exiger une plus grande transparence aux fins d'une responsabilité réelle. La transparence des interactions avec l'IT permet de réduire les occasions d'ingérence et d'amener les fonctionnaires et l'industrie à rendre des comptes et à se responsabiliser. Toutes les interactions avec l'IT doivent être consignées dans un registre et rendues publiques. Il faut aussi exiger que l'industrie du tabac divulgue certaines informations, notamment sur ses activités de marketing et de lobbying.

6. Retirer les investissements dans l'industrie du tabac. Les entreprises d'État de tabac font partie de l'IT et doivent être traitées comme telles. Les gouvernements qui se désengagent des entreprises du tabac en les désinvestissant renforcent leur indépendance vis-à-vis de l'industrie, ce qui leur permet d'agir librement pour protéger la santé publique.

7. Mettre en œuvre un code de conduite ou des orientations pour créer une barrière de protection. Les gouvernements doivent adopter un code de conduite assorti d'orientations claires afin de limiter les interactions avec l'IT, d'éviter les conflits d'intérêts et de renforcer la transparence et l'obligation de rendre des comptes suite à une interaction.

8. Cesser d'offrir des mesures incitatives à l'industrie du tabac. L'IT ne devrait pas bénéficier de mesures incitatives ou de traitement préférentiel pour mener ses affaires, car cela est en conflit direct avec la politique de lutte antitabac.

9. Refuser tout accord non contraignant avec l'industrie du tabac. Les gouvernements sont souvent perdants lorsqu'ils acceptent de coopérer avec l'IT. Il ne devrait y avoir aucune collaboration entre les gouvernements et l'IT.

Tableau sommaire

	ARG	BGD	BOL	BIH	BWA	BRA	BRN	BGR	BFA	KHM
PARTICIPATION À L'ÉLABORATION DES POLITIQUES	8	7	9	10	11	15	2	12	4	6
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou approuvent toute offre d'aide faite par ou en collaboration avec l'industrie du tabac dans la définition ou la mise en œuvre de politiques de santé publique en matière de lutte antitabac. (Rec. 3.1)	3	4	4	4	3	5	0	5	1	3
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou approuvent les politiques ou législations élaborées par/en collaboration avec l'industrie du tabac. (Rec. 3.4)	4	1	3	4	2	3	0	5	1	1
Les pouvoirs publics permettent/invitent un représentant de l'industrie du tabac à siéger au sein de son organisme inter-agences/comité multisectoriel/ groupe consultatif qui élabore la politique de santé publique. (Rec. 4.8)	1	1	1	1	5	4	1	1	1	1
Les pouvoirs publics nomment ou autorisent des représentants de l'industrie du tabac (y compris les entreprises publiques du tabac) à faire partie de la délégation à des réunions de la COP ou de ses organes subsidiaires ou acceptent qu'ils parrainent les délégués. (Rec. 4.9 et 8.3)	0	1	1	1	1	3	1	1	1	1
ACTIVITÉS DE RSE DE L'INDUSTRIE DU TABAC	5	5	5	4	0	5	0	5	3	3
Le gouvernement (ses agences et ses représentants) accepte des contributions (financières ou autres) de l'industrie du tabac (y compris des contributions au chapitre de la RSE). (Rec. 6.4) Les agences gouvernementales ou leurs représentants approuvent, soutiennent, constituent des partenariats ou participent à des activités de l'industrie du tabac dites socialement responsables. (Rec. 6.2)	5	5	5	4	0	5	0	5	3	3
AVANTAGES POUR L'INDUSTRIE DU TABAC	9	9	10	8	4	7	0	9	3	7
Les pouvoirs publics accèdent aux demandes de l'industrie du tabac visant à obtenir un délai plus long pour la mise en œuvre ou le report de la loi sur la lutte antitabac. (Rec. 7.1)	4	4	5	4	0	4	0	5	1	3
Les pouvoirs publics accordent des privilèges, des incitations, des exemptions fiscales ou avantages à l'industrie du tabac (Rec. 7.3)	5	5	5	4	4	3	0	4	2	4
FORMES D'INTERACTION NON NÉCESSAIRES	12	9	13	3	0	10	0	11	6	7
Les hauts fonctionnaires de l'État rencontrent/établissent des relations avec les compagnies de tabac, par exemple en participant à des activités sociales et autres événements parrainés ou organisés par les compagnies de tabac. (Rec. 2.1)	5	5	5	0	0	4	0	5	1	3
Les pouvoirs publics acceptent l'aide/les offres d'aide de l'industrie du tabac en matière d'application de la loi. (Rec. 3.1 et 4.3)	3	0	3	3	0	4	0	5	4	0
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou nouent des partenariats avec l'industrie du tabac. (Rec. 3.1)	4	4	5	0	0	2	0	1	1	4

	CMR	CAN	TCD	CHL	CHN	COL	CRI	CIV	CZE	DOM	ECU	EGY	SLV	ETH	FJI	FRA	GAB	GEO	DEU	GHA	GTM
	16	6	4	16	20	14	11	8	9	15	8	2	4	11	3	6	2	15	12	7	11
	5	2	1	5	5	4	0	3	4	5	4	0	0	5	1	3	0	5	5	4	5
	5	2	1	5	5	4	5	2	3	5	4	0	0	4	0	1	0	4	5	1	0
	5	1	1	5	5	5	5	2	1	5	0	1	3	1	1	1	1	5	1	1	5
	1	1	1	1	5	1	1	1	1	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
	5	3	0	1	5	4	3	0	4	5	4	4	5	3	5	2	5	2	5	4	5
	5	3	0	1	5	4	3	0	4	5	4	4	5	3	5	2	5	2	5	4	5
	8	7	8	4	8	7	7	8	10	10	9	10	9	9	10	3	8	10	8	8	7
	5	4	3	1	5	4	2	3	5	5	5	5	4	4	5	1	5	5	5	4	3
	3	3	5	3	3	3	5	5	5	5	4	5	5	5	5	2	3	5	3	4	4
	8	6	6	9	13	15	3	3	5	15	10	10	14	0	10	4	0	12	7	5	5
	5	3	4	1	4	5	3	1	3	5	3	5	5	0	5	2	0	5	5	1	5
	3	0	1	5	5	5	0	1	0	5	4	0	4	0	0	1	0	4	2	0	0
	0	3	1	3	4	5	0	1	2	5	3	5	5	0	5	1	0	3	0	4	0

Tableau sommaire

Suite

	ARG	BGD	BOL	BIH	BWA	BRA	BRN	BGR	BFA	KHM
TRANSPARENCE	8	9	9	10	4	6	5	10	6	7
Les pouvoirs publics ne divulguent pas publiquement les informations sur les réunions/ interactions avec l'industrie du tabac dans les cas où ces interactions sont strictement nécessaires à la réglementation. (Rec. 2.2)	3	4	4	5	3	3	0	5	1	2
Les pouvoirs publics devraient exiger que des règles soient adoptées pour la communication d'informations ou l'enregistrement des entités de l'industrie du tabac, des organisations qui leur sont affiliées et des individus qui agissent en leur nom, y compris les groupes de pression.	5	5	5	5	1	3	5	5	5	5
CONFLITS D'INTÉRÊTS	7	13	6	5	2	13	1	4	5	9
Les pouvoirs publics n'interdisent pas à l'industrie du tabac ou à toute entité qui s'attache à promouvoir ses intérêts de verser des contributions aux partis politiques, aux candidats ou aux campagnes politiques et n'exigent pas la divulgation intégrale des détails de ces contributions. (Rec. 4.11)	5	5	5	5	2	5	1	1	5	5
Les hauts fonctionnaires de l'État à la retraite travaillent au sein de l'industrie du tabac. (Rec. 4.4)	1	4	0	0	0	4	0	0	0	0
Les responsables officiels en poste et leurs proches occupent des postes dans une entreprise du tabac, y compris des postes de consultants. (Rec. 4.5, 4.8 et 4.10)	1	4	1	0	0	4	0	3	0	4
MESURES PRÉVENTIVES	21	20	18	18	12	10	6	22	15	19
Les pouvoirs publics ont mis en place une procédure de divulgation des documents de l'interaction avec l'industrie du tabac et ses représentants. (Rec. 5.1)	4	5	5	5	3	2	2	5	2	5
Les pouvoirs publics ont formulé, adopté ou mis en œuvre un code de conduite à l'intention des fonctionnaires, prescrivant les normes à respecter dans leurs interactions avec l'industrie du tabac. (Rec. 4.2)	5	4	2	1	3	1	1	5	4	3
Les pouvoirs publics exigent que l'industrie du tabac soumette périodiquement des informations sur la production de tabac, la fabrication de produits de tabac, la part de marché, les dépenses de commercialisation, les recettes et toutes autres activités, y compris les activités des groupes de pression, les activités caritatives, les contributions politiques. (Rec. 5.2)	2	2	4	2	2	2	0	5	2	5
Les pouvoirs publics disposent d'un programme/système/plan visant à sensibiliser systématiquement ses services aux politiques relatives aux lignes directrices de l'Article 5.3 de la CCLAT. (Rec. 1.1, 1.2)	5	5	5	5	3	3	2	5	5	4
Les pouvoirs publics ont mis en place une politique visant à interdire l'acceptation de toutes les formes de contributions/cadeaux de l'industrie du tabac (financières ou autres), y compris les offres d'aide, les projets de politique ou les invitations à des visites d'étude données ou offertes au gouvernement, à ses agences, aux fonctionnaires et à leurs proches. (Rec. 3.4)	5	4	2	5	1	2	1	2	2	2
TOTAL	74	72	70	58	33	66	14	73	42	58

	CMR	CAN	TCD	CHL	CHN	COL	CRI	CIV	CZE	DOM	ECU	EGY	SLV	ETH	FJI	FRA	GAB	GEO	DEU	GHA	GTM
	10	5	7	5	6	10	7	10	10	10	7	10	3	4	7	3	5	10	6	7	10
	5	3	3	2	3	5	2	5	5	5	4	5	0	1	3	2	3	5	3	5	5
	5	2	4	3	3	5	5	5	5	5	3	5	3	3	4	1	2	5	3	2	5
	10	4	13	7	8	11	4	3	7	15	6	5	5	2	7	4	14	12	10	8	5
	5	1	5	5	1	4	1	1	5	5	5	5	5	1	5	1	5	5	5	4	5
	5	2	5	1	3	5	3	0	2	5	1	0	0	0	1	2	4	4	4	0	0
	0	1	3	1	4	2	0	2	0	5	0	0	0	1	1	1	5	3	1	4	0
	24	17	8	18	13	17	23	16	23	25	22	22	22	8	23	10	19	22	22	19	24
	5	3	2	3	2	5	5	5	5	5	5	5	5	2	5	2	3	5	5	5	5
	5	4	1	2	2	3	5	3	3	5	4	5	5	1	5	2	3	4	5	4	5
	4	3	1	3	2	2	3	3	5	5	4	2	2	2	3	1	5	3	2	4	5
	5	5	3	5	4	3	5	3	5	5	5	5	5	2	5	3	4	5	5	5	4
	5	2	1	5	3	4	5	2	5	5	4	5	5	1	5	2	4	5	5	1	5
	81	48	46	60	73	78	58	48	68	100	66	63	62	37	65	32	53	83	70	58	67

Tableau sommaire

Suite

	HND	IND	IDN	IRN	IRQ	ISR	ITA	JAM	JPN	JOR
PARTICIPATION À L'ÉLABORATION DES POLITIQUES	10	7	15	4	7	10	14	8	16	16
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou approuvent toute offre d'aide faite par ou en collaboration avec l'industrie du tabac dans la définition ou la mise en œuvre de politiques de santé publique en matière de lutte antitabac. (Rec. 3.1)	0	1	5	1	1	4	4	1	4	5
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou approuvent les politiques ou législations élaborées par/en collaboration avec l'industrie du tabac. (Rec. 3.4)	3	0	5	1	0	4	4	5	5	5
Les pouvoirs publics permettent/invitent un représentant de l'industrie du tabac à siéger au sein de son organisme inter-agences/comité multisectoriel/ groupe consultatif qui élabore la politique de santé publique. (Rec. 4.8)	5	5	5	1	5	1	5	1	5	5
Les pouvoirs publics nomment ou autorisent des représentants de l'industrie du tabac (y compris les entreprises publiques du tabac) à faire partie de la délégation à des réunions de la COP ou de ses organes subsidiaires ou acceptent qu'ils parrainent les délégués. (Rec. 4.9 et 8.3)	2	1	0	1	1	1	1	1	2	1
ACTIVITÉS DE RSE DE L'INDUSTRIE DU TABAC	4	5	5	3	1	1	5	5	5	5
Le gouvernement (ses agences et ses représentants) accepte des contributions (financières ou autres) de l'industrie du tabac (y compris des contributions au chapitre de la RSE). (Rec. 6.4) Les agences gouvernementales ou leurs représentants approuvent, soutiennent, constituent des partenariats ou participent à des activités de l'industrie du tabac dites socialement responsables. (Rec. 6.2)	4	5	5	3	1	1	5	5	5	5
AVANTAGES POUR L'INDUSTRIE DU TABAC	5	4	10	10	8	7	10	5	9	10
Les pouvoirs publics accèdent aux demandes de l'industrie du tabac visant à obtenir un délai plus long pour la mise en œuvre ou le report de la loi sur la lutte antitabac. (Rec. 7.1)	0	0	5	5	4	4	5	4	4	5
Les pouvoirs publics accordent des privilèges, des incitations, des exemptions fiscales ou avantages à l'industrie du tabac (Rec. 7.3)	5	4	5	5	4	3	5	1	5	5
FORMES D'INTERACTION NON NÉCESSAIRES	15	14	15	8	10	8	13	3	11	15
Les hauts fonctionnaires de l'État rencontrent/établissent des relations avec les compagnies de tabac, par exemple en participant à des activités sociales et autres événements parrainés ou organisés par les compagnies de tabac. (Rec. 2.1)	5	5	5	4	5	0	4	0	4	5
Les pouvoirs publics acceptent l'aide/les offres d'aide de l'industrie du tabac en matière d'application de la loi. (Rec. 3.1 et 4.3)	5	4	5	1	0	4	4	0	3	5
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou nouent des partenariats avec l'industrie du tabac. (Rec. 3.1)	5	5	5	3	5	4	5	3	4	5

	KAZ	KEN	KOR	KWT	LAO	LBN	MDG	MYS	MDV	MUS	MEX	MNG	MNE	MOZ	MMR	NPL	NLD	NZL	NIC	NGA	NOR	
	11	2	5	7	9	3	2	16	4	2	9	6	4	8	5	3	2	2	2	6	2	
	2	0	3	5	5	1	0	5	1	0	3	1	0	3	1	1	0	0	0	0	0	0
	3	0	0	0	2	0	0	4	1	0	4	3	2	3	2	0	0	0	0	0	0	0
	5	1	1	1	1	1	1	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	5	1	1
	1	1	1	1	1	1	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
	1	1	5	1	0	5	5	3	0	0	2	1	3	4	4	4	0	0	0	5	0	
	1	1	5	1	0	5	5	3	0	0	2	1	3	4	4	4	0	0	0	5	0	0
	4	9	6	6	8	4	5	7	5	3	3	6	3	8	7	6	6	2	4	10	2	
	1	4	2	4	3	1	0	5	1	0	1	2	0	4	4	3	3	0	1	5	0	0
	3	5	4	2	5	3	5	2	4	3	2	4	3	4	3	3	3	2	3	5	2	2
	4	5	5	6	15	13	15	9	0	0	5	0	7	7	3	5	5	0	8	9	3	
	4	5	5	4	5	5	5	5	0	0	0	0	2	4	0	5	0	0	5	5	3	3
	0	0	0	1	5	5	5	4	0	0	3	0	0	3	0	0	5	0	0	0	0	0
	0	0	0	1	5	3	5	0	0	0	2	0	5	0	3	0	0	0	3	4	0	0

Tableau sommaire

Suite

	HND	IND	IDN	IRN	IRQ	ISR	ITA	JAM	JPN	JOR
TRANSPARENCE	8	9	10	10	10	7	5	4	9	8
Les pouvoirs publics ne divulguent pas publiquement les informations sur les réunions/ interactions avec l'industrie du tabac dans les cas où ces interactions sont strictement nécessaires à la réglementation. (Rec. 2.2)	3	5	5	5	5	4	3	0	4	5
Les pouvoirs publics devraient exiger que des règles soient adoptées pour la communication d'informations ou l'enregistrement des entités de l'industrie du tabac, des organisations qui leur sont affiliées et des individus qui agissent en leur nom, y compris les groupes de pression.	5	4	5	5	5	3	2	4	5	3
CONFLITS D'INTÉRÊTS	5	9	9	3	8	3	9	5	15	14
Les pouvoirs publics n'interdisent pas à l'industrie du tabac ou à toute entité qui s'attache à promouvoir ses intérêts de verser des contributions aux partis politiques, aux candidats ou aux campagnes politiques et n'exigent pas la divulgation intégrale des détails de ces contributions. (Rec. 4.1.1)	5	4	5	1	5	1	5	5	5	5
Les hauts fonctionnaires de l'État à la retraite travaillent au sein de l'industrie du tabac. (Rec. 4.4)	0	5	4	1	2	1	3	0	5	4
Les responsables officiels en poste et leurs proches occupent des postes dans une entreprise du tabac, y compris des postes de consultants. (Rec. 4.5, 4.8 et 4.10)	0	0	0	1	1	1	1	0	5	5
MESURES PRÉVENTIVES	23	10	16	12	23	15	19	20	23	14
Les pouvoirs publics ont mis en place une procédure de divulgation des documents de l'interaction avec l'industrie du tabac et ses représentants. (Rec. 5.1)	5	2	5	1	5	2	2	4	5	4
Les pouvoirs publics ont formulé, adopté ou mis en œuvre un code de conduite à l'intention des fonctionnaires, prescrivant les normes à respecter dans leurs interactions avec l'industrie du tabac. (Rec. 4.2)	5	2	2	3	5	3	5	3	5	2
Les pouvoirs publics exigent que l'industrie du tabac soumette périodiquement des informations sur la production de tabac, la fabrication de produits du tabac, la part de marché, les dépenses de commercialisation, les recettes et toutes autres activités, y compris les activités des groupes de pression, les activités caritatives, les contributions politiques. (Rec. 5.2)	4	2	2	2	3	4	2	5	3	2
Les pouvoirs publics disposent d'un programme/système/plan visant à sensibiliser systématiquement ses services aux politiques relatives aux lignes directrices de l'Article 5.3 de la CCLAT. (Rec. 1.1, 1.2)	5	2	5	5	5	4	5	4	5	4
Les pouvoirs publics ont mis en place une politique visant à interdire l'acceptation de toutes les formes de contributions/cadeaux de l'industrie du tabac (financières ou autres), y compris les offres d'aide, les projets de politique ou les invitations à des visites d'étude données ou offertes au gouvernement, à ses agences, aux fonctionnaires et à leurs proches. (Rec. 3.4)	4	2	2	1	5	2	5	4	5	2
TOTAL	70	58	84	50	67	51	75	50	88	82

	KAZ	KEN	KOR	KWT	LAO	LBN	MDG	MYS	MDV	MUS	MEX	MNG	MNE	MOZ	MMR	NPL	NLD	NZL	NIC	NGA	NOR
	10	6	10	10	8	6	7	10	10	10	6	9	5	10	9	10	7	6	6	7	10
	5	3	5	5	4	5	5	5	5	5	3	4	1	5	4	5	2	1	3	4	5
	5	3	5	5	4	1	2	5	5	5	3	5	4	5	5	5	5	5	3	3	5
	5	9	5	5	11	9	10	9	12	5	9	1	6	5	6	1	5	6	5	6	5
	5	5	5	5	1	5	5	5	5	5	5	1	5	5	1	1	5	5	5	1	5
	0	0	0	0	5	0	0	3	3	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	5	0
	0	4	0	0	5	4	5	1	4	0	4	0	1	0	2	0	0	1	0	0	0
	25	16	24	22	19	20	25	22	18	21	16	15	18	25	18	13	7	11	22	17	21
	5	4	5	5	5	5	5	5	4	5	3	5	4	5	2	5	1	1	5	5	5
	5	4	4	2	2	5	5	5	3	5	4	1	5	5	2	2	1	2	5	2	2
	5	4	5	5	4	3	5	5	4	5	3	5	2	5	5	2	2	2	2	4	5
	5	3	5	5	3	5	5	4	3	5	4	3	5	5	5	2	1	4	5	5	4
	5	1	5	5	5	2	5	3	4	1	2	1	2	5	4	2	2	2	5	1	5
	60	48	60	57	70	60	69	76	49	41	50	38	46	67	52	42	32	27	47	60	43

Tableau sommaire

Suite

	OMN	PAK	PLW	PAN	PRY	PER	PHL	POL	ROU	SEN
PARTICIPATION À L'ÉLABORATION DES POLITIQUES	4	1	2	3	11	15	16	14	12	5
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou approuvent toute offre d'aide faite par ou en collaboration avec l'industrie du tabac dans la définition ou la mise en œuvre de politiques de santé publique en matière de lutte antitabac. (Rec. 3.1)	0	1	0	0	1	4	5	4	5	1
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou approuvent les politiques ou législations élaborées par/en collaboration avec l'industrie du tabac. (Rec. 3.4)	2	0	0	1	4	5	5	4	5	2
Les pouvoirs publics permettent/invitent un représentant de l'industrie du tabac à siéger au sein de son organisme inter-agences/comité multisectoriel/ groupe consultatif qui élabore la politique de santé publique. (Rec. 4.8)	1	0	1	1	5	5	5	5	1	1
Les pouvoirs publics nomment ou autorisent des représentants de l'industrie du tabac (y compris les entreprises publiques du tabac) à faire partie de la délégation à des réunions de la COP ou de ses organes subsidiaires ou acceptent qu'ils parrainent les délégués. (Rec. 4.9 et 8.3)	1	0	1	1	1	1	1	1	1	1
ACTIVITÉS DE RSE DE L'INDUSTRIE DU TABAC	4	3	0	2	4	2	5	4	3	1
Le gouvernement (ses agences et ses représentants) accepte des contributions (financières ou autres) de l'industrie du tabac (y compris des contributions au chapitre de la RSE). (Rec. 6.4) Les agences gouvernementales ou leurs représentants approuvent, soutiennent, constituent des partenariats ou participent à des activités de l'industrie du tabac dites socialement responsables. (Rec. 6.2)	4	3	0	2	4	2	5	4	3	1
AVANTAGES POUR L'INDUSTRIE DU TABAC	2	7	0	3	7	9	8	3	10	6
Les pouvoirs publics accèdent aux demandes de l'industrie du tabac visant à obtenir un délai plus long pour la mise en œuvre ou le report de la loi sur la lutte antitabac. (Rec. 7.1)	1	2	0	2	3	4	3	0	5	2
Les pouvoirs publics accordent des privilèges, des incitations, des exemptions fiscales ou avantages à l'industrie du tabac (Rec. 7.3)	1	5	0	1	4	5	5	3	5	4
FORMES D'INTERACTION NON NÉCESSAIRES	3	7	0	9	8	3	13	14	15	6
Les hauts fonctionnaires de l'État rencontrent/établissent des relations avec les compagnies de tabac, par exemple en participant à des activités sociales et autres événements parrainés ou organisés par les compagnies de tabac. (Rec. 2.1)	3	5	0	3	0	3	5	5	5	2
Les pouvoirs publics acceptent l'aide/les offres d'aide de l'industrie du tabac en matière d'application de la loi. (Rec. 3.1 et 4.3)	0	0	0	4	3	0	4	5	5	2
Les pouvoirs publics acceptent, soutiennent ou nouent des partenariats avec l'industrie du tabac. (Rec. 3.1)	0	2	0	2	5	0	4	4	5	2

	SLB	ZAF	ESP	LKA	SDN	SWE	CHE	TZA	THA	TUR	UGA	UKR	GBR	USA	URY	VEN	VNM	ZMB
	7	5	6	5	6	12	15	16	10	16	4	6	4	15	12	12	12	14
	0	0	0	1	0	5	5	4	4	5	1	2	1	5	5	3	4	5
	3	1	0	2	0	5	5	5	1	5	1	2	1	5	5	3	4	3
	3	3	5	1	5	1	5	5	4	5	1	1	1	5	1	5	3	5
	1	1	1	1	1	1	0	2	1	1	1	1	1	0	1	1	1	1
	3	4	3	5	1	5	5	5	3	5	5	2	2	5	3	3	5	5
	3	4	3	5	1	5	5	5	3	5	5	2	2	5	3	3	5	5
	5	8	7	5	9	10	10	9	5	9	6	5	4	10	8	5	2	9
	1	4	3	4	5	5	5	5	3	4	5	2	2	5	3	0	0	5
	4	4	4	1	4	5	5	4	2	5	1	3	2	5	5	5	2	4
	8	11	9	0	0	5	11	10	5	5	4	6	11	9	6	6	10	8
	5	4	5	0	0	5	5	5	3	5	0	3	5	0	4	5	5	5
	0	3	0	0	0	0	1	0	1	0	3	2	3	4	0	0	5	0
	3	4	4	0	0	0	5	5	1	0	1	1	3	5	2	1	0	3

Tableau sommaire

Suite

	OMN	PAK	PLW	PAN	PRY	PER	PHL	POL	ROU	SEN
TRANSPARENCE	5	8	7	7	5	6	3	3	10	9
Les pouvoirs publics ne divulguent pas publiquement les informations sur les réunions/ interactions avec l'industrie du tabac dans les cas où ces interactions sont strictement nécessaires à la réglementation. (Rec. 2.2)	0	3	2	3	3	3	0	1	5	5
Les pouvoirs publics devraient exiger que des règles soient adoptées pour la communication d'informations ou l'enregistrement des entités de l'industrie du tabac, des organisations qui leur sont affiliées et des individus qui agissent en leur nom, y compris les groupes de pression.	5	5	5	4	2	3	3	2	5	4
CONFLITS D'INTÉRÊTS	9	10	9	11	14	1	8	6	5	5
Les pouvoirs publics n'interdisent pas à l'industrie du tabac ou à toute entité qui s'attache à promouvoir ses intérêts de verser des contributions aux partis politiques, aux candidats ou aux campagnes politiques et n'exigent pas la divulgation intégrale des détails de ces contributions. (Rec. 4.1.1)	0	5	5	5	5	1	5	1	5	5
Les hauts fonctionnaires de l'État à la retraite travaillent au sein de l'industrie du tabac. (Rec. 4.4)	5	4	0	3	5	0	3	4	0	0
Les responsables officiels en poste et leurs proches occupent des postes dans une entreprise du tabac, y compris des postes de consultants. (Rec. 4.5, 4.8 et 4.10)	4	1	4	3	4	0	0	1	0	0
MESURES PRÉVENTIVES	16	17	21	11	21	23	7	18	25	23
Les pouvoirs publics ont mis en place une procédure de divulgation des documents de l'interaction avec l'industrie du tabac et ses représentants. (Rec. 5.1)	5	5	3	3	5	5	1	5	5	5
Les pouvoirs publics ont formulé, adopté ou mis en œuvre un code de conduite à l'intention des fonctionnaires, prescrivant les normes à respecter dans leurs interactions avec l'industrie du tabac. (Rec. 4.2)	2	3	4	2	4	3	1	5	5	5
Les pouvoirs publics exigent que l'industrie du tabac soumette périodiquement des informations sur la production de tabac, la fabrication de produits du tabac, la part de marché, les dépenses de commercialisation, les recettes et toutes autres activités, y compris les activités des groupes de pression, les activités caritatives, les contributions politiques. (Rec. 5.2)	5	2	5	2	2	5	2	2	5	5
Les pouvoirs publics disposent d'un programme/système/plan visant à sensibiliser systématiquement ses services aux politiques relatives aux lignes directrices de l'Article 5.3 de la CCLAT. (Rec. 1.1, 1.2)	2	2	5	2	5	5	2	5	5	4
Les pouvoirs publics ont mis en place une politique visant à interdire l'acceptation de toutes les formes de contributions/cadeaux de l'industrie du tabac (financières ou autres), y compris les offres d'aide, les projets de politique ou les invitations à des visites d'étude données ou offertes au gouvernement, à ses agences, aux fonctionnaires et à leurs proches. (Rec. 3.4)	2	5	4	2	5	5	1	1	5	4
TOTAL	43	53	39	46	70	59	60	62	80	55

	SLB	ZAF	ESP	LKA	SDN	SWE	CHE	TZA	THA	TUR	UGA	UKR	GBR	USA	URY	VEN	VNM	ZMB
	9	7	5	5	10	7	10	6	7	10	6	6	6	8	10	10	6	10
	5	4	3	0	5	2	5	3	3	5	3	3	2	3	5	5	1	5
	4	3	2	5	5	5	5	3	4	5	3	3	4	5	5	5	5	5
	5	7	9	9	5	5	15	9	10	5	2	4	10	10	10	1	6	6
	5	3	3	5	5	5	5	5	4	5	1	1	5	5	5	1	1	5
	0	4	4	0	0	0	5	0	2	0	1	1	3	5	5	0	0	1
	0	0	2	4	0	0	5	4	4	0	0	2	2	0	0	0	5	0
	16	22	17	13	25	17	24	24	10	22	11	15	11	19	17	23	16	25
	4	5	4	3	5	5	5	5	2	5	4	4	2	2	5	5	5	5
	5	3	2	3	5	5	5	5	2	5	2	3	3	5	5	5	3	5
	3	4	2	3	5	0	5	4	2	2	1	3	2	2	2	3	2	5
	2	5	4	3	5	5	5	5	2	5	3	3	2	5	5	5	4	5
	2	5	5	1	5	2	4	5	2	5	1	2	2	5	0	5	2	5
	53	64	56	42	56	61	95	79	50	72	38	44	48	80	66	60	57	77

Annexes

Annexe I: Quelques exemples de campagnes environnementales de nettoyage parrainées par l'industrie du tabac

	COMPAGNIE DE TABAC	ACTIVITÉ PARRAINÉE
Brésil	JTI	En 2022, la ville de Florianópolis (Santa Catarina) s'est associée à JTI et Poiato pour installer des collecteurs de mégots dans 10 quartiers de la ville, y compris des plages. ³⁰⁵
Bulgarie	L'association bulgare de l'industrie du tabac (BATI)	Le ministère de l'environnement et de l'eau (MoEW) a collaboré à une campagne de BATI sur la prévention de la pollution par les mégots de cigarettes et les produits du tabac, sous la devise "Et alors?" ^{306,307}
Colombie	PMI	En 2022, l'Unité administrative spéciale des services publics de Bogota a lancé une campagne en partenariat avec PMI pour ramasser les mégots de cigarettes. ³¹¹
Costa Rica	PMI	En 2022, l'ONG Five Minute Foundation a mis en œuvre le projet «Donne un sens à tes mégots» (<i>Dale rumbo a tus colillas</i>), parrainé par PMI, l'Université du Costa Rica et les gouvernements locaux de Belén (Heredia) et de Montes de Oca (San José). ^{212,313}
Allemagne	Philip Morris Allemagne	Le 11 juin 2021, PMI a parrainé #cleanffm à Francfort pour nettoyer les déchets, dont les mégots de cigarettes. ³¹⁴
Guatemala	PMI	En mai 2021, PMI a lancé un projet qui encourage les clients à apporter leurs bâtonnets usagés de tabac chauffé HEETS afin qu'ils soient recyclés par la compagnie ECOTERMO. ^{315,316}
Italie	PMI	La campagne de sensibilisation #CAMBIAGESTO visant l'élimination adéquate des mégots de cigarettes a été approuvée par le ministère de la Transition écologique. Plus de 270 000 porte-mégots de poche ont été distribués aux fumeurs. ³¹⁷
Kazakhstan	PMI	100 employés ont participé à un nettoyage dans un parc national et ont ramassé 1 500 mégots de cigarettes. ³¹⁸
Malaisie	Philip Morris Malaisie	Philip Morris Malaisie a installé 200 collecteurs de mégots dans tout le pays (par l'intermédiaire de Puntong Enterprise), ciblant les lieux touristiques près des plages ainsi que certaines zones urbaines. ³¹⁹
Mexique	Philip Morris Mexique	Philip Morris Mexique et Ecofilter se sont associés pour déployer une campagne nationale qui visait, d'une part, à mobiliser des bénévoles (ambassadeurs) pour ramasser les mégots de cigarettes, deuxièmement à installer de nombreuses poubelles à cigarettes dans des espaces publics très fréquentés, et troisièmement à lancer la campagne de sensibilisation nationale intitulée «Pour le meilleur et pour le pire» (Para bien o para mal) ³²⁰ et mettre de l'avant un projet pilote de recyclage des mégots.
Philippines	Philip Morris Fortune Tobacco Corp	Les villes de Western Bicutan, Lapan Coastal, Baguio City et Cebu ont collecté 57 000 mégots de cigarettes dans le cadre de la Journée mondiale du nettoyage. ^{321,322}

COMPAGNIE DE TABAC ACTIVITÉ PARRAINÉE

Corée	KT&G	Le gouvernement local de la ville de Suwon et KT&G ont formé un partenariat dans le cadre de la campagne environnementale «Pseudam Pseudam» (les mégots à les poubelles). KT&G a été autorisé à installer 33 collecteurs de mégots dans 23 établissements publics. ³²³
Afrique du Sud	PMI	300 kg de mégots sont collectés chaque mois dans les 300 collecteurs de mégots du centre-ville de Cape Town. ³²⁴
Espagne	Le Bureau du tabac (Mesa del Tabaco) parrainé par PMI, BAT, JTI, Altadis et d'autres ³²⁵	Le gouvernement municipal de Saint-Jacques-de-Compostelle a collaboré à la distribution de 4 500 cendriers portables afin de favoriser le ramassage de mégots de cigarettes. ³²⁶ Le groupe a également parrainé une campagne de nettoyage de la plage de Tarifa et a distribué 5 000 cendriers portables réutilisables ainsi que 5 000 sacs en papier pour les déchets. ³²⁷
Suède	Philip Morris Suède	L'entreprise a parrainé l'organisation suédoise et campagne d'éco-blanchiment "Håll Sverige Rent" (Maintenir la Suède propre). Des membres du Parlement ont appuyé et participé à des campagne d'éco-blanchiment ³²⁸ qui incluaient des programmes de ramassage de mégots de cigarettes par des enfants.
Suisse	JTI PMI Suisse	En 2022, l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) a approuvé une initiative de nettoyage de l'environnement parrainée par Swiss Cigarette, JTI et d'autres. ³²⁹ La ville de Lausanne, en partenariat avec PMI Suisse, a ramassé 30 000 mégots. ³³⁰ PMI a ciblé les villes suisses de Genève et de Châtel-St-Denis où est située la compagnie suisse Cortexia, qui collabore avec PMI, pour recruter des villes pour sa campagne. Le site web de PMI inclut des «témoignages» de fonctionnaires de Bâle, Genève et Zurich. ^{331,332}
Uruguay	PMI	L'ONG «Plus de mégots» (No más colillas) ³³³ a mené une campagne de nettoyage financée par PMI ³³⁴ bien que les activités de RSE soient interdites.

*En 2018, PMI n'avait pas inclus de catégorie sur l'environnement dans ses dépenses de RSE. En 2022, elle a canalisé 3 % de ses contributions à des enjeux environnementaux.

Annexe II: Partenariats entre l'IT et des gouvernements ou institutions publiques

Argentine	Le ministre de l'Éducation, de la Culture, des Sciences et de la Technologie a signé un accord avec Alliance One, Minera Mansfield et l'Université provinciale d'administration publique pour la réalisation de cours de formation professionnelle. ³³⁵
Bangladesh	En mars 2022, le ministère des Industries (Bangladesh Sugar and Food Industries Corporation) a conclu un partenariat avec la BATB pour développer des variétés améliorées de canne à sucre afin de répondre à la demande croissante de sucre. ³³⁶
Bosnie et Herzégovine	En décembre 2021, les maires de Sarajevo et de la vieille ville Stari Grad ont conclu un accord avec PMI pour la campagne «UNSMOKE SARAYEVO». ³³⁷
Cambodge	Le 10 novembre 2021, l'Unité de lutte contre la corruption (ACU) a signé un protocole d'entente pour coopérer avec Huotraco International Ltd (un distributeur d'Imperial Brands). ³³⁸
Colombie	La Fédération nationale des départements (FND) a conclu une entente avec PMI qui prévoit de former les forces de l'ordre et leur porter assistance en vue des opérations de lutte contre la contrebande. ³³⁹
Inde	En mai 2022, l'Institut indien de technologie (IIT) de Delhi a signé un protocole d'entente avec ITC Ltd pour soutenir la recherche dans des domaines ciblés de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM). ³⁴⁰
Indonésie	En 2021, le ministère de l'investissement (BKPM) a collaboré avec PT HM Sampoerna pour promouvoir le programme de portail en ligne unique d'appels d'offre (OSS) pour les petites et moyennes entreprises. Cette collaboration a été soutenue par le ministre des Coopératives et des PME et le ministre des Entreprises publiques. ³⁴¹
Italie	BAT Italie a signé un protocole d'entente de trois ans avec le ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et des Forêts pour l'achat de 15 000 tonnes de tabac italien, ce qui représente un investissement de 60 millions d'euros. ³⁴²
Corée	KT&G a signé un protocole d'entente avec l'Institut national d'écologie pour protéger l'écologie du pays, et s'est engagé à remplacer ses voitures de fonction par des modèles écologiques d'ici 2030. ³⁴³ Le ministre de l'Environnement était présent à la cérémonie de l'entreprise pour souligner l'évènement.
RDP Lao	L'entente d'autorisation d'investissement conclu entre le groupe Imperial et le gouvernement de la RDP Lao (2001 - 2025) accorde un traitement préférentiel à l'industrie. ³⁴⁴
Madagascar	En janvier 2021, les autorités malgaches ont signé avec Imperial Brands le projet Madagasikarantsika, une initiative de RSE pour la protection de l'environnement. ³⁴⁵
Nigeria	L'agence météorologique du Nigeria (NiMET) a signé un protocole d'entente avec BATNF ³⁴⁶ afin de fournir des informations météorologiques aux agriculteurs.
Paraguay	En avril 2021, le ministère de l'Environnement et du Développement durable (MADES) a conclu une entente avec TABESA en vertu de laquelle l'entreprise est reconnue et certifiée pour ses services environnementaux dans le cadre de la loi 3001/06 - Évaluation et compensation pour services environnementaux rendus. ³⁴⁷

Pologne	Le 2 mars 2023, la Direction générale de la police (le directeur du bureau de lutte contre la criminalité économique de la police nationale) a travaillé en collaboration avec BAT et JTI pour lutter contre la production et le commerce illicites de produits du tabac. ³⁴⁸
Philippines	Le Kapatid Angat Lahat (KALAP) est un «partenariat public-privé qui fait la promotion de croissance économique inclusive [pour les agriculteurs]» ³⁴⁹ en les «intégrant dans la chaîne de valeur des grandes entreprises», ³⁵⁰ développé en partenariat avec Universal Leaf Philippines Inc.
Roumanie	En juillet 2021, BAT a fourni des équipements de numérisation à la Direction générale des douanes, en partenariat avec la police roumaine, la police frontalière et l'Agence nationale d'administration fiscale. ³⁵¹
Afrique du Sud	La National Prosecuting Authority (NPA) a signé un protocole d'entente avec Business Leadership South Africa (BLSA), dont BATSA, PMI et Remgro Ltd sont membres, ³⁵² qui favorise l'utilisation de compétences techniques pour aider la NPA à monter ses dossiers et à engager des poursuites. ³⁵³

Annexe III: Les missions diplomatiques impliquées dans la promotion du tabac

Chine	En juillet 2021, des demandes de SindiTabaco au Brésil ont été transmises à l'ambassade de Chine par l'intermédiaire d'un secrétaire d'État. ³⁵⁴
Allemagne	Le 18 mai 2022, l'ambassadeur d'Allemagne à Beyrouth, Andreas Kindl, a visité la Régie. ³⁵⁵
Honduras	Le 28 avril 2022, l'ambassade du Honduras à Berlin a parrainé une réunion de l'Association fédérale allemande pour l'industrie du cigare. Parmi les participants figuraient des hommes politiques et sept ambassadeurs. ³⁵⁶
Italie	Le 25 mars 2023, l'ambassadeur d'Italie en Tanzanie, Marco Lombardi, et l'ambassadeur Col (Rtd) Fred Mwesigye ont inauguré un salon de cigares à Dar es Salaam. ³⁵⁷
Japon	<p>Le 21 mai 2021, l'ambassade du Japon en Éthiopie et JTI ont conclu un protocole d'entente sur un cadre de coopération visant à offrir des bourses d'étude au Japon à des étudiants éthiopiens.³⁵⁸</p> <p>Le 25 février 2022, l'ambassadeur du Japon au Bangladesh était l'invité d'honneur d'un événement parrainé par JTI Bangladesh pour dévoiler une exposition de photos à l'occasion des 50 ans d'amitié entre le Japon et le Bangladesh.³⁵⁹</p> <p>Le 9 septembre 2022, l'ambassadeur en Tanzanie, Yosushi Misawa, a assisté à la cérémonie de pose de la première pierre d'une école secondaire financée par JTI dans la région de Tabora en Tanzanie.³⁶⁰</p> <p>Le 23 septembre 2022, l'ambassadeur du Japon au Cambodge, Mikami Masahiro, a assisté à la cérémonie d'inauguration du nouveau siège social de JTI Cambodge.³⁶¹</p>
Royaume-Uni	<p>En décembre 2022, le haut-commissaire adjoint britannique au Nigeria, Ben Llewellyn-Jones, a assisté au gala de l'association Nigeria-Grande-Bretagne à Lagos. M. Llewellyn-Jones a pris la parole lors de l'évènement qui «a été organisé en partenariat» avec plusieurs acteurs du secteur privé, dont BAT.³⁶²</p> <p>En février 2023, un représentant de l'ambassade britannique au Liban a participé à l'inauguration d'une nouvelle ligne de production de la Régie, le monopole d'État libanais du tabac. Des représentants de compagnies internationales de tabac ont également assisté à la cérémonie.³⁶³</p>

Annexe IV: Les récompenses frivoles accordées aux fabricants de tabac

PAYS	FONCTIONNAIRE/ MINISTÈRE	PRIX	COMPAGNIE
Bangladesh	Ministre des Finances/ Conseil national du revenu	28 décembre 2022: «Prix au plus grand contribuable» pour l'année fiscale 2021-22 ³⁶⁴ L'usine Maya Bidi a été récompensée pour avoir payé la TVA. ³⁶⁵	BAT Bangladesh Usine de Maya Bidi
Honduras	Ministre du Tourisme	Prix Copán: Pays producteur de tabac de premier plan ³⁶⁶	Flor de Copán Honduras
Indonésie	Ministère de l'Environnement et des Forêts	Prix du Programme d'évaluation de la performance des industries vertes (PROPER) sur le développement environnemental durable ³⁶⁷	PT HM Sampoerna (PMI)
Iran	Ministre adjoint du Silence	Mai 2022: Responsabilité sociale et développement économique durable ³⁶⁸	Iran Tobacco Co
Japon	Ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie	White 500: Organisation exceptionnelle pour sa «gestion soucieuse de la santé» ³⁶⁹	Japan Tobacco Inc.
Corée	Premier ministre/ Chambre de commerce et d'industrie de Corée	Mention élogieuse du Premier ministre: Gestion durable ³⁷⁰	KT&G
RDP Lao	Premier ministre	Une entreprise de pointe exceptionnelle ³⁷¹	Lao-Chine Hongta
Liban	Commandant de l'armée	Blason d'honneur ³⁷²	Régie libanaise des Tabacs et Tombacs
Népal	Ministre des Finances	Le plus important contribuable ³⁷³	Surya Nepal
Philippines	Gouvernement de la ville de Davao	Mars 2023: l'un des dix premiers contribuables de la ville ³⁷⁴	Philip Morris Fortune Tobacco Corp
Espagne	Conseil municipal de Badajoz, Estrémadure	30 novembre 2022: «Meilleur entrepreneur» ³⁷⁵	Philip Morris Espagne
Suède	Ministre des Affaires rurales	Skruf a reçu le prix de «l'exportateur de produits alimentaires de l'année» pour ses exportations réussies sur le marché norvégien ³⁷⁶	Skruf, le deuxième plus grand fabricant de snus des pays nordiques
Turquie	Président	Assemblée des exportateurs de Turquie: la catégorie «Gagnant de l'industrie» en 2022; JT1 les prix sont remis par le Président. ³⁷⁷	JTI

PAYS	FONCTIONNAIRE/ MINISTÈRE	PRIX	COMPAGNIE
Vietnam	Président du comité populaire de la ville de Ho Chi Minh Fédération vietnamienne du Commerce et de l'Industrie et ministère du Travail, des Handicapés et des Affaires sociales	2021: octroi d'un certificat d'excellence pour sa performance de versements au budget de l'État à la ville de Ho Chi Minh ³⁷⁸ 2022: le «Top 100 des entreprises durables au Vietnam» ³⁷⁹	Société de tabac de Saigon BAT Vietnam
Zambie	Ministre de l'Économie verte et de l'Environnement	Le 20 février 2023: Prix «Excellence de la RSE pour le soutien à l'infrastructure de l'éducation» ³⁸⁰	JTI Zambie

Annexe V: Le phénomène des portes tournantes entre les fonctionnaires et les dirigeants de l'industrie

PAYS	GOVERNEMENT		INDUSTRIE
Bangladesh	Depuis le 1er novembre 2022, secrétaire principal du cabinet du Premier ministre et secrétaire principal du ministère de l'Administration publique	◀ ▶	Administrateurs non exécutifs de BAT Bangladesh depuis le 21 juin 2020. ³⁸¹
Brésil	Ancien directeur de Anvisa (agence de régulation de la santé) Ancien sénateur et gouverneur de Paraíba	>	Consultant auprès de BAT Brésil ³⁸² Lobbyiste pour Philip Morris Brésil ³⁸³
Colombie	Luis Felipe Torres, ex directeur de la réglementation au ministère du Commerce	>	Responsable des affaires extérieures pour la Colombie et le Pérou chez PMI ³⁸⁴
Costa Rica	Ancien chef adjoint du parti de l'Unité sociale chrétienne qui s'est ouvertement opposé à la loi sur les SEAN et les PTC.	>	PMI Amérique centrale et Caraïbes
Gabon	Ancien ministre, actuellement conseiller politique du chef de l'État et haut-commissaire de la République ³⁸⁵	◀ ▶	Président du conseil d'administration de CECA-GADIS
Ghana	M. Samuel Dentu, actuel directeur général adjoint de l'Autorité ghanéenne de promotion des exportations	<	Ancien directeur financier de BAT au Ghana; directeur général de BAT pour la Côte d'Ivoire, le Mali, le Burkina Faso, la Gambie, le Liberia et la Sierra Leone ³⁸⁶

PAYS	GOVERNEMENT	INDUSTRIE
Inde	Subramanian Lakshminarayanan, fonctionnaire de IAS à la retraite, a occupé des postes à responsabilité au sein des ministères de l'Intérieur, des Communications et des Technologies de l'information et de la Radiodiffusion	Administrateur indépendant au conseil d'administration de Godfrey Philips ³⁸⁷
Indonésie	Benny Wahyudi, ancien directeur général de l'agro-industrie, ministère de l'Industrie	Président de Gaprindo (Association of White Cigarette Manufacturers) ³⁸⁸
Japon	Masato Kitera, vice-ministre adjoint, ministère des Affaires étrangères. Ambassadeur auprès de la République française, de la Principauté d'Andorre et de la Principauté de Monaco ³⁸⁹	Masato Kitera, directeur (directeur externe indépendant) de Japan Tobacco
Panama	Rodolfo Samuda, directeur général adjoint technique de l'Autorité nationale des Douanes	Consultant pour PMI et BAT, participant à des événements de l'IT en tant qu'expert. ³⁹⁰
Pologne	Adam Siekierski, premier conseiller fiscal pour la TVA et les droits d'accises à la Représentation permanente de la Pologne auprès de l'UE	Directeur des affaires fiscales et de la prévention du commerce illicite, Philip Morris Distribution Polska Sp ³⁹¹
Suisse	Gregor Rutz, membre du Conseil national de la Suisse	Président salarié de Swiss Tobacco ³⁹²
Tanzanie	Baraka Jonathan Katemba, directeur des finances et de l'administration de la Copyright Society depuis octobre 2020 ³⁹³	Conseil d'administration de TCC du 23 avril 2018 au 22 avril 2021
Turquie	M. Riza Tuna Turagay, vice-ministre du Commerce depuis janvier 2019 ³⁹⁴	Ancien membre du conseil d'administration de BAT Turquie jusqu'en janvier 2019
Uruguay	Eduardo Mezzera, ancien ministre adjoint des Affaires étrangères ³⁹⁵	Conseiller juridique de Montepaz, principale compagnie de tabac en Uruguay

Annexe VI: Les entreprises publiques de tabac

Chine	L'Administration nationale du monopole du tabac (STMA) et la China National Tobacco Corporation (CNTC) contrôlent 96 % du marché. ³⁹⁶ Elles se partagent la responsabilité de la gestion centrale. La STMA est membre du groupe directeur de la coordination interministérielle pour la mise en œuvre de la CCLAT de l'OMS. ³⁹⁷
Égypte	Le ministère de l'Investissement détient 49,4 % du capital de Eastern Company S.A.E. ³⁹⁸ En 2021, il contrôlait 70 % du marché. ³⁹⁹
Iran	Après la privatisation de l'Iranian Tobacco Company (ITC), la moitié de ses actions a été acquise par le Fonds de pension du ministère des Coopératives, du Travail et de la Protection sociale. ⁴⁰⁰ Le conseil d'administration de l'ITC est nommé par le ministère. Il détient 5 % du marché du tabac. ⁴⁰¹
Irak	L'usine de tabac et de cigarettes de Bagdad est la seule usine publique d'Irak qui produit du tabac et des cigarettes au niveau local. ⁴⁰² Bien qu'appartenant au gouvernement, cette usine est exploitée par le secteur privé et partage une partie de ses revenus avec le gouvernement.
Japon	La loi sur Japan Tobacco Inc. oblige le gouvernement japonais à détenir des actions de Japan Tobacco Inc. Le ministère des Finances est un actionnaire important qui détient 33,35 % des parts de Japan Tobacco Inc. ⁴⁰³ JTI détient 42 % du marché. ⁴⁰⁴
RDP Lao	Le gouvernement de la RDP Lao a créé Lao Tobacco Ltd (LTL) dans le cadre d'une coentreprise avec Imperial Tobacco Group (53 %), et LTL contrôle environ 80 % du marché du tabac. ⁴⁰⁵
Liban	La Régie libanaise des Tabacs et Tombacs est une entreprise publique. Elle est la seule entité au Liban légalement autorisée à fabriquer, distribuer et vendre du tabac et du tombac (tabac pour pipe à eau) et relève de la compétence du ministère des Finances. ⁴⁰⁶ La Régie contrôle 63 % du marché. ⁴⁰⁷
Madagascar	L'État malgache est partenaire-actionnaire dans les quatre filiales d'Imperial Brands Madagascar à travers les sociétés SONAPAR, FIARO, ARO et OFMATA. ⁴⁰⁸
Thaïlande	L'Autorité du tabac de Thaïlande (TOAT), ⁴⁰⁹ anciennement appelée le Monopole du tabac thaïlandais (TTM), est une entreprise d'État enregistrée en tant qu'agence gouvernementale sous la supervision du ministère des Finances de la Thaïlande. La TOAT contrôle 64 % du marché. ⁴¹⁰
Vietnam	L'industrie vietnamienne du tabac se compose de 30 entreprises regroupées au sein de six sociétés. Ces sociétés sont impliquées dans divers secteurs mais la production et le commerce du tabac sont leurs principales activités. Elles sont soit «propriété du gouvernement ou du secteur public, relevant au gouvernement central ou à un gouvernement local, à un ministère ou au Parti communiste». La Vietnam National Tobacco Corporation (Vinataba) est la plus importante des six sociétés, contrôlant 59 % du marché des cigarettes. ⁴¹¹

PRINCIPAUX COLLABORATEURS DANS CHAQUE PAYS

1. Argentine: Fundación Interamericana del Corazón Argentina
2. Bangladesh: PROGGA Knowledge for Progress
3. Bolivie: Fundación InterAmericana del Corazón
4. Bosnie-Herzégovine: PROI Progressive Reinforcement of Organizations and Individuals
5. Botswana: Anti-Tobacco Network
6. Brésil: ACT Health Promotion
7. Brunei Darussalam: Ministère de la Santé
8. Bulgarie: Smoke-Free Life Coalition
9. Burkina Faso: Afrique contre le tabac
10. Cambodge: Cambodia Movement for Health
11. Cameroun: Coalition camerounaise contre le tabac
12. Canada: Action on Smoking & Health (ASH Canada)
13. Tchad: Association pour la Défense des Droits des Consommateurs (ADC)
14. Chili: Alianza ENT Chile
15. Chine: Consultant
16. Colombie: Red Papaz
17. Costa Rica: Red Nacional Antitabaco
18. Côte d'Ivoire: Comité/Club Unesco Universitaire pour la lutte contre la drogue et autres pandémies
19. République tchèque: Première faculté de médecine, Université Charles, Prague
20. République dominicaine: Alianza Dominicana Antitabaquismo
21. Équateur: Corporate Accountability
22. Égypte: Association égyptienne contre le tabagisme, la tuberculose et les maladies respiratoires
23. El Salvador: Centro para la Defensa del Consumidor
24. Éthiopie: Health Development & Anti-Malaria Association
25. Fidji: Fiji Cancer Society
26. France: Comité national contre le tabagisme
27. Gabon: Mouvement Populaire pour la Santé au Gabon
28. Géorgie: Tobacco Control Alliance, Géorgie
29. Allemagne: Laura Graen, Centre allemand de recherche sur le cancer
30. Ghana: Vision for Alternative Development
31. Guatemala: Departamento de Investigación, Unidad de Cirugía Cardiovascular
32. Honduras: Centro de Promoción en Salud y Asistencia Familiar
33. Inde: Partners In Change
34. Indonésie: Widyastuti Soerojo, Mouhamad Bigwanto, Indonesia Health Policy Forum
35. Iran (République islamique d'): Iranian Anti-Tobacco Association
36. Irak: Centre Alrafidain pour le développement de la santé, Bagdad
37. Israël: Smoke Free Israel
38. Italie: Laboratory of Lifestyle Epidemiology, Institut Mario Negri
39. Jamaïque: Jamaica Coalition for Tobacco Control
40. Japon: Japan Society for Tobacco Control
41. Jordanie: Ahmad Abbadi, consultant
42. Kazakhstan: For a Smoke-Free Kazakhstan
43. Kenya: Consumer Information Network
44. Corée (République de): Korea Center for Tobacco Control Research & Education
45. Koweït: Hala Alaouie, consultante
46. RDP Lao: Maniphanh Vongphosy, consultant
47. Liban: Hala Alaouie, Université de Bath, Rima Nakkash, Université George Mason
48. Madagascar: NY SAHY
49. Malaisie: Women's Action for Tobacco Control and Health
50. Maldives: NCD Alliance
51. Maurice: Marie France Chan Sun, Professeure associée, Université de Maurice
52. Mexique: Salud Justa México
53. Mongolie: Healthy City Association
54. Monténégro: Stevo Muk, consultant

55. Mozambique: Associação Moçambicana de Saúde Pública
56. Myanmar: People's Health Foundation
57. Népal: Health Rights & Tobacco Control Network
58. Pays-Bas: Institut Trimbos
59. Nouvelle-Zélande/Aotearoa: Cancer Society of New Zealand
60. Nicaragua: Fundación del Cáncer; Movicancer
61. Nigeria: Corporate Accountability and Public Participation for Africa (CAPPA)
62. Norvège: Norwegian Cancer Society
63. Oman: Ruth Mabry, consultante
64. Pakistan: Society for Alternative Media and Research
65. Palaos: Coalition for a Tobacco Free Palau
66. Panama: Facultad de Economía de la Universidad de Panamá
67. Paraguay: Enfoque Territorial
68. Pérou: Comisión Nacional de Lucha Antitabáquica (COLAT)
69. Philippines: HealthJustice Philippines
70. Pologne: Département de santé publique et de médecine sociale, Université de médecine de Gdansk
71. Roumanie: AER Pur Roumanie
72. Sénégal: Ligue sénégalaise contre le tabac
73. Îles Salomon: Global Youth Leadership Nexus
74. Afrique du Sud: Dhamaravelli Moodley, consultant, et National Council for Anti Smoking
75. Espagne: Institut catalan d'oncologie
76. Sri Lanka: Alcohol & Drug Information Centre
77. Suède: A Non Smoking Generation
78. Suisse: Association suisse pour la prévention du tabagisme
79. Soudan: Ikhlass Nimir, consultant
80. Tanzanie: Tanzania Tobacco Control Forum
81. Thaïlande: Action on Smoking and Health Foundation
82. Turquie: Turkish National Coalition on Tobacco or Health
83. Ouganda: Hellen Neima, consultante, et Health Consumers' Organisation (UNHCO)
84. Ukraine: Advocacy Center LIFE
85. Royaume-Uni: Tobacco Control Research Group, Université de Bath
86. États-Unis: Action on Smoking & Health
87. Uruguay: Centro de Investigación para la epidemia del tabaquismo (CIET)
88. Venezuela: Asociación Civil Tabaco o Salud
89. Vietnam: HealthBridge Vietnam
90. Zambie: Tobacco-Free Association of Zambia (TOFAZA)

Nous tenons à remercier tout particulièrement les collaborateurs du **Soudan** et de l'**Ukraine** qui ont travaillé dans des conditions extrêmement difficiles pour produire leur rapport national.

NOTES

1. World Health Organization. Guidelines for Implementation of Article 5.3 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. 2008 Available from: https://www.who.int/fctc/guidelines/article_5_3.pdf
2. Assunta M. Global Tobacco Industry Interference Index 2019. Global Center for Good Governance in Tobacco Control (GGTC). Bangkok, Thailand. 2019 Sep. Available from: <https://bit.ly/3x4yMvw>
3. Assunta M. Global Tobacco Industry Interference Index 2020. Global Center for Good Governance in Tobacco Control (GGTC). Bangkok, Thailand. 2020 Nov. Available from: <https://bit.ly/3kNOCs7>
4. Assunta M., Dorotheo E. U. SEATCA Tobacco Industry Interference Index: a tool for measuring implementation of WHO Framework Convention on Tobacco Control Article 5.3, Tob Control. 2014. Available from: <https://tobaccocontrol.bmj.com/content/25/3/313>
5. Congreso de la República de Guatemala. Diputados analizan dictamen e la iniciativa de Ley de Control de Tabaco y sus productos. 2021 Aug 2021. Available from: https://www.congreso.gob.gt/noticias_congreso/3334/2019/3#gsc.tab=0
6. Joint Select on the Tobacco Control Act, 2020. 2021 Jun 30. Available from: <https://www.youtube.com/watch?v=GHCy9q-j4tI&t=2680s>
7. Smith A. Advocacy group urges to speed up tobacco control law. Jamaica Observer. 2023 Apr 16. Available from: <https://www.jamaicaobserver.com/news/advocacy-group-urges-govt-to-speed-up-tobacco-control-law/>
8. National Assembly of Zambia. The Tobacco Act 2022. Available from: <https://www.parliament.gov.zm/node/10318>
9. PROI. Bosnia Tobacco Industry Interference Index. 2023. Available from: <https://globaltobaccoindex.org/countries>
10. Note: A regulatory decree to implement the law (Supreme Decree 4972) was issued in June 2023, outside the scope of this report.
11. EFE Agency. Study warns about the promotion of tobacco and vaping in social media networks in Bolivia. 2022 Oct 25. Available from: Study warns about the promotion of tobacco and vaping in social networks in Bolivia (yahoo.com)
12. Centro de información Oficial. Decree No. 282/022. Modification of Articles 7, 8 and 10 of Decree 120/019, relating to the packaging and labelling of tobacco products. 2022 Sep 9. Available from: <https://www.impco.com.uy/bases/decretos/282-2022/1>
13. El Observador: Lacalle Pou recognizes that flexibility in cigarette packaging was at the request of Montepaz. 2022 Sep 13. Available from: <https://www.elobservador.com.uy/nota/lacalle-pou-reconocio-que-flexibilizacion-en-empaquetado-de-cigarrillos-fue-para-beneficiar-a-montepaz-202291312503>
14. Report of Business Ombudsman Office of Georgia 2022, pp 6-7. Available from: <https://businessombudsman.ge/files/files/აბჯანობი-2022.pdf>
15. Business Media. The standard tobacco packaging requirement will come into effect on July 31, 2024. Business Media Georgia, 2022 Nov 29. Available from: <https://bm.ge/ka/article/tambaqos-standartuli-shefutvis-motxovna-2024-wlis-31-dekembridan-amoqmeddeba/121685>
16. SEATCA. Myanmar government delays implementation of standardised tobacco packaging. Eco-Business. 2022 Apr 28. Available from: <https://www.eco-business.com/press-releases/myanmar-government-delays-implementation-of-standardised-tobacco-packaging/>
17. Campaign for Tobacco Free Kids. UBINIG v. Government of the People's Republic of Bangladesh. 2017. Available from: <https://www.tobaccocontrolaws.org/litigation/decisions/ubinig-v-government-of-the-peoples-republic-of-bangladesh>
18. Tobacco companies violate tobacco control in Lao PDR [fact-sheet]. Southeast Asia Tobacco Control Alliance. 2018. Available from: <https://bit.ly/3ggqdqq>
19. Chidi Ugwu. FCCPC Begins Enforcement Of Graphic Health Warnings In Abuja. Independent Newspaper: 2021 Dec 8. Available from: <https://independent.ng/tobacco-fccpc-begins-enforcement-of-graphic-health-warnings-in-abuja/>
20. Untobaccocontrol.org. Oman: Tobacco products to be sold in plain packaging. 2023 Mar 20. Available from: <https://untobaccocontrol.org/impldb/oman-tobacco-products-to-be-sold-in-plain-packaging/>
21. "The industry" refers to the tobacco industry (tobacco companies) unless otherwise indicated.
22. GGTC. E-Cigarette Ban & Regulation: Global Status as of February 2022. 2022 Feb 28. Available from: <https://ggtc.world/knowledge/novel-emerging-tobacco-products-and-product-regulation/e-cigarette-ban-regulation-global-status-as-of-february-2022-1>
23. Sudestada.com.uy. Smoke by decree. Available from: <https://especiales.sudestada.com.uy/>
24. Werner F., Rodríguez M. N. and Levin A. The MSP misled Parliament: it responded to requests for reports with input from Philip Morris. 2022 May 31. Available from: Sudestada.com. The MSP deceived the parliament: it responded to requests for reports with inputs from Philip Morris - Sudestada
25. Rodríguez M. N., Werner F. and Levin A. Uruguay, from frontal enemy to silent ally of the tobacco industry. 2022 May 30. Available from: Uruguay, from frontal enemy to silent ally of the tobacco industry - Sudestada
26. Ojina E. Blow for BAT as Health CS as Kagwe declares Lyft illegal. Business Daily. 2020 Oct 7. Available from: <https://www.business-dailyafrica.com/bd/corporate/health/blow-bat-kagwe-declares-lyft-illegal-2459642>
27. The Africa Report. BAT reverses ban to relaunch nicotine pouches in Kenya. 2022 Aug 31. Available from: <https://www.theafricareport.com/234861/bat-reverses-ban-to-relaunch-nicotine-pouches-in-kenya/>
28. Menya W and Okoth E. Ministry, BAT agree on tobacco product. Nation. 2021 Apr 4. Available from: <https://nation.africa/kenya/business/ministry-bat-agree-on-nicotine-product-3347990>
29. Citizen platform against conflict of interest. Deputy Sergio Barrera Sepúlveda. 2021 Available from: Fichas_casos_No_cost_1.pdf (contraconflicto de intereses.org)
30. 2Firsts. Philip Morris International obtains Mexico's first electronic cigarette sales protection order. 2023 Jun 1. Available from: <https://www.2firsts.com/news/philip-morris-international-obtains-mexicos-first-electronic-cigarette-sales-protection-order>
31. Magsambol B. Heated bill lowering vape access age from 21 to 18 lapses into law. Rappler. 2022 Jul 26. Available from: Heated bill lowering vape access age from 21 to 18 lapses into law (rappler.com)
32. Bueno A, Dorotheo U. Philippines congress set to reverse protective tobacco control measures via retrogressive "vape bill". Blog. Tobacco Control. 2021 Dec 17. Available from: <https://blogs.bmj.com/tc/2021/12/17/philippine-congress-set-to-reverse-protective-tobacco-control-measures-via-retrogressive-vape-bill/>

- tive-tobacco-control-measures-via-retrogressive-vape-bill/
33. The LAWPHIL Project. Republic Act No. 11900. 2022 Jul 25 Available from: https://lawphil.net/statutes/repacts/ra2022/ra_11900_2022.html
 34. Post Today. "Chaiwut" Set up a working group to move forward with cheap e-cigarettes. 2022 Jan 15. Available from: <https://www.posttoday.com/social/general/673038>
 35. Ministry of Commerce researches the impact of e-cigarette control Recommendation to amend the Ministerial Announcement. 2022 Oct 08. Available from: <https://www.thairath.co.th/news/local/2521586>
 36. Malagutti V. Matteo Salvini, champion of the cigarette lobby, now stands against the anti-smoking crackdown. 2023 Mar 6. Available from: https://espresso.repubblica.it/politica/2023/03/06/news/matteo_salvini_sigarette-390764982/
 37. Tabaknee. Esigbond causes postponement of flavor ban on e-cigarettes. 2022 Jun 27. Available from: <https://www.tabaknee.nl/nieuws/item/2591-esigbond-veroorzaakt-uitstel-smaakjesverbod-e-sigaretten>
 38. Mytkalyk S. Due to Arakhamia's amendment, the budget will not receive UAH 3 billion. 2021 Mar 01. Liga.net. Available from: <https://blog.liga.net/user/smytkalyk/article/39257>
 39. Parliament of Ukraine. Draft Law on Amendments to the Tax Code of Ukraine (regarding taxation of goods moved (forwarded) in international postal and express shipments), Available from: https://w1.c1.rada.gov.ua/pls/zweb2/webproc4_1?pf3511=70268
 40. Mytkalyk S. Blog: Due to Arakhamia's amendment, the budget will not receive UAH 3 billion. Liga.net. 2021 Mar 01. Available from: <https://blog.liga.net/user/smytkalyk/article/39257>
 41. BAT Bangladesh letter opposing amendment to the Tobacco Control bill. 2022 Sep 28. Available from: <https://tinyurl.com/mtbaww3r>
 42. Hasan Mahmud. NBR wrote a letter to the Health Services Division. 2023 Mar 10. Available from: <https://tinyurl.com/23dk2cn2>,
 43. Business Association of Georgia. Tobacco Tactics. updated 2023 Jul 07. Available from: <https://tobaccotactics.org/article/business-association-of-georgia/>
 44. Parliament resolution on tobacco control - assessment of Nika Nanuashvili. Business Media Georgia. 2021 Apr 19. Available from: <https://bm.ge/ka/article/tambaqos-kontrolis-sheaxe-parlamentis-dadgenileba---nika-nanuashvilis-shefaseba/80638>
 45. The legal director of Business Association of Georgia responds to the decline of BAG's initiative on changes in the "Tobacco Control Law" by the Parliament. Business Media Georgia, 2021 Jul 20. Available from: <https://bm.ge/ka/article/parlamentis-mier-tambaqos-kontrolis-kanonis-iniciativis-chagdebas-bag-is-iuridiuli-direqtori-exmaureba/87634>
 46. The Federal Democratic Republic of Ethiopia Office of the Council of Ministers. Government undertaking related to the sale of its shares in National Tobacco Enterprises Share Company. Ref No. M320-748/1. 2017 Dec 19.
 47. Health Development and Anti-Malaria Association. Ethiopia Tobacco Industry Interference Index. 2023. Available from: <https://globaltobaccoindex.org/countries>
 48. Admasu A. Excise Tax Amendment Addis Ababa, Ethiopia. EBS. 2023.
 49. Anbebir Y. The Excise Tax Bill was asked not to be approved as it contained provisions that violated the bill approved by the Parliament. The Reporter Amharic. 2023 Jan 29.
 50. Proclamation to provide for food and medicine administration. Proclamation 1112/2019. 2019
 51. Vision for Alternative Development. Ghana Tobacco Industry Interference Index 2023. Available from: <https://globaltobaccoindex.org/countries>
 52. Minister of Finance. Budget Statement and Economic Policy. The Republic of Ghana. 2022 Nov 24. Available from: [2023-Budget-Statement-V5.pdf \(mofep.gov.gh\)](https://mofep.gov.gh/2023-Budget-Statement-V5.pdf)
 53. Alkhaleejonline. Kuwait postpones customs tax on electronic cigarettes for 4 months. 2022 Aug 16. Available from: <http://khaleejonline.com/8zYZIY>
 54. Tobacco Endgame. The government does not implement the European directive on heated tobacco, a favor to the tobacco lobby. 2023 Jun 20. Available from: [The government does not implement the European directive on heated tobacco, a favor to the tobacco lobby - TOBACCOENDGAME \(tobaccoendgame.it\)](https://www.tobaccoendgame.it/)
 55. Philip Morris Italy. Philip Morris IMC, the new center for advanced skills training for Industry 4.0, inaugurated in Bologna. 2022 Jun 17. Available from: [News detail | SME - Italy - EN \(pmi.com\)](https://www.pmi.com/news-detail/sme-italy-en)
 56. Tobacco Endgame. The government does not implement the European directive on heated tobacco, a favor to the tobacco lobby. 2023 Jun 20. Available from: [The government does not implement the European directive on heated tobacco, a favor to the tobacco lobby - TOBACCOENDGAME \(tobaccoendgame.it\)](https://www.tobaccoendgame.it/)
 57. Tobacco and tobacco products: Cameroonian standards available. Available from: <http://bit.ly/ws/GgFv>
 58. AmCham Costa Rica. Affiliate Directory. Available from: <https://www.amcham.cr/miembros?cn-s=&cn-cat=58>
 59. The Central Agency for Standardization and Quality Control website. About the device: <https://www.cosqc.gov.iq/Home/mdistrb>
 60. Salah Mohamed Ali. Iraq Tobacco Industry Interference Index. Alrafidain Center for Health Development. 2021 Available from: <https://globaltobaccoindex.org/country/IQ>
 61. Parliament of Ukraine. Draft Law on Amendments to Article 22 of the Law of Ukraine "On Advertising" Regarding Advertising of Electronic Cigarettes and Liquids Used in Electronic Cigarettes. 2020 Oct 12. Available from: https://w1.c1.rada.gov.ua/pls/zweb2/webproc4_1?pf3511=70166
 62. Parliament of Ukraine. Transcript of the meeting of the Committee of the Verkhovna Rada of Ukraine on Humanitarian and Information Policy. 2021 Nov 9. Available from: <http://kompkd.rada.gov.ua/uploads/documents/34238.pdf>
 63. Shah A, Iskandar IM. Health, Finance Ministries at odds over nicotine. New Straits Times. 2023 Mar 31. Available from: <https://www.nst.com.my/news/nation/2023/03/894752/health-finance-ministries-odds-over-nicotine>
 64. Jay BN. Illegal cigarette trade 'beyond crisis point', says JTI Malaysia. New Straits Times. 2019 Aug 6. Available from: <https://www.nst.com.my/news/nation/2019/08/510564/illegal-cigarette-trade-beyond-crisis-point-says-jti-malaysia>
 65. Bundesrat und Parlament. Bundesrat und Parlament empfehlen Volksinitiative «Kinder und Jugendliche ohne Tabakwerbung» zur Ablehnung und befürworten indirekten Gegenvorschlag. 2021. Available from: <https://www.admin.ch/gov/de/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-86342.html>
 66. Swissinfo.ch. Switzerland to implement advertising restrictions. 2023 May 24. Available from: <https://www.swissinfo.ch/eng/politics/switzerland-to-implement-tobacco-advertising-restrictions/48538612#:~:text=Advertising%20of%20tobacco%20products%20and,banned%20from%202026%20in%20Switzerland.&text=On%20Wednesday%20the%20government%20said,online%20with%20age%20limit%20controls>
 67. WHO Framework Convention on Tobacco Control. Guidelines

- for implementation of Article 13 Tobacco Advertising, Promotions and Sponsorship. Available from: <https://fctc.who.int/publications/m/item/tobacco-advertising-promotion-and-sponsorship>
68. Information triangulated from: Global Center for Good Governance in Tobacco Control. Handbook on the Implementation of the WHO FCTC Article 5.3 (3rd edition). Bangkok. Available from: <https://files.ggtc.world/uploads/2021-12-06/14-31-06-829409/Article%205.3%20Handbook%20GGTC%20Nov%202021.pdf>. World Health Organization. Global Health Observatory: Ban on Corporate Social Responsibility Activities (CSR) (Tobacco Control: Enforce bans) 2022 Sep 29. Available from: <https://www.who.int/data/gho/data/indicators/indicator-details/GHO/gho-tobacco-control-enforce-bans-e17a-csr-ban->. Campaign for Tobacco Free Kids. Tobacco Control Laws. Available from: <https://www.tobaccocontrol.org/>
 69. Fondation Akbaraly: Opening of the Kintana center: 2020 Jun 22. Available from: <http://bitly.ws/Gpvk>
 70. ABC.com. Lindomar escape case and Tabesa ties 'complex' says assigned prosecutor: 2022 Feb 21. Available from: <https://www.abc.com.py/nacionales/2022/02/21/caso-de-fuga-de-lindomar-y-vinculos-con-tabesa-es-complejo-dice-fiscal-asignado/>
 71. Alto Parana. During reception of beds for Hernandarias Boarding School pavilion. 2022 Sep 8. Available from: <http://www.altoparana.gov.py/v0/index.php/noticias/949-recepcion-de-camas-para-el-pabellon-de-internados-de-hernandarias>
 72. Clinical Center of Montenegro, Agreement on donation, Available from: <https://kccg.me/wp-content/uploads/2022/03/Donacion-opreme-za-2020-godinu.pdf>
 73. JTI Cambodia. 2021 Apr 08. Available from: <https://web.facebook.com/JTICambodia/posts/805270726761260>
 74. Harry. KT&G Salurkan Bantuan Alat-alat Medis Untuk Penanganan COVID-19 Kepada Pemerintah Indonesia. Jakarta Kita. 2021 Nov 01. Available from: <https://jakartakita.com/2021/11/01/ktg-salurkan-bantuan-alat-alat-medis-untuk-penanganan-covid-19-kepada-pemerintah-indonesia/>
 75. Pemerintah Kabupaten Pasuruan. PT HM Sampoerna Beri Bantuan 3000 Rapid Antigen Untuk Kembalian Santri di Kabupaten Pasuruan. 2021 May 21. Available from: <https://pasuruankab.go.id/isiberita/pt-hm-sampoerna-beri-bantuan-3000-rapid-antigen-untuk-kembalian-santri-di-kabupaten-pasuruan->
 76. Antoni A. Djarum Foundation Donasikan 1.000 Unit Konsentrator Oksigen ke Rumah Sakit Jateng-DIY. Sindo. 2021 Sep 10. Available from: <https://photo.sindonews.com/view/18660/djarum-foundation-donasikan-1-000-unit-konsentrator-oksigen-ke-rumah-sakit-jateng-diy>
 77. Private Sector Organization of Jamaica. Available from: <https://www.psoj.org/donate/>
 78. Carreras donates \$9.5m to COVID-19 relief programme. 2020 May 28. Available from: <https://www.jamaicaobserver.com/latest-news/carreras-donates-9-5m-to-covid-19-relief-programme/>
 79. Carreras drops major cash to help with COVID-19 Relief Programme. 2020 May 28. <https://www.jamaicaobserver.com/news/carreras-drops-major-cash-to-help-with-covid-19-relief-programme/>
 80. Correio do Povo. Santa Cruz do Sul firma parceria para transformar bitucas de cigarro em matéria-prima para artesãos. 2022. Available from: <https://www.correiodopovo.com.br/not%C3%ADcias/cidades/santa-cruz-do-sul-firma-parceria-para-transformar-bitucas-de-cigarro-em-mat%C3%A9ria-prima-para-artes%C3%A3os-1.834042>
 81. SC Hoje. Prefeitura de Florianópolis em parceria com empresas instalará coletoras de bitucas nas praias e bairros do Município. 2022. Available from: <https://schoje.news/2022/11/29/prefeitura-de-florianopolis-em-parceria-com-empresas-instalara-coletoras-de-bitucas-nas-praias-e-bairros-do-municipio/>
 82. COLTABACO S.A.S. and Semana. "Bogotá estrena una red de colilleros interactivos". 2022 Jun 30. Available from: <https://bit.ly/3mve7la>.
 83. Asamblea Legislativa de Costa Rica. Consultas de Proyectos de Ley. 2023 Apr 8. Available from: http://www.asamblea.go.cr/Centro_de_informacion/Consultas_SIL/SitePages/ConsultaProyectos.aspx
 84. Jungyul Yun. 'Cigarette butt collection box'... Suwon City, KT&G, installed in 23 major public facilities. 2022 Feb 21. Available from: <https://www.sedaily.com/NewsView/26287FCA6R>
 85. Sponsored content. Transforming for good. The Edge Markets. 2023 Jan 25. Available from: <https://www.theedgemarkets.com/content/advertise/transforming-for-good>
 86. Hall Sverige Rent initiates collaboration with Philip Morris International. 2020 Apr 29. Available from: <https://via.tt.se/pressmeddelande/hall-sverige-rent-inleder-samarbete-med-philip-morris-international?publisherId=352820&releaseId=3275996&lang=sv>
 87. Parliament of Uruguay. Cigarettes Residues Regulation. Chamber of Senators - Sartori Piñeyro, Juan José. 2022 Oct 19. Available from: <https://parlamento.gub.uy/documentosyleyes/ficha-asunto/156769>
 88. Montevideo Portal. Senate approves Sartori's bill that proposes to fine those who throw cigarette butts. 2023 Mar 15. Available from: <https://www.montevideo.com.uy/Noticias/Senado-aprobo-proyecto-de-Sartori-que-propone-multar-a-los-que-tiren-colillas-de-cigarro-uc848329>
 89. Moodie C, Hoek J, Hammond D, et al. Plain tobacco packaging: progress, challenges, learning and opportunities. Tobacco Control 2022;31:263-271. Available from: <http://dx.doi.org/10.1136/tobaccocontrol-2021-056559>
 90. Stop Tobacco Pollution Alliance. Plastics Treaty Process and National Policies: A Backgrounder 2022 Oct. Available from: <https://ggtc.world/knowledge/sustainability-and-human-rights/plastics-treaty-process-and-national-policies-a-backgrounder>
 91. STOP. Issue brief: An inherent contradiction: The tobacco industry's environment, social and governance (ESG) activities. 2022 Oct. Available from: [https://files.ggtc.world/uploads/2023-02-03/16-19-08-293996/TI-ESG-CSR%20\(2022\).pdf](https://files.ggtc.world/uploads/2023-02-03/16-19-08-293996/TI-ESG-CSR%20(2022).pdf)
 92. Presentation of the Madagasikarantsika Project. Available from: <http://bitlyws/GqDh>
 93. Imperial Brands: CSR projects. Available from: <http://bitlyws/GqKp>
 94. Lamme H W. Minister of Agriculture Patrons Tree Day Celebration in Madaba. 2023 Jan 19. Available from: <https://www.instagram.com/p/Cn4XVzXou9D/>
 95. Hon. K. Mbangweta, MP. Western Province Minister witnessed JTI handing over the cross-point bridge to the community and a tree planting exercise. Facebook. 2022 Sep 24 Available from: <https://www.facebook.com/photo/?fbid=525834689543379&set=pb.100063505579351.-2207520000>
 96. Carreras supports Gov't's tree-planting project on Labour Day. Available from: <https://jamaica-gleaner.com/article/news/20220524/carreras-supports-govts-tree-planting-project-labour-day>
 97. Business Recorder: Farmers, climate change: Tobacco company claims to have taken steps aimed at resolving issues. 2022 Jan 1. Available from: <https://www.brecorder.com/news/40143974>
 98. The News International. 30,000 saplings to be planted under Miyawaki technique. 2022 Aug 14. Available from: <https://bit.ly/3NgacDj>
 99. Ceylon Tobacco Company PLC. Annual Report 2022. pg. 28 Available from: https://cdn.cse.lk/cmt/upload_report_

- file/460_1682413467551.pdf
100. ITC. Reimagining the Future: Sustainability and Integrated Report. 2022 Available from: <https://www.itcportal.com/sustainability/sustainability-integrated-report-2022/ITC-Sustainability-Integrated-Report-2022.pdf>
 101. Khulna City Mayor inaugurated BAT's tree plantation project 'Bonayon'. 2021 Nov 21. Available from: <https://tinyurl.com/2fh-f6e54>,
 102. Klix. With the action of planting trees, Sarajevo joined the action of Unsmoke initiative. 2020 Feb 25. Available from: <https://bit.ly/3C21B0F>
 103. Nojorono Media Publikasi. Nojorono Kudus Rayakan Hari Lingkungan Hidup Sedunia, Tanam Bibit Tabebuya Di Bendungan Logung. 2022 Jun 09. Available from: <https://www.nojorono.com/lastest-publication-det/NOJORONO-KUDUS-RAYA-KAN-HARI-LINGKUNGAN-HIDUP-SEDUNIA-TANAM-BIBIT-TABEBUYA-DI-BENDUNGAN-LOGUNG25/id>
 104. Dunya. Philip Morris supports the earthquake region with 40 million TL. 2023 Feb 16. Available from: <https://www.dunya.com/sirketler/philip-morrissen-deprem-bolgesine-40-milyon-tl-destek-haberi-685899>
 105. PMI. Sustainability. Available from: <https://www.pmi.com/markets/turkey/en/sustainability>
 106. Kuznetsov V. Spheres of light, ambulance and housing. How Philip Morris helps Ukraine. DSNEWS.UA 2022 Dec 28. Available from: <https://www.dsnews.ua/ukr/economics/sferi-svitla-shvidki-ta-zhitlo-yak-filip-morris-dopomagaye-ukrajini-27122022-471722>
 107. Balbek Bureau. RE: Ukraine housing pilot project. Available from: <https://www.balbek.com/reukraine-pilot>
 108. Reuters. Philip Morris to launch new \$30 million production facility in Western Ukraine. Reuters. 2023 Jun 20. Available from: <https://www.reuters.com/business/retail-consumer/philip-morris-launch-new-30-mln-production-facility-western-ukraine-2023-06-20/>
 109. STOP. Tobacco industry: Hindrance to the elimination of child labour. 2021 Jun. Available from: <https://files.ggtc.world/uploads/2021-06-11/17-45-16-623415/CHILD%20LABOUR%20FS.pdf>
 110. Department of Labor USA. 2022 List of goods produced by child labor or forced labor. Available from: https://www.dol.gov/sites/dolgov/files/ILAB/child_labor_reports/tda2021/2022-TVPR-List-of-Goods-v3.pdf
 111. Tabaco Argentino. RENATRE ratified its commitment from Jujuy in the eradication of child labor. 2022 Jun 16. Available from: <https://www.tabacoargentino.com.ar/es/renatre-ratifico-su-compromiso-desde-jujuy-en-la-erradicacion-del-trabajo-infantil/>
 112. Ministry of Social Development. SENAF trained more than 1,200 agents in the territory to eradicate child labor. Argentina.gob.ar. 2021 Jun 11. Available from: <https://www.argentina.gob.ar/noticias/senaf-capacito-mas-de-1200-agentes-en-territorio-para-erradicar-el-trabajo-infantil>
 113. Salta Gobierno. Nation and Province highlight the work in containment for children and adolescents who carry out the Crop Gardens. Salta.gob.ar. 2023 Feb 09. Available from: <https://www.salta.gob.ar/prensa/noticias/nacion-y-provincia-destacan-el-trabajo-en-contencion-para-ninos-ninias-y-adolescentes-que-realizan-los-jardines-de-cosechas-87789>
 114. SindiTabaco. ECA, the Statute of the Child and Adolescent, completes 31 years. Available from: <https://www.sinditabaco.com.br/item/eca-o-estatuto-da-crianca-e-do-adolescente-completa-31-anos/>
 115. GAZ. Institue Crescer Legal brings together partners to debate child labor. 2022 Jul 07. Available from: <https://www.gaz.com.br/instituto-crescer-legal-reune-parceiros-para-debate-sobre-o-trabalho-infantil/>
 116. Hon. K. Mbangweta, MP. JTI Zambia launched the "WeProsper" Child Labour Awareness Campaign. Facebook. 2022, Sep 24. Available from: <https://bit.ly/3ISNcPw>
 117. Sonna A. Prime Minister opens Margaret Sitta Secondary School. 2022 Sep 09. <https://bit.ly/3JtxVW40>
 118. ECLT. A year to protect, Respect & Remedy. 2021 Annual report. Available at: <http://bit.ly/19Rr>
 119. Hyedong Hwang. KT&G donates KRW 180 million to support persons subject to protection by the Ministry of Justice. Aug 22, 2022. Available from: <https://www.goodmorningcc.com/news/articleView.html?idxno=274832>
 120. Contrapunto. Organized youth from Cubo Zacamil receive support from Philip Morris El Salvador. 2021 Aug 23. Available from: <https://bit.ly/3o51kXz>
 121. Iraqi News Agency. The Minister of Industry directs to take measures to increase the capital of the ministry's companies. 2023 Mar 08. Available from: <https://www.ina.iq/180065---html>
 122. Consultation of the policy for the quantification of new tax incentives and current tax exemptions, pg. 76, Tobacco Products Tax Law, Article 10.
 123. Adaderana. Duty on alcohol, cigarettes increased by 20%. 2023 Jan 3. Available from: <https://www.adaderana.lk/news/87310/duty-on-alcohol-cigarettes-increased-by-20>
 124. Garcia M. SAT extends deadline for payment of some taxes for Easter. Lahora.gt. 2021 Mar 26. Available from: <https://lahora.gt/nacionales/mgarcia/2021/03/26/sat-extiende-plazo-para-el-pago-de-algunos-impuestos-por-semana-santa/>
 125. Kurmiati D. Note! 90-day tax repayment deferral facility officially applies. DDTC. 2022 Apr 26. Available from: <https://news.ddtc.co.id/catat-fasilitas-penundaan-pelunasan-cukai-90-hari-resmi-berlaku-38747>
 126. El Observador. The government adjusted the Imesi (Internal Specific Tax): How it impacts the price of cigarettes and alcohol. 2022 Dec 28. Available from: <https://www.elobservador.com.uy/nota/el-gobierno-ajusto-el-imesi-como-impacta-en-precio-de-cigarros-y-alcohol-20221228125613>
 127. Subrayado. Government set new IMESI values for cigarettes, tobaccos and beverages from 2023. 2022 Dec 23. Available from: <https://www.subrayado.com.uy/gobierno-fijo-nuevos-valores-imesi-cigarrillos-tabacos-y-bebidas-partir-2023-n887482>
 128. Crónica. New evidence would complicate Massalín for fraud to the State and harassment of the Sarandí Tobacco Company. Chronicle. 2021 Aug 23. Available from: <https://www.cronica.com.ar/politica/Nuevas-pruebas-complicarian-a-Massalin-por-fraude-al-Estado-y-acoso-a-la-Tabacalera-Sarandi-20210823-0173.html>
 129. Ferrer P. The Federal Court of Salta reinstated a precautionary measure in favor of the Tabes factory. El Tribuno. 2022 Apr 04. Available from: <https://www.tribuno.com/salta/nota/2022-4-4-0-0-0-la-camara-federal-de-salta-restablecio-una-cautelara-favor-de-la-fabrica-tabes>
 130. The Malagasy tax system. Available from: <http://bit.ly/GrGw>
 131. The Tobacco Institute of India. Tax Structure. 2023 Feb 02. Available from: <https://www.tiionline.org/facts-sheets/tax-structure/ue>
 132. The LAWPHil Project. Republic Act No. 11346. 2018 Jul 23. Available from: https://lawphil.net/statutes/repacts/ra2019/ra_11346_2019.html

- 133.** Republic of the Philippines Congress of the Philippines. Republic Act No. 11467. 2019 Jul 22. Available from: 20200122-RA-11467-RRD.pdf (officialgazette.gov.ph)
- 134.** Republic of the Philippines Department of Finance Bureau of Internal Revenue. Revenue Regulations No. 14-2022. 2022 Oct 24. Available from: RR No. 14-2022.pdf (bir.gov.ph)
- 135.** F.D.A. Authorizes E-Cigarettes to Stay on U.S. Market for the First Time. The New York Times. 2021 Oct 12. Available from: <https://tinyurl.com/ycxebvsa>.
- 136.** FDA Approves Marketing for Discontinued Smokeless Tobacco Products. 2021. Journal Now. Available from: <https://tinyurl.com/4t7b9tfn>.
- 137.** ConvenientStore News. FDA Takes Second Look at Some PMTAs as Companies Challenge Agency's Marketing Denial Orders. 2021 Sep 11. Available from: <https://tinyurl.com/yebbxw5w>.
- 138.** Foley KE. Office of Special Counsel finds FDA employed flawed review process for certain tobacco products. PoliticoPro. 2022 Dec 16. Available from: <https://tinyurl.com/56jwd7xm>.
- 139.** ITV. Tobacco business to continue in Tanzania, Minister for Agriculture. 2019 Dec 30. Available from: <https://bit.ly/3mLSAVF>
- 140.** Office of the President Madagaskara. Marshall Plan. 2021 May 28. Available from: 28 May 2021 - Madagasikarantsika Project, Mando-to, Vakinankaratra Region (presidence.gov.mg)
- 141.** Diario LaTribuna.hn. They will promote agrotourism with the tobacco routes. Available from: Promote Agrotourism with the Tobacco Routes.pdf
- 142.** Tobacco Reporter: Iranian tobacco mulls investment in Zimbabwe. 2022 Nov 13. Available from: <https://tobaccoreporter.com/2022/11/13/iranian-tobacco-co-mulls-investment-in-zimbabwe/>
- 143.** Tobacco Reporter: Iranian Tobacco to build factory in Zimbabwe. 3 Feb 2023. Available from: <https://tobaccoreporter.com/2023/02/03/iranian-tobacco-to-build-factory-in-zimbabwe/>
- 144.** Kenya Digital News. President Uhuru's wonderful speech in Dubai leaves audience cheering! 2022 Feb 16. Available from: <https://www.youtube.com/watch?v=MgjcjXCdqg>
- 145.** The Star. Kenya, South Korea sign trade bilateral agreement. 2022 Nov 23. Available from: <https://www.the-star.co.ke/in-pictures/2022-11-23-photos-kenya-south-korea-sign-trade-bilateral-agreement/>
- 146.** Government of Georgia. The Government program performance Report for June 2021-May 2022, p 89. 2022 Jul. Available from: <https://www.gov.ge/wp-content/uploads/2022/07/report2022.pdf>
- 147.** Verordnung über die Produzenten- und Fabrikantenpreise für Inlandtabak: 916.116.4, 1996. Available from: https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1997/435_435_435/de.
- 148.** Federal Office of Public Health. High prices reduce consumption. 2022. Available from: <https://www.bag.admin.ch/bag/de/home/strategie-und-politik/politische-auftraege-und-aktionsplaene/politische-auftraege-zur-tabakpraevention/tabakpolitik-schweiz/tabaksteuer.html>
- 149.** Government of Montenegro. Completed implementation of agrobudgetary measure "Direct payments for tobacco production" 2021 Oct 14. Available from: <https://www.gov.me/clanak/zavrse-na-realizacija-agrobudzetske-mjere-direktna-placanja-za-proizvodnju-duvana>
- 150.** Ministry of Justice and Human Rights. National Law No 19800/1972 National Executive Power. 1972 Aug 23. Available from: <http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/verNorma.do?id=17440>
- 151.** SEATCA. Indonesia: Use of revenue: Financing of tobacco control. Available from: <https://tobaccotax.seatca.org/indonesia/>
- 152.** Regie Libanaise de Tabacs et Tombacs. Seklawi expects treasury revenues from the sector to exceed "one thousand billion L.L. at the end of 2022." 2022 Dec 19. Available from: <https://www.rltt.com.lb/Article/668/seklawi-expects-treasury-revenues-from-the-sector/en>
- 153.** Government of Montenegro. 2021 Oct 14. Available from: <https://www.gov.me/clanak/zavrse-na-realizacija-agrobudzetske-mjere-direktna-placanja-za-proizvodnju-duvana>
- 154.** Republic Act No. 7171. An Act to promote the development of the farmer in the Virginia tobacco producing provinces. 1991 Jul 22. Available from: https://www.nta.da.gov.ph/laws_ra7171.html.
- 155.** Republic Act No. 9334. An Act increasing the excise tax rates imposed on alcohol and tobacco product. 2004 Jul 26. Available from: https://lawphil.net/statutes/repacts/ra2004/ra_9334_2004.html#:~:text=of%20this%20Code.,Any%20person%20who%20willfully%20aids%20or%20abets%20in%20the%20commission,SEC
- 156.** Federal Office of Public Health. High prices reduce consumption. 2022. Available from: <https://www.bag.admin.ch/bag/de/home/strategie-und-politik/politische-auftraege-und-aktionsplaene/politische-auftraege-zur-tabakpraevention/tabakpolitik-schweiz/tabaksteuer.html>
- 157.** Tarehe I.K. SERIKALI kufufua kilimo cha tumbaku. 2022 Oct 19. Available from: <https://bit.ly/3US742Y>
- 158.** Ministry of Agriculture. Main taxes on agriculture and fiscal benefits. 2021 Jun. Available from: https://www.gub.uy/ministerio-ganaderia-agricultura-pesca/sites/ministerio-ganaderia-agricultura-pesca/files/documentos/publicaciones/Impuestos%20en%20el%20agro%20y%20beneficios%20fiscales_publicar.pdf
- 159.** Garcia Delgado B. Rural smokers in the Department of Artigas: analysis of their reality. 2022. Available from: <https://www.colibri.udelaredu.uy/jspui/handle/20.500.12008/32466>
- 160.** International Air Transport Association. Duty free. Available from: <https://www.iatatravelcentre.com/>
- 161.** Trade Ministry, Yolcu Muafiyetleri. 2022 Dec 01. Available from (<https://ticaret.gov.tr/gumruk-islemleri/sikca-sorulan-sorular/bireysel-yolcu-muafiyetleri>)
- 162.** El Salvador Customs. Twitter account. Available from: <https://bit.ly/3ljWDA6>, <https://bit.ly/3MdfvI9>
- 163.** Ministry of the Economy, Finance and Forecasting. Lutte contre le trafic et le commerce illicite des produits du tabac en Afrique de l'Ouest: la coordination nationale de lutte contre la fraude outille les acteurs pour combattre efficacement ce fléau. 2022 Mar 30. Available from: <http://bitly.ws/KCAK>
- 164.** Japan Tobacco International. Fighting illegal trade - Georgia. Available from: Fighting illegal trade | Japan Tobacco International – a global tobacco company (jti.com)
- 165.** PMI. PMI Impact Report – Combating illegal trade, together 2022. Pg 20-21. Available from: <https://www.pmi-impact.com/content/dam/pmi-impact/docs/2022-pmi-impact-report.pdf>
- 166.** ESEM. University of Sao Paulo and Ministry of Justice will train police officers working on the triple border between Brazil, Argentina and Paraguay. 2020 Oct 08. Available from: <https://esem.org.br/en/universidade-de-sao-paulo-e-ministerio-da-justica-farao-a-capacitacao-de-policiais-que-atuam-na-triplice-fronteira-entre-brasil-argentina-e-paraguai/>
- 167.** Nezavisne novine. Black tobacco market in Bosnia and Herzegovina exceeds 50 percent, everyone at a loss. 2020 Sep 04. Available from <https://bit.ly/3OGBF2h>
- 168.** Ministry of Production. Peru: Working Group Against the Illicit Trade in Cigarettes. Available from: <https://bitly.ws/W7UR>

- 169.** Dnevnik. Tobacco companies continue to report a low share of illegal consumption. 2022 Mar 22. Available from: https://www.dnevnik.bg/biznes/2022/03/22/4327411_tjtjunevite_kompanii_producljavat_da_otchitat_nisuk/
- 170.** Bulgaria Customs Agency. 2.4% is the share of illegal cigarettes on the Bulgarian market at the end of 2021. 2022 Mar 22. Available from: <https://customs.bg/wps/portal/agency/media-center/news-details/22-03-2022-izsledvane-cigari>
- 171.** Policja. Police and JTI Poland together against excise crime. 2023 Mar 06. Available from: https://policja.pl/pol/aktualnosci/228868,Policja-i-JTI-Polska-wspolnie-przeciw-przestepczosci-akcyzowej.html?fbclid=IwAR38YbizC-hofqI_xq0RXiH-LI-Abliiz9arcOfOjSnVvys9SOKwya-oNiPB18
- 172.** Figaj B. KGP started cooperation with BAT Polska in combating illegal cigarette production. 2023 Mar 02. Available from: <https://www.gazetaprawna.pl/wiadomosci/kraj/artykuly/8611930,wsparcie-w-walce-z-przemyslem-papierosow-i-nielegalnych-produktow-nikotynowych.html>
- 173.** Cuestión Pública. De (P)MI para Fede(departamentos): los 155 millones de dólares poco vigilados. 2021 Dec 13. Available from: <https://bit.ly/3KY05Fa>.
- 174.** FND. "Informe de Gestión 2021". 2022 Mar. Available from: <https://bit.ly/3MHwE8x>.
- 175.** Escarabajo E. From (P)MI to Fede(departments): the 155 million dollars little monitored. Cuestion Publica. 2021 Dec 13. Available from: <https://www.cuestionpublica.com/2021/12/13/155-millones-de-dolares-poco-vigilados/>
- 176.** Cámara Nacional del Comercio. Illicit Trade Observatory. Available from: <https://www.cnc.cl/oci/alianzas/>
- 177.** Border Police Romania. 250 new special surveillance cameras installed on the Romanian border. 2021 Jul 22. Available from: <https://www.politiadefrontiera.ro/ro/main/i-250-de-noi-camere-speciale-de-supraveghere-instalate-pe-frontiera-romaniei-24590.html>
- 178.** WHO FCTC. COP6(14) Protection of public health policies with respect to tobacco control from commercial and other vested interests of the tobacco industry. 2014 Oct 18. Available from: [https://apps.who.int/gb/fctc/PDF/cop6/FCTC_COP6\(14\)-en.pdf](https://apps.who.int/gb/fctc/PDF/cop6/FCTC_COP6(14)-en.pdf)
- 179.** Semonegna. Embassy of Japan and JTI reached an agreement to provide scholarships to Ethiopian students: Ethiopian Semonegna. 2021. Available from: <https://semonegna.com/embassy-of-japan-and-jti-agreed-to-provide-scholarships-to-ethiopian-students/>
- 180.** The Daily Star. JTI Bangladesh unveiled a photo exhibition on the occasion of 50 years of Japan-Bangladesh friendship. 2022 Mar 01. Available from: <https://tinyurl.com/2muw485k>
- 181.** Sonna A. PM opens Margaret Sitta Secondary School. 2022 Sep 09. Available from: <https://bit.ly/3JtxV40>
- 182.** The Phnom Penh Post. JTI Cambodia inaugurates its new world class headquarters. 2022 Sep 28. Available from: <https://www.phnompenhpost.com/business/jti-cambodia-inaugurates-its-new-world-class-headquarters>
- 183.** BellaNaija. The Nigeria-Britain Association's Gala to Celebrate the relationship between Nigeria & Britain. 2022 Dec 11. Available from: <https://www.bellanaija.com/news/the-nigeria-britain-association-s-gala-to-celebrate-the-relationship-between-nigeria-and-britain>
- 184.** RLTT. 2023 Feb. Mikati sponsored the inauguration of the Regie's production line and the launching of "application of barcoded stamps"
- 185.** Regie Libanaise de Tabacs et Tombacs. The visit of the German ambassador to the Regie. 18 May 2022. Available from: <https://www.rltd.com.lb/Article/616/the-visit-of-the-german-ambassador-to-the-regie/en>
- 186.** MillarDayo. Johari Rotana Hotel launches cigar smoking lounge. 2023 Mar 25. Available from: <http://bit.ly/w5J5F>
- 187.** Smokers Planet. The Federal Association of the Cigar Industry had invited to the parliamentary evening under the patronage of the Embassy of Honduras. 2022 May 9. Available from: <https://smokersplanet.de/bundesverband-der-zigarrenindustrie-hatte-zum-parlamentarischen-abend-unter-der-schirmherrschaft-der-botschaft-von-honduras-eingeladen/>
- 188.** Folha do Mate. Secretary delivers SindiTabaco demands to the Chinese Embassy. 2021 Jul 15. Available from: <https://folhadomate.com/livre/secretario-entrega-demandas-do-sinditabaco-a-embaixada-chinesa/>
- 189.** Tobacco Reporter. KT&G recognised for sustainability. 13 Dec 2022. Available from: <https://tobaccoreporter.com/2022/12/13/ktg-recognized-for-sustainable-management/>
- 190.** Lao National Chamber of Commerce and Industry. Award ceremony for best business during COVID-19. 2021 Dec 29. Available from: <https://lncci.la/top-lncci-business-leader-2021-29-12-2021/>
- 191.** TIM. Champions of exports worth 344 billion dollars received their awards from President Erdoğan. 2023 Jul 16. Available from: <https://tim.org.tr/tr/344-milyar-dolarlik-ihracatin-sampiyonlari-odullerini-cumhurbaskani-erdogan>
- 192.** NEWAGE Business. BATB secures top taxpayer spot for ninth consecutive year. 2022 Dec 29. Available from: <https://tinyurl.com/4b4r8whs>
- 193.** New Business Age. Surya Nepal Honoured as the Highest Tax-paying Company. 2022 Nov 24. Available from: <https://tinyurl.com/bdhn2wu>
- 194.** Regie Libanaise de Tabacs et Tombacs. The President of the Higher Customs Council visiting the Regie. 2021 Sep 16. Available from: <https://www.rltd.com.lb/Article/619/honoratio-of-the-regies-director-general/en>
- 195.** Japan Tobacco. White 500. 2023 Mar Available from: https://www.jt.com/sustainability/external_recognition/index.html
- 196.** Embassy of the United Republic of Tanzania, Tokyo, Japan. JTI to buy 30m kg of tobacco from Tanzania. 2022 Sep 26. Available from: <https://bit.ly/3LgtBDc>
- 197.** Presidency of the Republic of El Salvador. Letter of intent signed to strengthen public administration. 2023 Mar 01. Available from: <https://bit.ly/3MiXnGW>
- 198.** Ministry of Livestock, Agriculture and Fisheries. The Island Sun. Gov't visits SITCO factory. 2021 May 21. Available from: <https://theislandsun.com.sb/govt-visits-sitco-factory/>
- 199.** Team of MGAP authorities continued visits to producers in towns of Artigas and Rivera. 2023 Feb 09. Available from: <https://www.gub.uy/ministerio-ganaderia-agricultura-pesca/comunicacion/noticias/equipo-autoridades-del-mgap-continuo-visitas-productores-poblados-artigas>
- 200.** Bilyonaryo Business. Toast to tobacco industry Marcos hosts lunch for Philip Morris Execs. 2022 Nov 28. Available from: <https://bilyonaryo.com/2022/11/28/toast-to-tobacco-industry-marcos-hosts-lunch-for-philip-morris-execs/business/>
- 201.** Manila Bulletin 'Miss Tobacco PH crowned in Candon City on March 25'. 2023 Mar 02. Available from: <https://mb.com.ph/2023/3/21/miss-tobacco-ph-crowned-in-candon-city-on-march-25>
- 202.** Journal of 20 minutes. Philip Morris creates 120 jobs in Olivenza with its first call center for IQOS users in Spain. 2021 Jun 18. Available from: <https://bit.ly/3NBCtmS>
- 203.** Boletín Oficial del Estado. Law 13/1998 of 4 May on the Regulation of Tobacco Market and Tax Regulation. Available from: <https://www.boe.es/eli/es/l/1998/05/04/13/con>

- 204.** Comité national contre le tabagisme. 2022 Available from: Les prix 5.3, pour des politiques sans tabac et sans lobby
- 205.** National Contre le Tabagisme. 2021 Available from: L'industrie du tabac prétend agir en faveur de l'environnement pour faire la promotion de ses nouveaux produits - CNCT
- 206.** Philip Morris and the Government of Canada collaborate on COVID-19 vaccine development. 2020 Nov 21. Available from: <https://blogs.bmj.com/tc/2020/11/21/philip-morris-and-the-government-of-canada-collaborate-on-covid-19-vaccine-development/>
- 207.** STOP. Industry brief: Philip Morris International and Medicago's COVID-19 vaccine. March 2022. Available from: <https://ggtc.world/knowledge/partnerships-lobbying-and-corruption/philip-morris-international-and-medicagos-covid-19-vaccine>
- 208.** Corporate Accountability. Release: Canada receives global call to stop collaborating with Philip Morris International on COVID-19 vaccine. 2022 May 25. Available from: <https://corporateaccountability.org/media/canada-stop-pmi-covid-19-vaccine/>
- 209.** Geneva Global Health Hub. Open letter: "You have a great responsibility on your shoulders ...". G2H2. 2022 Mar 12. Available from: <https://g2h2.org/posts/inb-openletter-march2022/>
- 210.** Globe & Mail: WHO rejects Medicago COVID-19 vaccine over Canadian company's ties to tobacco industry. 2023 Mar 24. Available from: <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-who-medicago-covid-19-vaccine/>
- 211.** Mitsubishi Chemical Group. Overseas Consolidated Subsidiary, Medicago to Cease Operations. 2023 Feb 03. Available from: https://www.mcg.com/english/news_release/pdf/01468/01708.pdf
- 212.** Órgano Del Gobierno De Ecuador. Registro Oficial No.497. Viernes 22 de Julio del 2011. Available from: http://instituciones.msp.gob.ec/images/Documentos/tabaco/Ley_Organica_para_la_Regulacion_y_Control_del_Tabaco.pdf
- 213.** Ministry of Health and Prevention France. Transparency of tobacco industry power relations. 2023 Jun 30. Available from: *Transparence des relations d'influence de l'industrie du tabac*
- 214.** Republic of France. Public Health Code, Livre V. Article L3512-7. 2016 May 19. Available from: *Lutte contre le tabagisme et lutte contre le dopage*
- 215.** Botswana Government. 2021. Tobacco Control Act no. 19, 2021. Available from: <https://assets.tobaccocontrolaws.org/uploads/legislation/Botswana/Botswana-TC-Act-2021-national.pdf>
- 216.** Bissat M.L., Abou Khaled B. Transforming Public Procurement: Lebanon's Path to Efficiency, Social Value, and Transparency. 10 November 2021. Available from: <https://lp.gov.lb/backoffice/uploads/files/Presentation%20-%20Public%20Procurement%20Law%20in%20Lebanon%20-%20Aug2021%20-%20English.pdf>
- 217.** Regie Libanaise de Tabacs et Tombacs. A Regie delegation visits the Chairman of the Public Procurement Authority, Dr. Jean Alia, in his office at the Authority. 2023 Jan 25. Available from: <https://www.rtt.com.lb/Article/676/a-regie-delegation-visits-the-chairman-of-the-publ/en>
- 218.** U.S. Code § 1603 - Registration of lobbyists. Cornell Law School. 2019. Available from: <https://tinyurl.com/2jeu9j76>.
- 219.** 50 State Chart: Lobbyist Activity Report Requirements. National Conference of State Legislatures. 2018. Available from: <https://tinyurl.com/23y7v8es>.
- 220.** Action on Smoking and Health. U.S. Tobacco Lobbyist and Lobbying Firm Registration Tracker: 2023 Jun 15. Available from: <https://ash.org/tobacco-money/>
- 221.** Action on Smoking and Health. U.S. Tobacco Lobbyist and Lobbying Firm Registration Tracker: 2023 Jun 15. Available from: <https://ash.org/tobacco-money/>
- 222.** Republique Du Tchad. Decree 1523/PR/MSP/2019 on the prevention of interference from the tobacco industry. 2019 Sep 11. Available from: <https://assets.tobaccocontrolaws.org/uploads/legislation/Chad/Chad-Decree-No.-1523-national.pdf>
- 223.** Government of Kenya. The Tobacco Control Act 2014. 2014 Dec 5. Part V: Public-Tobacco Industry Interactions. Available from: http://kenyalaw.org/kl/fileadmin/pdfdownloads/LegalNotices/169-Tobacco_Control_Regulations__2014
- 224.** Hassan S. Health SC Kagwe bans nicotine pouches, LYFT. Standard Media. 2020 Oct 07. Available from: <https://www.standardmedia.co.ke/health/health-science/article/2001389220/health-cs-kagwe-bans-nicotine-pouches-lyft>
- 225.** Menya W, Okoth E. Ministry, BAT agree on nicotine product. Nation. 2021 Apr 4. Available from: <https://nation.africa/kenya/business/ministry-bat-agree-on-nicotine-product-3347990>
- 226.** The Africa Report. 2022 Aug 31. Available from: <https://www.theafricareport.com/234861/bat-reverses-ban-to-relaunch-nicotine-pouches-in-kenya/>
- 227.** Gichana A. Safaricom boss to head drought response committee. Nation. 2022 Nov 21. Available from: <https://nation.africa/kenya/news/safaricom-boss-to-head-drought-response-committee-4027896>
- 228.** President Office. Drought response committee raises SH 542 million for famine-hit Kenyans. 2022 Dec 03. Available from: <https://www.president.go.ke/drought-response-committee-raises-sh542-million-for-famine-hit-kenyans/>
- 229.** Georgian Public Broadcasting Company. Statement of the Tobacco Control Alliance in Georgia. 2019 Apr 3. Available from: <https://1tv.ge/news/tabaqos-kontrolis-aliansi-ganckhadebas-avrcelebs/>
- 230.** elPeriódico, Entrampan dictamen de ley de Control del Tabaco y sus productos, 2019 Aug 6. Available from: <https://elperiodico.com.gt/nacionales/2019/08/06/entrampan-dictamen-de-ley-de-control-del-tabaco-y-sus-productos/>
- 231.** Coalition Camerounaise Contre le Tabac. Cameroun Tobacco Industry Interference Index 2023. 2023 Nov. Available from: <https://globaltobaccoindex.org/>
- 232.** Coalition Camerounaise Contre le Tabac. Cameroun Tobacco Industry Interference Index 2023. 2023 Nov. Available from: <https://globaltobaccoindex.org/>
- 233.** Ley 1474 de 2011. "Por la cual se dictan normas orientadas a fortalecer los mecanismos de prevención, investigación y sanción de actos de corrupción y la efectividad del control de la gestión pública". Available in Spanish: <https://bit.ly/2OlmyZv>
- 234.** O Joio e o Trigo. Deputy leader of Bolsonaro confesses to have "combined" with Onyx extinction of anti-tobacco collegiate. 2022 Feb 15. Available from: <https://ojoioeotrigo.com.br/2021/11/nacop-9-industria-do-fumo-ganha-mas-nao-leva/>
- 235.** O Joio e o Trigo. At COP 9, the tobacco industry wins but does not take. 2021 Nov 12. Available from: <https://tabaco.ensp.fiocruz.br/pt-br/politicos-e-representantes-do-setor-de-tabaco-pedem-apoio-ao-governo-na-cop-9>
- 236.** Garcia P: "We will not leave the producer helpless," says new national Secretary of Family Agriculture. GAZ. 2021 Aug 27. Available from: "We will not leave the producer helpless", says new national secretary of Family Agriculture - GAZ - News from Santa Cruz do Sul and Region
- 237.** Central Government The Netherlands. Do political parties receive donations and subsidies? 2023. Available from: <https://www.rijksoverheid.nl/onderwerpen/democratie/vraag-en-antwoord/ontvangen-politieke-partijen-giften-en-subsidies>
- 238.** New Zealand Electoral Commission Mō Te Kaitiaki Take Kōwhiri.

Party donations and loans by year. Available from: <https://elections.nz/democracy-in-nz/political-parties-in-new-zealand/party-donations-and-loans-by-year/>

239. Boletín Oficial Del Estado. Legislación Consolidada: Organic Law 8/2007 of July 4, Article 2 on Financing of Political Parties, updated in 2015. Available from: Ley Orgánica 8/2007, de 4 de julio, sobre financiación de los partidos políticos. (boe.es)
240. Parliament of Ukraine. Law of Ukraine "On measures to prevent and reduce the use of tobacco products and their harmful effects on public health". Available from: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/2899-15#Text>
241. CCICT. Normative sobre Control de Tabaco en Uruguay. 2015 Feb. Available from: http://cieturuguay.org.uy/images/pdf/Normativa_Control_Tabaco.pdf
242. The Observer. How much did each party spend and who funded them in the campaign? 2020 Feb 10. Available from: <https://bit.ly/2Ppe6ig>
243. Luis Felipe Torres. LinkedIn Profile page. 2023. Available from: <https://bit.ly/3slqVHX>
244. Sanjay Gupta. Outcome of Board Meeting. Godfrey Phillips India. 2022 May 28. Available from: <https://www.godfreyphillips.co/wp-content/uploads/2022/05/Re-appointment-of-Statutory-Auditor.pdf>
245. Siekierski Adam. Head of Public Affairs in Philip Morris Polska Distribution. Available from: <https://pl.linkedin.com/in/siekierski-adam-ab250515>
246. FIOCRUZ. Alessandra Bastos. Regulating alternatives to cigarettes is a public health issue. Examination Rio Grande do Sul, 2021 Nov 24. Available from Article: Regulating alternatives to cigarettes is a public health issue | Tobacco Observatory (fiocruz.br)
247. UOL. Cigarette factory hires professional politicians as lobbyists. 2021 Oct 15. Available from: <https://tabaco.ensp.fiocruz.br/pt-br/fabrica-de-cigarros-contrata-politicos-profissionais-como-lobistas>
248. Ministry of Economy and Sustainable Development of Georgia. Available from: https://www.economy.ge/?page=deputy-ministers&deputy=73&fname=ირაკლი_წაღარეიშვილი
249. Otieno B. BAT appoints Isuzu boss Rita Kavashe as new board chair. Business Daily Africa. 2020 Sep 01. Available from: <https://www.businessdailyafrica.com/bd/corporate/companies/bat-appoints-isuzu-boss-rita-kavashe-as-new-board-chair-2300016>
250. Gitogo W. Rita Kavashe appointed to the board of BAT Kenya. The Kenya Wall Street. 2020 Jul 02. Available from: <https://kenyanwallstreet.com/rita-kavashe-appointed-to-the-board-of-bat-kenya/>
251. Autoridad Nacional de Aduanas. RODOLFO SAMUDA L: Technical Deputy Director General of the National Customs Authority. Available from: <https://bit.ly/3Yj7Gix>
252. BAT Bangladesh Website. Available from: <https://tinyurl.com/4b3e-wnp9>
253. Libreville. Gabon: Michel Essongue appointed High Commissioner General to the Presidency of the Republic. 2022 Mar 07. Available from: <http://bitly.ws/lzUp>
254. Gregor Rutz. Gregor Rutz: Nationalrat, ZH.
255. JELLANGER RF AND LAEGLAND M. "The Gold Card": At least 50 with free access work to influence politicians. 2022 May 21. Available from: <https://www.vg.no/nyheter/innenriks/i/Qy6KXR/gullkortet-minst-50-med-fri-tilgang-jobber-med-aa-paavirke-politikere>
256. Government of Kenya. The Tobacco Control Act 2014. 2014 Dec 5. Part V: Public-Tobacco Industry Interactions Clause 26. Available from: http://kenyalaw.org/kl/fileadmin/pdfdownloads/LegalNotices/169-Tobacco_Control_Regulations__2014
257. Uganda. Tobacco Control Act 2015. [Part VIII 25 (4)] 2015 Nov 18. Available from: <https://assets.tobaccocontrollaws.org/uploads/legislation/Uganda/Uganda-TCA-national.pdf>
258. France. Summary table of public officials subject to the control of the High Authority in their reporting obligations. Available from: [Tableau-Obligations-declaratives-RP-avril-2019.pdf](https://tableau-obligations-declaratives-RP-avril-2019.pdf) (hatvp.fr)
259. Assunta M. Global Tobacco Industry Interference Index 2021. Global Center for Good Governance in Tobacco Control (GGTC). Bangkok, Thailand. 2021 Nov. Available from: <https://globaltobaccoindex.org/>
260. Assunta M. Global Tobacco Industry Interference Index 2020. Global Center for Good Governance in Tobacco Control (GGTC). Bangkok, Thailand. 2020 Nov. Available from: <https://globaltobaccoindex.org/>
261. Annual Report 2021, BAT Bangladesh, page no. 284. Available from: [https://www.batbangladesh.com/group/sites/BAT_9T5FQ2.nsf/vwPagesWebLive/DOCCAF97\\$FILE/BATB-Annual_Report_2021.pdf#openelement](https://www.batbangladesh.com/group/sites/BAT_9T5FQ2.nsf/vwPagesWebLive/DOCCAF97$FILE/BATB-Annual_Report_2021.pdf#openelement)
262. KT&G Corporation and Its Subsidiaries. Interim Consolidated Financial Statements. Jun 2022. Available from: <https://en.ktng.com>
263. Simply Wall St. British American Tobacco (Zambia) Ownership. 2023. Available from: <https://bit.ly/43iT0ml>
264. Tobacco Free Portfolios. It is time to move to tobacco-free finance. Available from: <https://tobaccofreeportfolios.org/our-impact/#recent-moves>
265. Prime Minister's Office. Prohibition of involvement of the tobacco industry and smoking in government premises. Brunei Darussalam. 2019. Available from: <https://bit.ly/34L2zz9>
266. CSC-DOH Joint Memorandum Circular No. 2010-10. Protection of the Bureaucracy Against Tobacco Industry Interference. Philippines. Available from: <https://bit.ly/30ESXCI>
267. Tweede Kamer. Protocol wijze van omgang met de tabaksindustrie. 2016. Available from: <https://www.rijksoverheid.nl/onderwerpen/roken/documenten/publicaties/2016/03/07/protocol-over-de-wijze-van-omgang-met-de-tabaksindustrie>
268. U.K. Department of Health and Social Care. Guidance for government engagement with the tobacco industry. Update 2023 June 19. Available from: <https://www.gov.uk/government/publications/protocol-for-engagement-with-stakeholders-with-links-to-the-tobacco-industry/guidance-for-government-engagement-with-the-tobacco-industry>
269. Tweede Kamer. Gedragscode Integriteit Rijk. 2019. Available from: <https://www.rijksoverheid.nl/documenten/richtlijnen/2017/12/01/gedragscode-integriteit-rijk-gir>
270. Uganda. Tobacco Control Act 2015. [Part VIII 25 (4)] 2015 Nov 18. Available from: <https://assets.tobaccocontrollaws.org/uploads/legislation/Uganda/Uganda-TCA-national.pdf>
271. Xinhua. 2022. New tobacco law to take effect by early 2023 in Botswana. News Ghana. Available from: <https://newsghana.com.gh/new-tobacco-law-to-take-effect-by-early-2023-in-botswana/>
272. Botswana Guardian Reporter. Informal sector in the tobacco industry beams 'impending' regulations. Botswana Guardian, April 6, 2023. Available from: <https://guardiansun.co.bw/business/informal-sector-in-the-tobacco-industry-beams-impending-regulations/news>
273. Federal NEgarit Gazette. Proclamation I I 12/2019. Available from: <https://assets.tobaccocontrollaws.org/uploads/legislation/Ethiopia/Ethiopia-2019-Proclamation-national.pdf>

274. Republique Du Tchad. Decree 1523/PR/MSP/2019. Available from: <https://assets.tobaccocontrolaws.org/uploads/legislation/Chad/Chad-Decree-No.-1523-national.pdf> m
275. Communication with the Ministry of Health. Draft decree on the implementation of Article 5.3. April 2023
276. Notification of the Ministry of Public Health Re: Criteria, Methods and Conditions for Information Submission by Manufacturers or Importers Engaging in Sale of Cigarette Tobacco Products in the Kingdom B.E. 2562. 2019
277. CPC People News. Pan Jiahua, a member of the former party group of the National Tobacco Monopoly and the former leader of the Discipline Inspection Team of the State Discipline Inspection Commission, was expelled from the party. (2021-11-14) [2023-04-12] Available from: (Mandarin) <http://cpc.people.com.cn/n1/2021/11/14/c64036-32281632.html>
278. Cote d'Ivoire. Ordinance No. 2013-660 of 20 September 2013 on fight against corruption. Article 28. Available from: <https://www.unodc.org/documents/treaties/UNCAC/WorkingGroups/ImplementationReviewGroup/ExecutiveSummaries/VI700259e.pdf>
279. INDRHI. INDRHI participates in the celebration of the 60th anniversary of INTABACO. 2022 Jun 17. Available from: <https://indrhi.gob.do/indrhi-participa-de-celebracion-del-60-aniversario-de-int-abaco/>
280. El Congreso Nacional. Law No. 341-22 Tobacco and the Dominican cigar as the cultural heritage of the Dominican Republic. 29 July 2022. Available from: FileManagement (consultoria.gov.do)
281. Lee CY, Glantz SA. The tobacco industry's successful efforts to control tobacco policy making in Switzerland. 2001. Available from: <https://escholarship.org/uc/item/09t535s7>
282. Gregor Rutz. Gregor Rutz: Nationalrat, ZH. Available from: <https://www.svp.ch/partei/personen/detail/gregor-rutz/>
283. Gregor Rutz. Gregor Rutz: Nationalrat, ZH. Available from: <https://www.svp.ch/partei/personen/detail/gregor-rutz/>
284. Schürch K, Boffi SM, Pascal D, et al. Switzerland Tobacco Industry Interference Index 2023. Available from: <https://globaltobaccoindex.org/countries>
285. Bigwanto M. Indonesia Tobacco Industry Interference Index. 2023. Available from: <https://globaltobaccoindex.org/countries>
286. Jakarta Post. Minister Airlangga Inaugurates Sampoerna's Smoke Free Tobacco Product Factory and Export. 2023 Jan 18. Available from: <https://www.thejakartapost.com/adv/2023/01/18/minister-airlangga-inaugurates-sampoernas-smoke-free-tobacco-product-factory-and-export.html>
287. Merdeka.com. The government is currently preparing a national IHT roadmap. 2022 Jul 13. Available from: <https://www.merdeka.com/uang/pemerintah-tengah-susun-roadmap-iht-nasional-ini-bocoran-isinya.html>
288. Parliament of Ukraine. Legislation of Ukraine. On amendments to some laws of Ukraine regarding public health protection from the harmful effects of tobacco. 2023 Dec 16. Available from: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/1978-20#Text>.
289. Botswana Government. 2021. Tobacco Control Act no. 19, 2021. Accessed on May 10, 2023 at: <https://assets.tobaccocontrolaws.org/uploads/legislation/Botswana/Botswana-TC-Act-2021-national.pdf>
290. El Observador. Lacalle Pou recognizes that flexibility in cigarette packaging was at the request of Montepaz. 2022 Sep 13. Available from: Lacalle Pou recognizes that flexibility in cigarette packaging was at the request of Montepaz (elobservador.com.uy)
291. Decree No. 282/022. Modification of Articles 7, 8 and 10 of Decree 120/019, relating to the packaging and labelling of tobacco products. Available from: <https://www.impco.com.uy/bases/decre->
tos/282-2022/1
292. Bogota No es un Cenicero. Available from: Bogota No es un Cenicero – Bogota no es un cenicero
293. Montevideo Portal. Senate approves Sartori's bill that proposes to fine those who throw cigarette butts. 2023 Mar 15. Available from: Senate approves Sartori's bill that proposes to fine those who throw cigarette butts (montevideo.com.uy)
294. Tobacco Tactics. UK Vaping Industry Association. 2022 Available from: UK Vaping Industry Association (UKVIA) - TobaccoTactics
295. U.K. Department for Business, Energy and Industrial Strategy. BEIS Ministerial Meetings, January to March 2021. July 2021. Available from: BEIS ministerial meetings, January to March 2021 - GOV.UK (publishing.service.gov.uk)
296. Tobacco Tactics. The Scottish Grocers' Federation. 2023. Available from: Scottish Grocers' Federation - TobaccoTactics
297. Down A. The EU's Track & Trace Smokescreen, Organized Crime and Corruption Reporting Project. 2020 Mar 11. Available from: The EU's Track & Trace Smokescreen - OCCRP
298. Philip Morris. Email from Annemarie Balgley to Eric Ostern: Dentsu Report. 26 January 2001. Bates number: 2083648709. Truth Tobacco Industry Documents. Available from: [hjpg0036](https://www.industrydocuments.ucsf.edu/docs/hjg0036) - DENTSU REPORT - Truth Tobacco Industry Documents (ucsf.edu)
299. Aleshshehy R, et al. UK Tobacco Industry Interference Index. 2023 Tobacco Control Research Group, University of Bath. 2023 Nov. Available from: <https://globaltobaccoindex.org/countries>
300. Esenciainformativa.com. President Luis Redondo highlighted the realization of the Festival of Cigar and Coffee in El Paraíso. 2023 Mar 03. Available from: President Luis Redondo Highlight Realization of the Festival of Cigar and Coffee in Paradise.pdf
301. Channel 8. Honduran Institute of Tourism Available from highlights the contribution of businessmen in the 19th edition of the Copan Awards. 2022 Nov 21. Available from: Awards.pdf
302. Diario LaTribuna.hn. They will promote agrotourism with the tobacco routes. 2022 Jun 29. Available from: Promote Agrotourism with the Tobacco Routes.pdf
303. Asamblea Nacional de Costa Rica. Promulgación Ley 10066 - Regulación de los sistemas electrónicos de administración de nicotina (SEAN), sistemas similares sin nicotina (SSSN) y dispositivos electrónicos que utilizan tabaco calentado y tecnologías similares. La Gaceta. 2022 Jan 20;3-6. Available from: https://www.imprentanacional.go.cr/pub/2022/01/20/COMP_20_01_2022.pdf
304. 5-Minute Foundation. Cigarette Butt Campaign. Available from: https://www.pmi.com/resources/docs/default-source/our-company/transparency/social-contributions-2019.pdf?sfvrsn=76203cb4_2
305. SC Hoje. Prefeitura de Florianópolis em parceria com empresas instalará coletoras de bitucas nas praias e bairros do Município. 2022 Sep 2. Available from: <https://schoje.news/2022/11/29/prefeitura-de-florianopolis-em-parceria-com-empresas-instalara-coletoras-de-bitucas-nas-praias-e-bairros-do-municipio/>
306. There is a campaign against cigarette butts on the ground, "24 hours". Available from: <https://www.24chasa.bg/bulgaria/article/13261097>
307. "So What" national campaign against cigarette filter pollution, XNEWS. Available from: <https://www.xnews.bg/nacionalna-kampanija-kakvo-tolkova-sreshtu-zamarsjavaneto-s-filtri-ot-cigari/>
308. Our world is not an ashtray. Available from: <https://promenikartinkata.bg/vkluchi-se/>
309. Every third person throws away their cigarette butts on the street or on the beach (with photos). Available from: <https://bnr.bg/varna/post/101661020/vseki-treti-chovek-si-izhvarla-cigarente-fasove-na-ulicata-ili-na-plaja>

310. "Cleaning initiative in Blagoevgrad part of Change the picture campaign". Available from: <https://bnr.bg/blagoevgrad/post/101531524/promeni-kartinkata-v-blagoevgrad>
311. COLTABACO S.A.S. and Semana. (June 30, 2022). "Bogotá estrena una red de colilleros interactivos". Available from: <https://bit.ly/3mve7la>.
312. PMI. Give direction to your cigarette butts - Costa Rica. Sostenibilidad. Available from: <https://www.pmi.com/markets/costa-rica/es/sostenibilidad/dale-rumbo-a-tus-colillas>
313. Sitio web de la campaña - Dale Rumbo a tus Colillas. Dale Rumbo a tus Colillas. 2022. Available from: <https://www.dalerumboatuscolillas.com/>
314. Stadt Frankfurt Am Main. Frankfurt is not an ashtray. Cleanffm. 2021 Jun 11. Available from: https://www.cleanffm.de/user/pages/02.menu/07.downloads/04._pressemittelungen/2020_06_11%20PM%20Frankfurt%20ist%20kein%20Aschenbecher.pdf
315. Concentrarse. Proyecto RECICLA HEETS. Available from: <https://concentrarse.org/proyecto-heets/> CRN Noticias. Estrategia "Recicla HEETS" busca la reducción del daño en el medio ambiente. 2021 May 06. Available from: <https://crnnoticias.com/estrategia-recicla-heets-busca-la-reduccion-del-dano-en-el-medio-ambiente/>
316. Revista Industria&Negocios. Recicla HEETS: sostenibilidad, un pilar estratégico del negocio de TACASA. 2021 Dec. Available from: <https://revistaindustria.com/2021/12/philip-morris-international/>
317. PMI. #CAMBIAGESTO, the awareness campaign to prevent pollution from butts starts again. 2021 Dec 07. Available from: News detail | SME - Italy - EN (pmi.com)
318. PMI. Clearing a way forward: PMI employees are helping clean up their local communities. 2019 Sep 29. Available from: <https://www.pmi.com/media-center/news/clearing-a-way-forward-pmi-employees-are-helping-clean-up-their-local-communities>
319. The Edge Malaysia. Sponsored content. Transforming for good. The Edge Markets. 2023 Jan 25. Available from: <https://www.theedgemarkets.com/content/advertise/transforming-for-good>
320. PMI. Partnering up to tackle the littering problem through innovation in Mexico. 2022 May 17. Available from: <https://www.pmi.com/sustainability/case-studies-and-market-stories/partnering-up-to-tackle-littering-problem-through-innovation-in-mexico>
321. Department of Environment and Natural Resources. International coastal clean up in Brgy. Lapasan, Cagayan de Oro City. 2019 Sep 21. Available from: <https://r10.denr.gov.ph/index.php/about-us/mission-vision/9-about-us/1276-red-sprofile-2>
322. PMI Charitable contributions 2019. Cigarette butt receptacles. Available from: https://www.pmi.com/resources/docs/default-source/our_company/transparency/social-contributions-2019.pdf?sfvrsn=76203cb4_2
323. Jungyul Yun. 'Cigarette butt collection box'... Suwon City, KT&G, installed in 23 major public facilities. 2022 Feb 21. Available from: <https://www.sedaily.com/NewsView/26287FCA6R>
324. BizCommunity. New partnership launched to 'Unsmoke' Cape Town. 2019 Sep 27. Available from: <https://www.bizcommunity.com/Article/196/703/196068.html>
325. Mesa del Tabaco. Spain. Available from: Our partners - Tobacco Table (mesadeltabaco.com)
326. The Voice. They distribute 4,500 portable ashtrays in Santiago to avoid cigarette butts on the floor. 2023 Jan 17. Available from: <https://bit.ly/43dYAFM>
327. El Estrecho Digital The Tobacco Bureau will raise awareness about the problem of marine litter on the beaches of Tarifa. 2021 Jul 29. Available from: <https://bit.ly/46QEhBt>
328. Håll Sverige Rent. Håll Sverige Rent initiates collaboration with Philip Morris International. 2020 Apr 29. Available from: <https://via.tt.se/pressmeddelande/hall-sverige-rent-inleder-samarbete-med-philip-morris-international?publisherId=352820&releaseId=3275996&lang=sv>
329. IGSU. Über IGSU / IGSU IG saubere Umwelt: IG saubere Umwelt, 2022. Available from: <https://www.igsu.ch/de/ueber-igsu/ueber-igsu/>
330. PMI. Clearing a way forward: PMI employees help clean up their communities. 2019 Sep 29. Available from: <https://www.pmi.com/media-center/news/clearing-a-way-forward-pmi-employees-are-helping-clean-up-their-local-communities>
331. Cortexia. Testimonials. 2023. Available from: <https://www.cortexia.ch/temoignages/>
332. Cortexia. Jens Rupp, 2022. Available from: <https://www.cortexia.ch/testimonial/jens-rupp/?lang=en>
333. NMC. Sembrando Conciencia Available from: NMC@ | No More Cigarette Butts
334. Bogota is Not an Ashtray. Available from: <https://www.bogotanoesuncenicero.com/>
335. Ministry of Agriculture. The Government continues working on the offer of vocational training for Saltenos. Tabaco Argentino. 2021 Sep 28. Available from: <https://tabacoargentino.com.ar/2021/09/el-gobierno-continua-trabajando-en-la-oferta-de-formacion-profesional-para-los-saltenos/>
336. Import of 1 crore and 11 lakh tons of unrefined sugar in 5 years. 2022 <https://tinyurl.com/mssxzpx>
337. Klix, Sarajevo: At the site where the Hilton Hotel was supposed to be built, a mural will be painted that purifies the air. 2021 Dec 07. Available from <https://bit.ly/42fEv1o>
338. Cambrew Ltd's official page. 2021 Nov 10. Available from: <https://www.facebook.com/CambrewCompany/posts/437097954647045>
339. Cuestión Pública. "De (P)MI para Fede(departamentos): los 155 millones de dólares poco vigilados". 2021 Dec 13. Available from: <https://bit.ly/3KYo5Fa>.
340. Verma P. ITC forges partnership with IIT Delhi to undertake research and development. Economic Times. 2022 May 02. Available from: <https://economictimes.indiatimes.com/industry/services/education/itc-forges-partnership-with-iit-delhi-to-undertake-research-and-development/articleshow/91254766.cms>
341. Media Indonesia. Sampoerna Fasilitas 300 UMKM Dapatkan NIB. 2021 Dec 21. Available from: <https://epaper.mediaindonesia.com/detail/sampoerna-fasilitas-300-umkm-dapatkan-nib>
342. Fortunato G. BAT-Ministry agreement for the purchase of Italian tobacco. Skyvape. 2023 Mar 20. Available from: <https://www.skyvape.it/index.php/news-italia/19-notizie-italia/4185-accordo-bat-ministero-per-acquisto-tabacco-italiano>
343. Junyoung Kim. KT&G and National Institute of Ecology cooperate to protect Janggu catfish wetland. 2022 Sep 28. Available from: <https://www.segye.com/newsView/20220927509592>
344. The News Lens. Tobacco Companies Making a Fortune in Southeast Asia, The News Lens. 2018 Mar 03. Available from: <https://bit.ly/2XqkZQm>
345. Imperial Brands. Presentation of the Madagasikarantsika Project. Sep 21. Available from: <http://bit.ly/ws/GqDh>
346. The Guardian: How PPP in weather information boosts food production, by Daniel Anazia, 2019 Mar 18. Available from: <https://guardian.ng/features/how-ppp-in-weather-information-boosts-food-production/>
347. Gobierno Nacional. Resolución No. 103. Paraguay de la Gente. 2021 Apr 16. Available from: <https://www.mades.gov.py/wp-content/uploads/2021/04/RESOLUCION-C3%93N-N%C2%80-103-DE-FECHA-16-DE-ABRIL-DE-2021.pdf>

348. Police Online. Police and JTI Poland together against excise crime. 2023 Mar 06. Available from: <https://policja.pl/pol/aktualnosci/228868,Policja-i-JTI-Polska-wspolnie-przeciw-przestepczosci-akcyzowej.html?fbclid=IwAR38YbizC-hofqI-xq0RXiH-LI-Abliiz9arc0fOjSnVWys9SOKWwyA-oNiPB18>
349. Negosyo. Kapatid Angat Lahat program. Available from: <https://gonegoso.ph/programs/kapatid-ang-at-lahat/>
350. Negosyo. DILG Supports Kapatid Angat Lahat Agri Sector Program. 2023 Jan 10. Available from: <https://gonegoso.ph/dilg-supports-kapatid-ang-at-lahat-agri-sector-program>
351. Romanian Border Police. 250 new special surveillance cameras installed on Romania's border. 2021 Jul 27. Available from: <https://www.politiadefrontiera.ro/ro/main/i-250-de-noi-camere-speciale-de-supraveghere-instalate-pe-frontiera-romaniei-24590.html>
352. Hasan Mahmud. NBR wrote a letter to the Health Services Division. Available from: <https://tinyurl.com/23dk2cn2>
353. Business Association of Georgia, Tobacco Tactics, updated 07 July 2023. Available from: <https://tobaccotactics.org/article/business-association-of-georgia/>
354. Folha do Mate. Secretário entrega demandas do SindiTabaco à embaixada chinesa. 2021 Jul 15. Available from: <https://folhadomate.com/livre/secretario-entrega-demandas-do-sinditabaco-a-embaixada-chinesa/>
355. Regie Libanaise de Tabacs et Tombacs. The visit of the German ambassador to the Regie. 2022 May 18. Available from: <https://www.rtt.com.lb/Article/616/the-visit-of-the-german-ambassador-to-the-regie/en>
356. Presseportal. Economic factor of cigar production in Honduras and other third countries. 2022 Jun 05. Available from: <https://www.presseportal.de/pm/66198/5214768>
357. Johari Rotana Hotel launches cigar smoking lounge. Mar 25. Available from: <http://bitly.ws/JJ5F>
358. Ethiopia Semonegna. Embassy of Japan and JTI reached an agreement to provide scholarships to Ethiopian students: Ethiopia Semonegna. 2021 Jun 18. Available from: <https://semonegna.com/embassy-of-japan-and-jti-agreed-to-provide-scholarships-to-ethiopian-students/>
359. The Daily Star. JTI Bangladesh celebrates 50 years of Japan-Bangladesh friendship. 2021 Mar 01. Available from: <https://tinyurl.com/2muw485k>
360. Sonna A. PM opens Margaret Sitta Secondary School. 2022 Sep 09. Available from: <https://bit.ly/3JtxW40>
361. The Phnom Penh Post. JTI Cambodia Inaugurates Its New World Class Headquarters. 2022 Sep 28. Available from: <https://www.phnompenhpost.com/business/jti-cambodia-inaugurates-its-new-world-class-headquarters>
362. BellaNaija. The Nigeria-Britain Association's Gala to celebrate the relationship between Nigeria & Britain. 2022 Dec. Available from: The Nigeria-Britain Association's Gala to Celebrate the relationship between Nigeria & Britain
363. RLTT. Mikati sponsored the inauguration of the Regie's production line and the launching of "application of barcoded stamps" 2023 Feb 26. Available from: Mikati sponsored the inauguration of the Regie's production line and the launching of "application of barcoded stamps"
364. NewAge Business. BATB secures top taxpayer spot for ninth consecutive year. 2022 Dec 29. Available from: <https://tinyurl.com/4b4r8whs>,
365. UNB News. NBR to award 9 companies for paying highest VAT. 2021 Nov 17. Available from: <https://tinyurl.com/yr6yc4sh>
366. Channel 8. Honduran Institute of Tourism Available from highlights the contribution of businessmen in the 19th edition of the Copan Awards. 2022 Nov 21. Available from: Awards.pdf
367. Hariyanto. Energy Efficiency and Emission Reduction Efforts Deliver Sampoerna to Achieve Green PROPER 2020–2021. Industry. 2022 Feb 08. Available from: <https://www.industry.co.id/read/101992/upaya-efisiensi-energi-dan-pengurangan-emisi-antar-kan-sampoerna-raih-proper-hijau-2020-2021>
368. Instagram. Iran Tobacco Company. 2022 Jul 07 Available from: <https://tinyurl.com/y4t829ta>
369. JT.com White 500. 2023 Mar. Available from: https://www.jt.com/sustainability/external_recognition/index.html
370. Tobacco Reporter. KT&G recognised for sustainability. 13 Dec 2022. Available from: <https://tobaccoreporter.com/2022/12/13/ktg-recognized-for-sustainable-management/>
371. Award ceremony for best business during COVID-19. Lao National Chamber of Commerce and Industry. Available from: <https://incci.la/top-Incci-business-leader-2021-29-12-2021/>
372. Regie Libanaise de Tabacs et Tombacs. The President of the Higher Customs Council visiting the Regie. 2021 Sep 16. Available from <https://www.rtt.com.lb/Article/619/honoratio-of-the-regies-director-general/en>
373. New Business Age. Surya Nepal Honoured as the Highest Tax-paying Company. 2022 Nov 24. Available from: <https://tinyurl.com/bdm2wu>
374. Chagas BAV. Mga nag-unang tax payers ning dakbayan, giila atol sa Pasidungog: Garbo sa Davao. Bombo Radyo. 2023 Mar 10. Available from: <https://www.bomboradyo.com/davao/mga-nag-unang-tax-payers-ning-dakbayan-giila-atol-sa-pasidungog-garbo-sa-davao>
375. Badajos. The company from Badajos shows its commitment and effort. 2022 Nov 30. Available from: The company from Badajoz shows its commitment and effort - El Periódico Extremadura (elperiodicoextremadura.com)
376. Livs Medel I FokuSkruv is food exporter of the year: "Honorable". 2023 May 05. Available from: <https://www.livsmedelifokus.se/skruf-ar-arets-livsmedelsexportor/> <https://www.livsmedelsforetagen.se/nyheter/skruf-snus-ar-arets-livsmedelsexportor-2023-en-exportsucce-med-potential-att-bli-ett-folkhalsomirakel/>
377. Turkiye Exporters Assembly. Champions of 344 billion dollars of exports received their awards from President Erdoğan. Available from: <https://tim.org.tr/tr/344-milyar-dolarlik-ihracatin-sampiyonlari-odullerini-cumhurbaskani-erdogan>
378. Vinataba. Chairman of the Ho Chi Minh City People's Committee presented a certificate of merit to SaiGon Tobacco Company. 2021 Dec 3. Available from: <http://saigontabac.com.vn/tin-tuc/congty-thuoc-la-sai-gon-nhan-bang-khen-cua-chu-tich-ubnd-tp-hcm-ve-thanh-tich-cao-trong-cong-tac-nop-ngan-sach-nha-nuoc-nam-2021.htm>
379. Phuong Nhi. BAT Vietnam continues to be honored in the Top 100 CSI 2022. 2022 Dec 02. Available from: <https://diendandoanhghi-ep.vn/bat-viet-nam-tiep-tuc-duoc-vinh-danh-trong-top-100-csi-2022-235488.html>
380. Facebook. Hon. Eng. Collins Nzovu, MP. 4th Zambia CSR and Responsible Business Awards. 2023 Feb 20 Available from: <https://EAgusS>
381. BAT Bangladesh. Available from: <https://tinyurl.com/2zdduda5>
382. LinkedIn. Alessandra Bastos Soares. Available from: <https://www.linkedin.com/in/alessandra-bastos-soares-4167492b/>

- 383.** UOL. Fábrica de cigarros contrata políticos profissionais como lobistas. 2021. Available from: <https://tabaco.ensp.fiocruz.br/pt-br/fabrica-de-cigarros-contrata-politicos-profissionais-como-lobistas>
- 384.** Luis Felipe Torres. LinkedIn [Profile]. 2023. Available from: <https://bit.ly/3slqVHX>
- 385.** M. Michel ESSONGUE, High Commissioner to the Presidency of the Gabonese Republic. Available at: <https://www.facebook.com/LEGABONDAPRES1/posts/2905205342849880/>
- 386.** Ghana Export Promotion Authority. GEPA Leadership. Available from: <https://www.gepaghana.org/about-us/gepa-management/> accessed on 27th January 2023
- 387.** Gupta S. Outcome of Board Meeting. Godfrey Phillips. 2022 May 28. Available from: <https://www.godfreyphillips.co/wp-content/uploads/2022/05/Re-appointment-of-Statutory-Auditor.pdf>
- 388.** MNC Trijaya. Cigarette excise rates increase by 12%, entrepreneurs: The amount is unreasonable. 2021 Dec 14. Available from: <https://www.mnctrijaya.com/news/detail/48511/tarif-cukai-rokok-naik-12-pengusaha-besarannya-tak-wajar>
- 389.** Japan Tobacco Inc. Annual Report 2021. Available from: https://www.jti.com/sites/default/files/global-files/documents/jti-annual-reports/JTG_integrated_report2021.pdf
- 390.** Autoridad Nacional de Aduanas. Rodolfo Samuda L.: Technical Deputy Director General of the National Customs Authority. Available from: <https://bit.ly/3Yj7Gix>
- 391.** Siekierski Adam. Available from: <https://pl.linkedin.com/in/siekierski-adam-ab250515>
- 392.** Gregor Rutz. Gregor Rutz: Nationalrat, ZH.
- 393.** African Financials. Tanzania Cigarette Company releases its full year 2020 financial results. 2021 Mar 23 Available from: <https://bit.ly/3xA4lix>
- 394.** The Union. Appointment of former tobacco industry director as Deputy Minister of Commerce in the Turkish Government must be revoked. 2019 Feb 28. Available from: <https://theunion.org/news/appointment-of-former-tobacco-industry-director-as-deputy-minister-of-commerce-in-the-turkish-government-must-be-revoked>
- 395.** Sudestada.com.uy. Lacalle's advisor met with Montepaz before approving the decree that modified anti-smoking policy. 2022 Sep 07. Available from: <https://especiales.sudestada.com.uy/asesor-de-lacalle-se-reunio-con-montepaz-antes-de-aprobar-el-decreto-que-modifico-politica-antitabaco/>
- 396.** McLure J, Chan J, Zou M et al. How China became addicted to its tobacco monopoly. The Examination. 2023 Sep 13. Available from: <https://www.theexamination.com/news/how-china-became-addicted-to-its-tobacco-monopoly> | The Examination
- 397.** State Tobacco Monopoly Administration/ China National Tobacco Company. Notice of the STMA on the establishment of the Leading Group for the Implementation of the WHO FCTC. Available from: http://www.tobacco.gov.cn/html/27/2701/270102/83013166_n.html.
- 398.** Marketsreener: Eastern Company SAE. Available from: <https://www.marketsreener.com/quote/stock/EASTERN-COMPANY-S-A-E-6497803/company/>
- 399.** Middle East Online. Egypt to end decades old tobacco monopoly. 2021 Jun 03. Available from: <https://middle-east-online.com/en/egypt-end-decades-old-tobacco-monopoly>
- 400.** The latest situation of tobacco in Iran. Available from: <https://donya-e-ektesad.com/ندعم-تدعنا-ص-شخب>
- 401.** Press TV. JTI, BAT control bulk of Iran's cigarette market: ITC chief. 2021 May 17. Available from: <https://www.presstv.ir/Detail/2021/05/17/654903/Iran-tobacco-cigarette-market-foreign-brands>
- 402.** Salah Mohamed Ali. Iraq Tobacco Industry Interference Index 2021. Al-Rafidain Center for Health Development, Baghdad. 2021 Available from: <https://globaltobaccoindex.org/country/IQ>
- 403.** Japan Tobacco Inc. Corporate Governance Report 2022. Available from: https://www.jti.com/about/corporate_governance/pdf/20230324_05.pdf
- 404.** Japan Tobacco Inc. Integrated Report 2022. Pg. 007 Available from: https://www.jti.com/investors/results/integrated_report/pdf/2022/integrated2022_E_all.pdf
- 405.** Lao Tobacco Ltd. Available from: <https://timonitor.seatca.org/lao-tobacco-limited-htl/>
- 406.** Regie Libanaise de Tabacs et Tombacs. Who We Are. Available from: <https://www.rltt.com.lb/Article/1/who-we-are/en>
- 407.** The Regie. Available from: <https://www.rltt.com.lb/>
- 408.** Ministere de l'Agriculture et de l'Elevage. Tobacco industry: generates nearly 300 billion ariary a year for the State. Available from: <http://bit.ly/ws/GuT5>
- 409.** Tobacco Authority of Thailand. Available from: <https://en.thaitobacco.or.th/>
- 410.** Global Data. Thailand Cigarettes. 2020 Nov.
- 411.** Vinataba. Available from: <https://timonitor.seatca.org/vinataba/>



Global Center for
Good Governance
in Tobacco Control



A GLOBAL
TOBACCO
INDUSTRY
WATCHDOG

www.globaltobaccoindex.org

www.exposetobacco.org